

OCDE
ETUDES ECONOMIQUES

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

DANEMARK

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

JUILLET 1973

STATISTIQUES DE BASE DU DANEMARK

LE PAYS

Superficie (en 1 000 km ²)	43	Population, 1965 (milliers)	4 768
Territoire agricole (en 1 000 km ²)	30	Copenhague et sa banlieue	1 398
		3 autres agglomérations princ.	735
		Autres régions	2 635

LA POPULATION

Population, 1-1-1971 (1 000)	4 951	Population active 8-11-1972 (1 000)	2 424
Nombre d'habitants au km ²	115	<i>dont</i> :	
Accroissement démographique naturel net, moyenne 1967-1969 (1 000)	28	Agriculture	235
Accroissement démographique naturel net pour 1 000 habitants (moyenne 1967-1969)	5.8	Industries manufacturières	654
		Bâtiment et travaux publics	206
		Commerce	376
		Autres	953

LA PRODUCTION

Produit intérieur brut en 1972 (millions de couronnes)	159 894	Formation brute de capital fixe en 1972 (millions de couronnes)	42 935
PIB par habitant (en dollars des États-Unis)	4 625	en pourcentage du PIB par habitant (en dollars des États-Unis)	27
			1 240

L'ÉTAT

Consommation du secteur public en 1972 (en pourcentage du PIB)	21	Composition du Parlement (nombre de sièges) :	
Recettes ordinaires de l'État en 1972 (en pourcentage du PIB)	42	Sociaux démocrates	70
Formation brute de capital fixe du secteur public (en pourcentage du PIB)	5	Sociaux libéraux	27
		Libéraux	30
		Conservateurs	31
		Socialistes populaires	17
		Groenland et îles Féroé	4
		Total	179

Dernières élections générales : 1971

Prochaines élections générales : 1974

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

Exportations de biens et services en pourcentage du PIB (1972)	27	Importations de biens et services en pourcentage du PIB (1972)	26
Principales exportations de 1972 (en pourcentage des exportations totales de marchandises) :		Principales importations de 1972 (en pourcentage des importations totales de marchandises) :	
Produits agricoles	21	Matières premières	16
Viande et lait en boîte	7	Métaux de base	8
Produits industriels	65	Combustibles	11
Autres produits	7	Machines et autres matériels	15
		Matériel de transport	11
		Produits semi-finis	22
		Biens de consommation	17

LA MONNAIE

Unité monétaire : Couronne

6.28 unités monétaires = 1 dollar des États-Unis (depuis le 12-2-1973)

NOTE On trouvera, dans un tableau de l'annexe, une comparaison internationale de certaines statistiques de base, de caractère économique et démographique.

ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE



DANEMARK

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), qui a été instituée par une Convention signée le 14 décembre 1960, à Paris, a pour objectif de promouvoir des politiques visant :

- à réaliser la plus forte expansion possible de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays Membres, tout en maintenant la stabilité financière, et contribuer ainsi au développement de l'économie mondiale ;
- à contribuer à une saine expansion économique dans les pays Membres, ainsi que non membres, en voie de développement économique ;
- à contribuer à l'expansion du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire, conformément aux obligations internationales.

Les Membres de l'OCDE sont : la République Fédérale d'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède et la Turquie.

La République Socialiste Fédérative de Yougoslavie est associée à certains travaux de l'OCDE, et notamment à ceux du Comité d'Examen des Situations Économiques et des Problèmes de Développement.



L'examen annuel de la situation du Danemark par le Comité d'Examen des Situations Économiques et des Problèmes de Développement de l'OCDE a eu lieu le 14 juin 1973.

La présente étude a été mise à jour par la suite.

© Organisation de Coopération et de Développement Économiques, 1973.

Les demandes de reproduction ou de traduction doivent être adressées à :

M. le Directeur de l'Information, OCDE
2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16, France.

TABLES DES MATIÈRES

Introduction	5
I L'évolution récente et les perspectives à court terme	6
La phase actuelle d'essor	6
L'origine et l'utilisation des ressources	14
(a) L'équilibre de l'offre et de la demande	14
(b) La balance extérieure	15
(c) Le marché de l'emploi	18
II Les problèmes de l'affectation des ressources	20
La structure de l'emploi	20
L'expansion du secteur public	24
Le logement et la politique du logement	28
III Problèmes de politique économique et conclusions	32
<i>Annexe I Croissance du secteur public au Danemark</i>	35
<i>Annexe II Éléments principaux de la politique danoise du logement</i>	45

TABLEAUX

TEXTE

1 Dépenses publiques en biens et services	10
2 Évolution des prix	13
3 Origine et utilisation des ressources	14
4 Exportations et importations de marchandises	15
5 Balance des paiements	17
6 Structure de l'emploi dans certains pays de l'OCDE	21
7 Élasticité des dépenses publiques dans les pays de l'OCDE	25
8 Impôts en pourcentage du PNB	27
9 Construction de logements dans les pays de l'OCDE	29

ANNEXE STATISTIQUE

A Origine et utilisation des ressources, aux prix courants	54
B Origine et utilisation des ressources, aux prix de 1955	55
C Produit intérieur brut par branche d'activité, aux prix courants	56
D Produit intérieur brut par branche d'activité, aux prix de 1955	57
E Formation brute de capital fixe	58

F	Dépenses des consommateurs en biens et services	59
G	Recettes et dépenses de l'Administration centrale	60
H	Balance des paiements et avoirs extérieurs	61
I	Marché de l'emploi et production	62-63
J	Commerce extérieur, total et par région	64
K	Importations : valeur, volume, prix et par groupe de marchandises	65
L	Exportations : valeur, volume, prix et par groupe de marchandises	66
M	Prix et salaires	67
N	Monnaie et crédit	68-70

GRAPHIQUES

1	Évolution de la production et de la demande	7
2	Construction de logements	8
3	Revenu et dépense du secteur privé	12
4	Marché du travail	19
5	Structure de l'emploi et PNB par habitant	22-23

INTRODUCTION

L'étude de l'an dernier était en grande partie consacrée à l'examen du problème que pose au Danemark la balance des paiements. La place de l'agriculture dans l'économie danoise ayant diminué d'importance, la faiblesse persistante de la balance des paiements était imputée au premier chef à des facteurs intérieurs, notamment à la progression rapide des dépenses publiques, qui a limité les ressources disponibles, et à l'importance des aides financières à la construction de logements, qui a rendu plus difficile la réalisation d'un équilibre convenable entre l'investissement et l'épargne intérieure. Les perspectives étaient d'ailleurs jugées favorables à une amélioration durable de la situation : l'économie disposait d'une certaine réserve de ressources inemployées et on estimait que le dynamisme des marchés mondiaux, ainsi que l'adhésion du Danemark à la CEE, offraient à ce pays une occasion unique de réaliser un redressement important et durable de sa balance extérieure, pourvu que soit évité un gonflement excessif des coûts unitaires de main-d'œuvre et de la demande intérieure.

Or l'expansion de la demande extérieure et la progression des prix à l'exportation ont été en fait encore plus vigoureuses qu'on le prévoyait il y a un an. Mais l'économie danoise n'a pas su tirer pleinement parti de la situation. La politique économique n'a pas réussi à empêcher la demande et les prix intérieurs de progresser rapidement. Le rythme de l'activité économique a marqué une vive accélération, qui risque fort de faire remonter le taux d'utilisation des capacités à un niveau trop élevé avant la fin de l'année. En dépit de l'amélioration prononcée des termes de l'échange au cours des deux dernières années, la balance des paiements courants, qui s'était nettement redressée en 1972, risque fort de se dégrader de nouveau, en 1973.

La présente étude s'efforce d'identifier, dans sa première partie, les principales raisons de la nouvelle tendance à la dégradation de la balance des paiements du Danemark. Le problème du transfert de ressources visant à renforcer la balance extérieure paraît plus épineux qu'on le pensait généralement à l'époque où le Danemark demandait à adhérer à la CEE. Aussi la deuxième partie de l'étude a-t-elle été consacrée au problème de l'affectation des ressources et notamment à l'expansion du secteur public et du secteur du logement. La troisième partie expose succinctement les principaux problèmes de politique économique et envisage certaines actions qui pourraient être entreprises.

I L'ÉVOLUTION RÉCENTE ET LES PERSPECTIVES A COURT TERME

La phase actuelle d'essor

Le ralentissement modéré qu'a connu l'activité économique entre les premiers mois de 1970 et le début de 1972 a progressivement fait place à une nouvelle phase d'essor généralisé. Les principaux facteurs qui ont contribué à la reprise étaient déjà évidents ou, du moins, prévisibles, au moment où l'OCDE a mis le point final à son étude économique de l'an dernier sur le Danemark, mais la vigueur du redressement a certainement été sous-estimée. A l'exception de l'investissement des entreprises et des dépenses publiques en biens et services, toutes les principales composantes de la demande intérieure ainsi que les exportations ont progressé plus rapidement qu'on le prévoyait, il y a un an. C'est surtout la production intérieure, davantage que les importations, qui a été influencée par le renforcement de la demande. De ce fait, le rythme de croissance en volume du PIB s'est accéléré, atteignant 5 % entre 1971 et 1972, et la balance extérieure des opérations courantes s'est améliorée encore davantage qu'on l'avait prévu.

Le redressement s'est notablement accentué pendant les premiers mois de 1973. En dépit de l'important conflit social qu'a connu le mois de mars (et qui a peut-être entraîné une perte de production atteignant près de 1 % du PIB annuel), le niveau de la production intérieure pourrait s'élever encore plus rapidement en 1973 qu'en 1972. Bien qu'il subsiste peut-être, à l'heure actuelle, une certaine marge de ressources inemployées dans l'économie, il n'est pas impossible que les ressources soient progressivement soumises à de fortes tensions vers la fin de l'année. Cela pourrait notamment entraîner une progression rapide des importations, que stimulent déjà, en ce moment, la réduction en janvier de la surtaxe à l'importation et son abolition en avril¹. Il semble bien que la progression exceptionnellement rapide des importations compensera — et même au-delà — les avantages considérables que le Danemark retire cette année, sur le plan de la balance des paiements, de son adhésion aux Communautés Européennes. La vigueur de la demande intérieure empêchera ainsi que puisse s'opérer le transfert de ressources que l'on espérait voir réaliser pour améliorer la balance extérieure. Les paragraphes suivants examinent plus en détail les perspectives d'évolution en 1973 de la demande et de la balance des paiements.

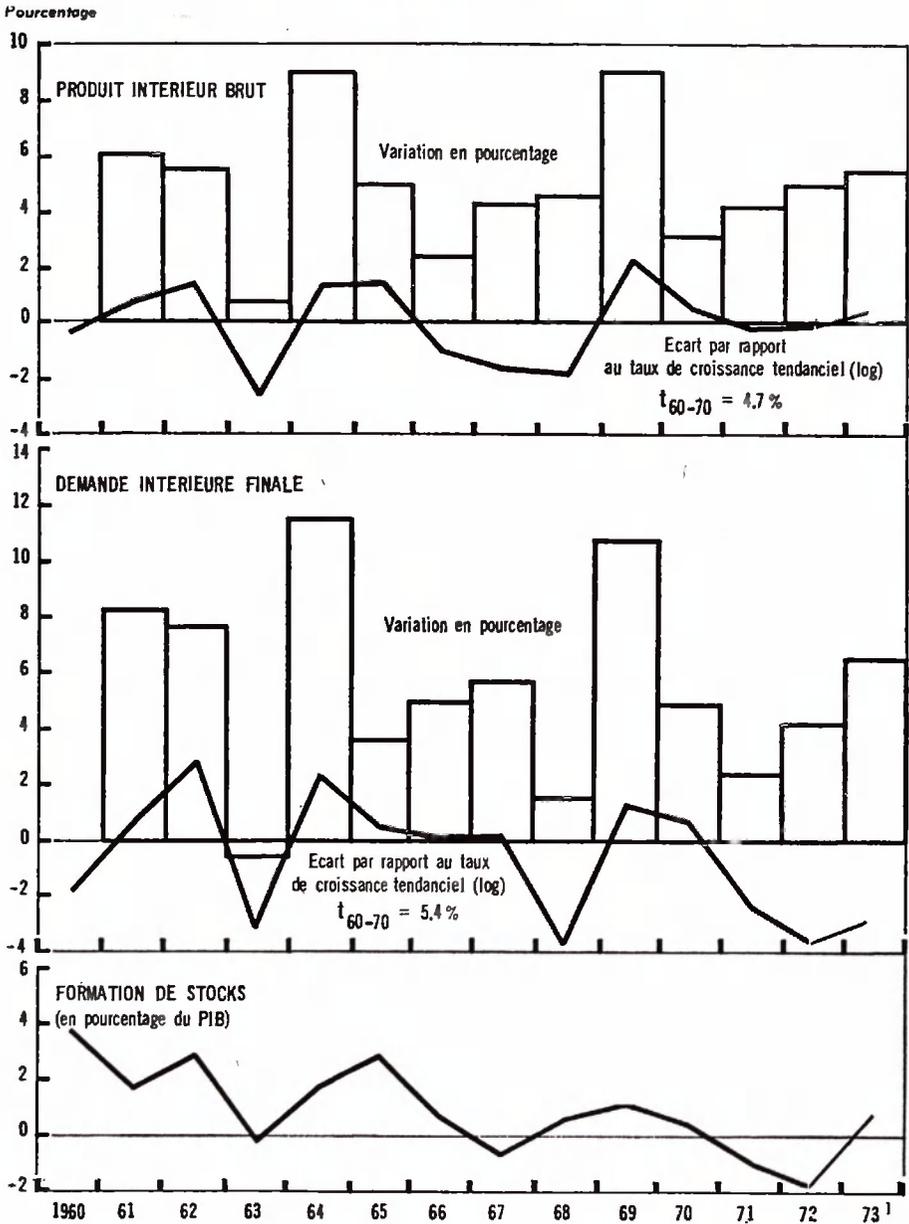
Les premiers indices de la reprise se sont manifestés au commencement de 1972, au moment où la construction résidentielle a marqué un très net redressement, imputable en partie au fait que les constructeurs de maisons neuves ont pris les devants sur le prochain aménagement des modalités d'imputation de la TVA², et imputable aussi aux conditions météorologiques favorables. Après être restées stationnaires pendant deux ans, les mises en

1 Une surtaxe de 10 %, applicable à environ 45 % des importations de marchandises (principalement des produits manufacturés) a été instituée en octobre 1971. Son taux a été réduit à 7 % en juillet 1972, à 4 % le 1^{er} janvier 1973, et elle a été supprimée le 1^{er} avril 1973.

2 A partir du 1^{er} juillet 1972, les possibilités d'imputation de la TVA ont été restreintes à 165 couronnes par mètre carré, dans la limite d'une surface de plancher de 100 mètres carrés.

Danemark

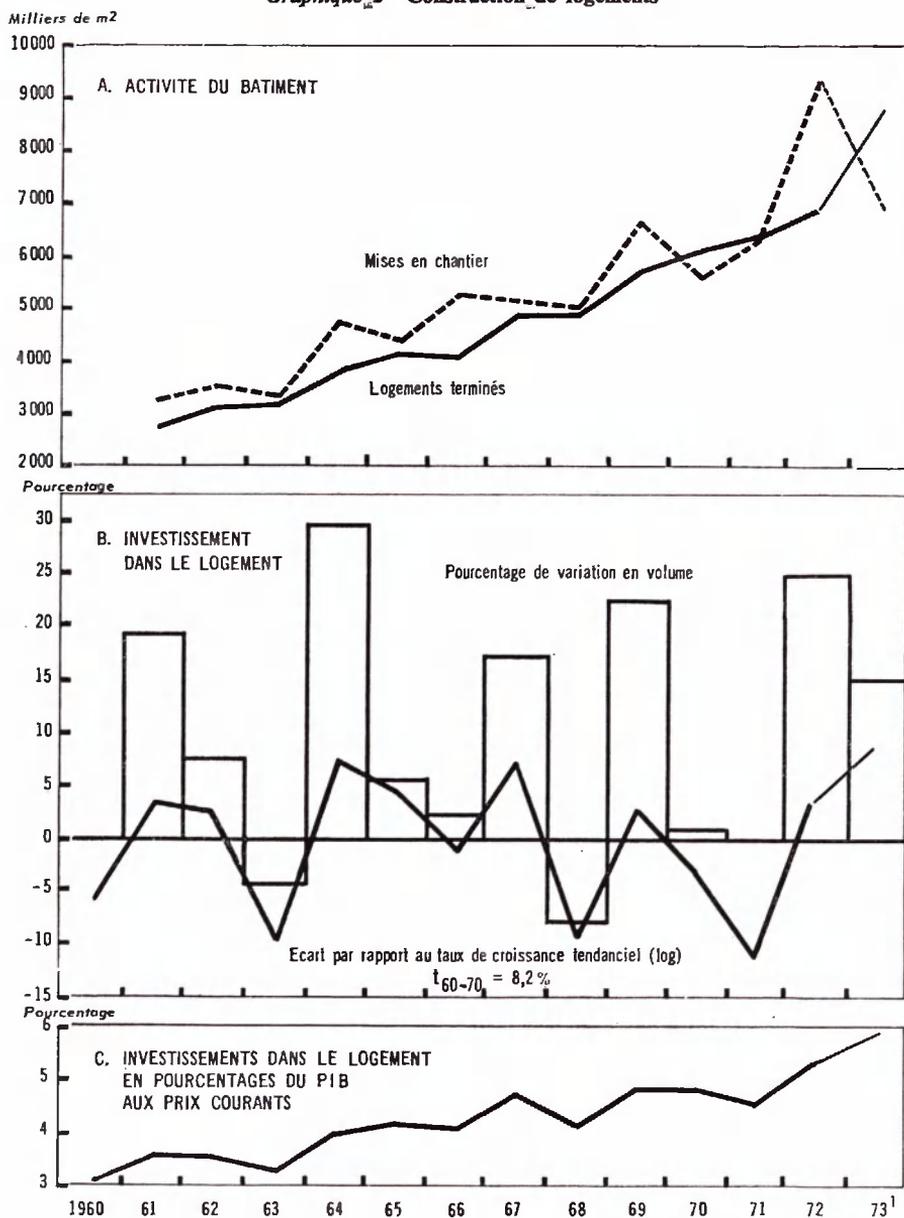
Graphique 1 Évolution de la production et de la demande
Aux prix de 1955



1 Prévisions du Secrétariat de l'OCDE.

Sources : Comptes Nationaux du Danemark, Economic Survey of Denmark (mars 1973) et Secrétariat de l'OCDE.

Graphique 2 Construction de logements



1 Prévisions du Secrétariat de l'OCDE.

Sources : Comptes Nationaux du Danemark, Economic Survey of Denmark (mars 1973) et Secrétariat de l'OCDE.

chantier de logements ont augmenté en flèche (près de 50 % de plus) en 1972. Les logements terminés ont progressé eux aussi, nettement moins cependant que les mises en chantier, et, à la fin de l'année, le volume des habitations en cours de construction était supérieur de près de 40 % à son niveau d'un an auparavant.

Etant donné le nombre important de logements en chantier au commencement de 1973, il est probable que la construction résidentielle connaîtra de nouveau cette année une forte progression. Les mises en chantier fléchiront sans doute quelque peu, étant donné que la faculté d'imputer la TVA a été supprimée rétroactivement à compter du 9 mars 1973 (voir ci-après). Mais, même s'il en était ainsi, l'investissement sous forme de logement, dont l'expansion a atteint en 1972 un taux record, de l'ordre de 25 %, progresserait sans doute à un rythme proche de 15 % en 1973.

Après la construction résidentielle, ce sont les exportations qui ont stimulé le plus l'activité économique en 1972. Le rythme d'expansion (en volume) des débouchés extérieurs du Danemark s'est nettement accéléré : moins de 5 % en 1971, plus de 8 % en 1972. Les ventes à l'étranger ont suivi une évolution à peu près parallèle, bien que le volume des exportations agricoles ait à peine augmenté. Selon des estimations récentes du Secrétariat, la demande étrangère de produits danois pourrait de nouveau marquer cette année une forte expansion, les parts du Danemark sur les marchés extérieurs ne se modifiant guère, sinon pas du tout.

La vigueur de la demande extérieure et la forte augmentation des recettes procurées par les exportations agricoles (conséquence de l'alignement des prix danois sur les prix de la CEE) devraient stimuler l'activité d'investissement, aussi bien dans le secteur agricole que dans les autres secteurs. Les investisseurs sont plutôt restés dans l'expectative jusqu'au référendum d'octobre sur l'adhésion aux Communautés Européennes. Mais il semble bien que, comme l'indiquent diverses enquêtes de conjoncture, les mises en chantier de bâtiments industriels et la progression des importations de machines, la propension à investir se soit notablement accentuée par la suite. Selon les prévisions officielles pour 1973, le rythme d'expansion de la formation brute de capital fixe dans le secteur privé pourrait même dépasser celui des exportations.

L'évolution de la formation de stocks a été influencée, ces deux dernières années, par la surtaxe provisoire à l'importation. Après le fléchissement conjoncturel qu'elle a connu en 1971, cette activité n'a amorcé une reprise qu'à la fin de 1972, au moment où le taux de la surtaxe a été abaissé à 4 %. Les statistiques disponibles ne permettent guère d'évaluer le montant des importations qui n'ont été réalisées qu'en 1973 au lieu de 1972, ce décalage ayant donné lieu à des prélèvements sur les stocks en 1972 et à une reconstitution de ceux-ci l'année suivante. Les autorités estiment à environ 100 millions de dollars (700 millions de couronnes) la valeur des importations destinées à la formation de stocks qui ont été ainsi retardées jusqu'en 1973. Mais il est probable que les pertes de production imputables à la grève de trois semaines qu'a connue l'industrie au printemps de 1973 ont été compensées en partie par des prélèvements sur les stocks. S'il en était bien ainsi, on pourrait s'attendre à ce que la formation de stocks ne dépasse pas en 1973 0.5 % du PIB (aux prix courants), ce qui correspondrait à une

fluctuation cyclique de cette activité équivalant, entre 1972 et 1973, à quelque 1.5 % du PIB.

La progression des dépenses publiques en biens et services marquera probablement en 1973 un ralentissement, reflétant notamment l'interdiction d'entreprendre la construction de nouveaux bâtiments publics entre le 1^{er} avril et le 1^{er} novembre. Si l'on examine l'évolution des dépenses publiques en fonction, non pas de leur classement final dans les comptes du secteur public, mais de l'autorité qui décide de les effectuer, on voit (tableau 1) que les dépenses en biens et services dont l'exécution dépend au premier chef de l'Administration centrale (c'est-à-dire les dépenses inscrites dans la loi de finances votée chaque année par le Folketing) ont augmenté moins rapidement, en général, que celles dont l'exécution dépend essentiellement des collectivités locales et des autres organismes publics. Les prévisions budgétaires disponibles pour l'exercice 1973-1974 inclinent à penser que cette tendance évolutive ne se modifiera guère, sinon pas du tout. L'Administration centrale gardera sans doute une attitude réservée mais les autres administrations publiques pourraient ne pas adopter la même position. Il est probable, dans ces conditions, que le volume global des dépenses publiques de consommation augmentera un peu moins en 1973 que pendant les deux années précédentes ; on s'attend, en revanche, à ce que le volume des dépenses publiques d'équipement diminue de 5 %, entre 1972 et 1973, après être resté pratiquement stationnaire pendant deux ans.

Abstraction faite des influences purement conjoncturelles, la progression en volume des dépenses de consommation du secteur privé a été freinée par divers facteurs au cours des deux dernières années. Les impôts directs ont marqué en 1971 une augmentation particulièrement notable, due à l'impor-

Tableau 1 **Dépenses publiques en biens et services**
Pourcentage d'augmentation aux prix courants,
par rapport à l'exercice budgétaire¹ précédent

	1969/70	1970/71	1971/72	1972/73	1973/74
Biens et services, total	13.5	19.0	15.5	15.0	14.0
<i>Ventilation par catégorie</i>					
Dépenses courantes	13.0	19.5	19.0	16.5	18.0
Dépenses d'équipement ²	16.0	18.0	6.5	9.5	0.0
<i>Ventilation par niveau de décision³</i>					
Administration centrale	11.5	14.0	13.5	13.0	9.0
Organismes autonomes	26.5	26.5	25.0	26.5	26.3
Collectivités locales	15.0	22.0	16.0	14.5	15.5

1 L'exercice budgétaire commence le 1^{er} avril et s'achève le 31 mars suivant.

2 Y compris un montant relativement peu important, représentant des prêts du secteur public, considérés comme ayant les mêmes incidences que les dépenses publiques d'équipement proprement dites. Y compris également quelques dépenses courantes concernant le réseau routier.

3 Cette ventilation diffère notablement de la répartition des dépenses figurant dans les comptes du secteur public, qui reflète les importants transferts automatiques à l'intérieur de ce secteur.

NOTE Les chiffres figurant au tableau ont été arrondis.

Source : Mémoire du Danemark à l'OCDE.

tance des régularisations opérées sur les revenus de 1970¹. De ce fait, les revenus disponibles du secteur privé sont restés stationnaires entre 1970 et 1971. Cependant, une légère augmentation (2 %) de la consommation privée est allée de pair avec une diminution du taux d'épargne. La progression des impôts versés a été moins marquée en 1972 mais le taux d'épargne est remonté à son niveau de 1970, reflétant un glissement dans la répartition des revenus en faveur des bénéficiaires (et notamment des revenus agricoles) et, sans doute aussi, l'incidence de la surtaxe provisoire à l'importation. L'augmentation du taux d'épargne et l'accentuation de la hausse des prix ont limité à 3 % environ le rythme d'expansion en volume de la consommation privée en 1972.

Les revenus agricoles continuant à progresser rapidement en 1973², la proportion des bénéficiaires dans l'ensemble des revenus augmentera probablement encore, mais l'incidence de ce glissement sur l'épargne pourrait bien être compensée par le fait, évoqué plus haut, que, pour des raisons fiscales, la réalisation de certaines dépenses a été reportée de 1972 sur 1973. Les dépenses des ménages pourraient en outre être renforcées par une accélération de la progression des salaires et des transferts. Les négociations salariales (biennales) qui ont eu lieu au printemps de 1973 ont débouché sur des relèvements de rémunération plus importants qu'il y a deux ans et il est probable que, par le jeu de l'indexation, la masse salariale augmentera d'environ 5 % de plus dans le courant de l'année (contre 3 % en 1972). En outre, les aménagements apportés au régime des pensions de retraite et un système de prestations-maladie (ces dernières sont financées dans une large mesure par les employeurs) entraîneront un accroissement des revenus perçus sous forme de transferts sociaux. Tout bien considéré, il paraît raisonnable de supposer que les revenus du secteur privé augmenteront de quelque 14 à 15 % entre 1972 et 1973. La charge d'impôt sur le revenu s'étant encore accru — modérément, il est vrai —, les revenus monétaires disponibles progresseront sans doute un peu moins.

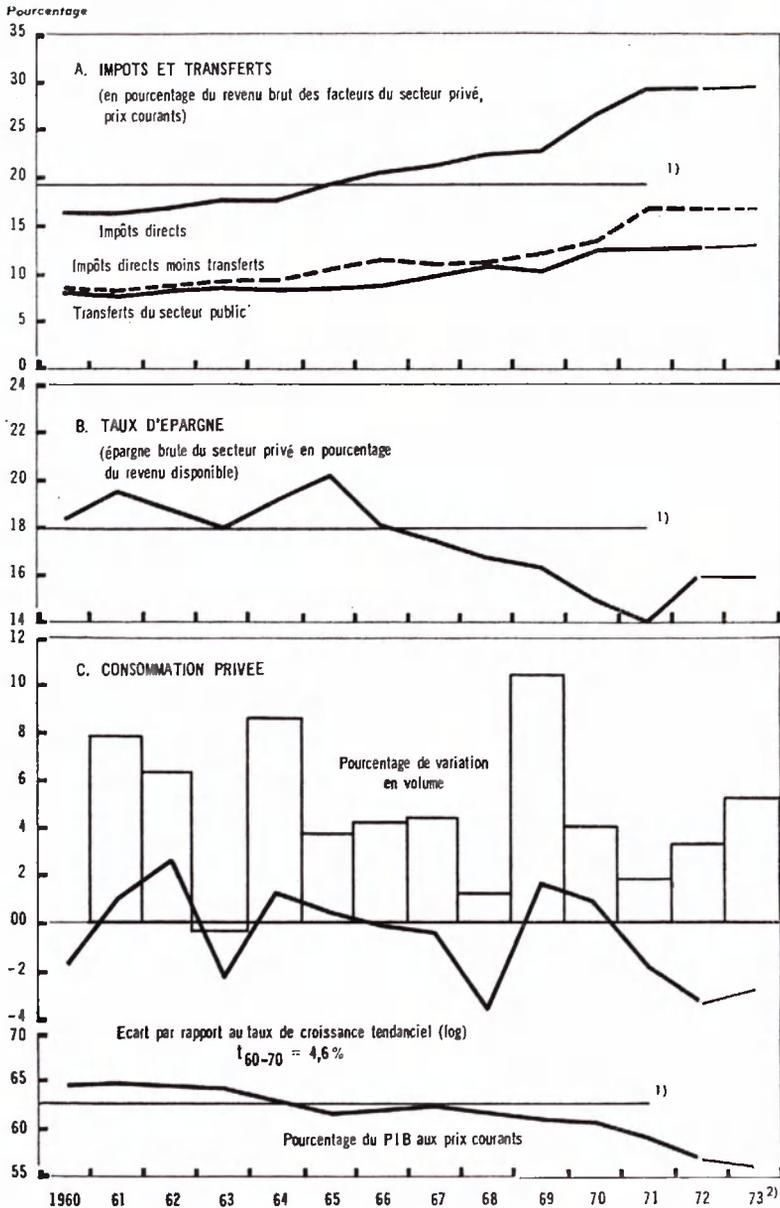
La hausse des prix à la consommation contribue à faire planer une incertitude sur les perspectives d'évolution des revenus réels disponibles. En 1972, malgré la surtaxe à l'importation, la hausse des prix à la consommation au Danemark a correspondu à leur hausse moyenne dans les pays européens de l'OCDE (6.5 %), de sorte que le comportement relatif des prix danois s'est nettement amélioré par rapport aux années 60³. Toutefois, au cours de ces tous derniers mois, l'inflation a accusé une certaine accélération, reflétant notamment la suppression des subventions aux produits laitiers entraînée par l'entrée du Danemark dans la CEE ainsi que à la vive poussée des prix à l'importation. Pour la période janvier-avril, les prix à la consommation (non désaisonnalisés) ont augmenté en moyenne de

1 Un système de retenues à la source d'impôt sur le revenu a été mis en place au Danemark en janvier 1970. Les retenues comportent un acompte calculé sur le montant estimé du revenu de l'année en cours ainsi qu'un complément de régularisation destiné à ajuster les retenues antérieures sur le revenu réellement perçu pendant l'année civile précédente.

2 On s'attend à ce que les revenus nets des facteurs agricoles, qui ont déjà augmenté de 20 % en 1972, progressent de 25 % en 1973.

3 Au cours de la période allant de 1959-60 à 1970-71, les prix à la consommation danois ont monté en moyenne de quelque 5.7 % par an, contre 3.9 % dans les pays européens de l'OCDE.

Graphique 3 Revenu et dépense du secteur privé



1 Moyennes annuelles pour la période 1960-70.

2 Prévisions du Secrétariat de l'OCDE.

Sources : Economic Survey of Denmark (mars 1973) et Secrétariat de l'OCDE.

Danemark

Tableau 2 Évolution des prix

	Prix à la consommation (loyers exclus)		Prix de gros	Valeur moyenne des impor- tations de marchan- dises
	Indice des prix à la consomma- tion	Indice des prix net ¹		
<i>Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente</i>				
1968	7.7	3.6	3.5	6.0
1969	3.1	3.6	4.0	2.0
1970	6.4	4.9	7.5	5.5
1971	5.5	4.9	3.5	6.0
1972	6.5	6.9	5.0	0.0
<i>Pourcentage de variation au cours de la période, en taux annuel</i>				
1971 1 ^{er} semestre	5.9	6.7	3.5	7.0 ²
2 ^e semestre	5.6	5.5	3.5	0.0 ²
1972 1 ^{er} semestre	7.4	8.7	8.5	0.0 ²
2 ^e semestre	6.6	5.9	10.0	4.0 ²
Octobre 1972 à avril 1973	9.2	9.1	18.5	..

1 Indice des prix à la consommation, déduction faite de l'incidence des modifications des impôts indirects.

2 Variations respectivement enregistrées à la fin du 2^e trimestre par rapport à celle du 4^e trimestre de l'année précédente et à la fin du 4^e trimestre par rapport à la fin du 2^e trimestre, en taux annuels.

Sources : Statistiske Efterretninger et Nyt fra Danmarks Statistik.

7.7 % par rapport à la période correspondante de l'année précédente, et de 5.0 % environ par rapport à la moyenne de 1972. La hausse des prix à l'importation devrait se ralentir d'ici à la fin de 1973 ; en outre la suppression de la surtaxe à l'importation et la légère appréciation de la couronne¹ devraient aussi exercer une influence modératrice sur l'évolution des prix danois. En revanche, les coûts salariaux intérieurs risquent d'augmenter assez rapidement, par suite de l'incidence qu'auront sur la masse salariale la réforme des prestations de maladie et le récent accord sur les salaires. Au total, sur l'ensemble de l'année 1973, les prix à la consommation augmenteront certainement plus vite qu'en 1972 ; on peut donc admettre que le revenu réel disponible du secteur privé progressera d'environ 5 % entre 1972 et 1973, soit à un rythme sensiblement inférieur à celui de 6 à 7 % enregistré entre 1971 et 1972. Malgré une redistribution du revenu en faveur des bénéficiaires, le taux d'épargne du secteur privé n'augmentera probablement que peu, sinon pas du tout, cette année, de sorte que la consommation privée pourrait progresser au même rythme que le revenu réel disponible.

1 En mai 1973, le taux de change au comptant de la couronne danoise, exprimé en DTS, était supérieur de 1.4 % à son niveau moyen de 1972.

L'origine et l'utilisation des ressources

(a) L'équilibre de l'offre et de la demande

Dans les conditions envisagées ci-dessus, la demande totale, intérieure et extérieure, progresserait en valeur à un rythme supérieur au double de celui de 1972. Même en tenant compte d'une accélération de la hausse de l'indice des prix dérivé de la dépense globale, le taux de croissance de la demande totale à prix constants serait, lui aussi, plus que doublé (tableau 3). L'accentuation des tensions sur les ressources réelles qui en résulterait pourrait être compensé, par moitié à peu près, par une expansion de la demande intérieure et par une progression des importations; dans ce cas, le volume du PIB augmenterait de 5 à 6 % et les importations de biens et services s'accroîtraient à un rythme atteignant 18 %. La progression en volume des importations sera cependant en partie compensée par une amélioration des termes de l'échange. On s'attend en effet à ce que la hausse des prix moyens à l'exportation exprimés en monnaie locale

Tableau 3 Origine et utilisation des ressources
Pourcentages annuels de variation par rapport à l'année précédente, aux prix de 1955

	1969	1970	1971	Estimations OCDE	Prévisions OCDE
Consommation du secteur privé	10.0	4.0	2.0	3.0	5.0
Dépenses publiques en biens et services	8.5	7.0	5.5	5.5	4.0
Consommation du secteur public	9.0	6.5	6.5	7.0	6.5
Investissement du secteur public	7.5	9.0	0.0	0.0	-5.0
Construction de logements	24.0	2.0	0.0	25.0	15.0
Investissement des entreprises	12.0	5.0	3.0	2.5	12.0
DEMANDE INTÉRIEURE FINALE	11.0	4.5	2.5	4.5	6.5
Formation de stocks ¹	0.7	-0.7	-1.5	-1.0	2.6
DÉPENSE NATIONALE	11.5	4.0	1.0	3.5	9.0
Exportations de biens et services	9.5	6.0	5.5 ⁴	7.0	9.5
DEMANDE TOTALE	11.0	4.5	2.5	4.5	9.0
Importations de biens et services	14.5	8.0	-1.0 ⁴	4.0	16.0
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT	9.0	2.5	4.5	5.0	5.5
Incidences des variations des termes de l'échange sur le revenu réel ²	1.0	0.2	-0.9	2.2	1.3
REVENU NATIONAL RÉEL ³	10.0	3.0	3.5	7.0	7.5
<i>Pour mémoire :</i>					
Balance extérieure ¹	-3.0	-1.3	3.0	1.4	-3.6

1 Variation en pourcentage du PIB de l'année précédente.

2 Variation en pourcentage du PIB de l'année précédente. Les incidences des variations des termes de l'échange sont égales, par définition, à la différence entre les exportations corrigées à l'aide de l'indice des prix à l'importation et les exportations corrigées à l'aide de l'indice des prix à l'exportation. Le montant des exportations corrigées à l'aide de l'indice des prix à l'importation (appelé aussi le revenu réel des exportations) mesure le pouvoir d'achat à l'étranger des recettes d'exportation. Les estimations ont été calculées à l'aide des chiffres de la comptabilité nationale relatifs aux exportations et importations de biens et services.

3 Égal par définition au produit intérieur brut augmenté des incidences des variations des termes de l'échange. Le revenu national réel mesure donc le volume des ressources disponibles pour la consommation et l'investissement intérieurs, en supposant que la balance extérieure des biens et services aux prix courants n'a pas changé.

4 Chiffre ajusté par le Secrétariat de l'OCDE pour tenir compte des changements apportés aux méthodes de comptabilisation en 1971.

Sources : Comptes nationaux du Danemark, Mémoire du Danemark à l'OCDE et Secrétariat de l'OCDE.

Danemark

dépasse d'environ 4 % celle des prix à l'importation, cette progression relative venant s'ajouter à l'amélioration, encore plus importante, enregistrée en 1972. En notant cette amélioration dans son étude économique de l'an dernier sur le Danemark, l'OCDE a indiqué que cette évolution exceptionnellement favorable offrait à ce pays l'occasion de renforcer sa balance des paiements courants sans pour autant devoir imposer de sévères restrictions à la consommation et à l'investissement intérieurs.

(b) *La balance extérieure*

La nature et l'origine du déficit de la balance des paiements du Danemark ont été examinées, ainsi que nous l'avons rappelé dans l'« Etude économique » consacrée l'an dernier à ce pays par l'OCDE¹ ; cette étude a notamment analysé le problème de l'ajustement et ses implications sur la demande intérieure. Elle indiquait qu'en 1973, le rythme global d'expansion

Tableau 4 **Exportations et importations de marchandises**

	1969	1970	1971	1972	Prévisions OCDE
<i>Milliards de couronnes</i>					
<i>Exportations</i>					
Produits manufacturés, à l'exception des navires et matériels aéronautiques	12.7	14.6	16.1	18.4	21.6
Navires et matériels aéronautiques	1.1	1.2	1.1	1.2	1.5
Produits agricoles ¹	6.9	7.3	7.6	8.2	11.1
Produits de la pêche, cuirs et peaux, etc.	1.5	1.6	1.9	2.3	2.6
TOTAL DES EXPORTATIONS	22.2	24.7	26.7	30.1	36.8
<i>Importations</i>					
Matières premières pour l'agriculture	1.1	1.3	1.5	1.5	2.0
Matières premières pour l'industrie manufacturière	6.0	7.0	6.3	7.1	8.7
Combustibles	2.8	3.4	4.0	3.7	4.0
Articles semi-manufacturés	6.4	7.1	7.2	7.9	10.0
Machines	4.2	5.1	5.2	5.2	6.7
Navires et matériels aéronautiques	1.0	0.9	1.6	1.1	1.5
Autres matériels de transport	2.4	2.6	2.5	2.5	3.6
Biens de consommation, à l'exception des produits alimentaires	3.1	3.6	3.7	3.9	5.0
Produits alimentaires, etc.	1.5	1.9	1.9	2.1	2.4
TOTAL DES IMPORTATIONS	28.5	32.9	34.0	35.0	43.9
BALANCE COMMERCIALE	-6.3	-8.2²	-7.3	-5.0	-7.1

1 Y compris le lait condensé et les conserves de viande, ainsi que le montant des versements compensatoires du FEOGA, estimé à environ 1.2 milliard de couronnes, en 1973.

2 Y compris l'incidence des changements apportés aux méthodes de comptabilisation, qui ont eu pour effet d'augmenter de quelque 400 millions de couronnes (estimation) le chiffre des importations de 1970.

Sources : Economic Survey of Denmark, mars 1973, et Secrétariat de l'OCDE.

1 Voir aussi « Perspectives économiques de l'OCDE », n° 12, décembre 1972.

sion de la consommation privée, des dépenses publiques et de la construction résidentielle devrait peut-être être ramené aux alentours de 2 à 3 %, en volume, « pour permettre aux exportateurs de tirer pleinement parti du dynamisme des débouchés extérieurs et pour dégager dans l'économie les ressources nécessaires à un accroissement de l'investissement des entreprises ». Or il apparaît à l'heure actuelle que l'amélioration des termes de l'échange en 1972 et 1973 a été sensiblement plus importante qu'on le prévoyait il y a un an et que, de ce fait, les possibilités d'expansion de la demande intérieure sont plus larges. Néanmoins, si l'évolution se poursuit suivant les tendances actuelles, il n'est guère douteux que la balance extérieure des opérations courantes accusera une forte dégradation en 1973. Les prévisions actuelles du Secrétariat, établies à l'aide d'une matrice cohérente des échanges commerciaux, inclinent à penser que le déséquilibre de la balance commerciale s'accroîtra à concurrence de quelque 200 à 250 millions de DTS et que son déficit, qui s'est élevé à 670 millions de DTS en 1972, atteindra de ce fait environ 950 millions de DTS en 1973.

Comme nous l'avons déjà indiqué, les perspectives d'évolution pour 1973 se caractérisent notamment par une progression rapide des exportations. Selon les prévisions officielles publiées en mars, les recettes, exprimées en monnaie locale, provenant des exportations de biens et de services (nets) — y compris les versements compensatoires du FEOGA sur les exportations danoises de produits agricoles vers les autres nouveaux pays Membres de la CEE et les pays n'appartenant pas à la CEE¹ — augmenteraient de près de 20 %. Les perspectives d'expansion des exportations de produits manufacturés paraissent particulièrement favorables : les prévisions du Secrétariat évaluent à quelque 12 % en volume et à environ 16 à 17 % en DTS, le rythme d'expansion des débouchés extérieurs. En 1972, les parts du Danemark sur les marchés extérieurs de produits manufacturés ont notablement augmenté ; l'intensité relativement faible des pressions de la demande intérieure en 1971 et au début de 1972 a probablement incité les entreprises à s'efforcer d'exporter davantage afin de pouvoir maintenir leur taux d'utilisation des capacités à un niveau satisfaisant. Avec la forte augmentation de la demande intérieure en 1973, cette incitation pourrait s'atténuer, de sorte que le rythme d'expansion des parts de marché se ralentira sans doute, pour les produits manufacturés. Même si l'on tient compte d'une certaine augmentation en volume des exportations agricoles, on ne saurait s'attendre à ce que le volume global des exportations de marchandises s'accroisse de plus de 12 %. Mais, comme les prix à l'exportation en monnaie locale augmenteront probablement de 9 à 10 % environ, le taux de progression en valeur de 20 % figurant dans les prévisions officielles pourrait bien être dépassé.

Il n'est pas douteux que le dynamisme de la demande globale, combiné à certains facteurs particuliers, stimulera considérablement les importations de marchandises en 1973 et il est possible que la valeur de celles-ci dépasse de 20 à 25 % le niveau — relativement faible, il est vrai — de 1972. Il se pourrait fort bien que les importations de voitures, stationnaires depuis

1 Les versements compensatoires, dont le montant atteindra peut-être 150 à 200 millions de DTS en 1973, seront considérés comme des transferts publics, dans les statistiques de la balance des paiements.

Danemark

1969, augmentent dans une proportion allant jusqu'à 40 % et il est probable que les autres importations de produits finis progresseront rapidement, elles aussi, à la suite de la suppression de la surtaxe à l'importation. La reprise de la production et le redressement cyclique de la formation de stocks renforceront la demande de matières premières et de produits semi-manufacturés.

Tableau 5 Balance des paiements

	1969	1970	1971	1972	1973 Prévisions OCDE
<i>Millions de couronnes</i>					
Balance commerciale, fob/caf, à l'exclusion des navires et matériels aéronautiques	-6 313	-8 159	-6 784	-5 115	-7 100 ¹
Navires et matériels aéronautiques	16	323	-490	95	0
BALANCE COMMERCIALE	-6 297	-7 836 ²	-7 274	-5 020	-7 100
Transports maritimes, net	1 985	2 232	2 315	2 405	2 800
Tourisme et voyages, net	92	307	574	807	900
Autres services, net ³	1 823	2 045	2 234	2 435	2 600
SERVICES, NET ³	3 900	4 584	5 123	5 677	6 300
Transferts, net ⁴	-524	-625	-1 000	-1 282	-1 300
BALANCE COURANTE	-2 921	-3 877	-3 151	-625	-2 100
Emprunts du secteur public, net	790	580	1 945	1 450	..
Emprunts à long terme du secteur privé, net	1 570	625	1 050	1 450	..
Emprunts à court terme du secteur privé et erreurs et omissions, net		2 700	1 110	-960	..
BALANCE DES MOUVEMENTS DE CAPITAUX ³	2 360	3 905	4 105	1 940	..
Allocations de DTS	—	205	210	205	..
VARIATION DES RÉSERVES DE CHANGE	-560	235	1 165	1 520	..
<i>Millions de DTS</i>					
Balance commerciale	-839	-1 045	-956	-675	-953
Services, net	520	611	679	752	845
Transferts, net	-70	-83	-133	-170	-174
BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS	-389	-517	-418	-83	-282
Balance des mouvements de capitaux	315	521	544	257	..
Variation des réserves de change	-75	31	154	201	..
<i>Pour mémoire</i> : valeur de la couronne danoise en DTS	0.1 333	0.1 333	0.1 326	0.1 324	0.1 342

1 Chiffre ajusté pour tenir compte des changements apportés aux méthodes de comptabilisation, qui ont eu pour effet d'augmenter de quelque 400 millions de couronnes (estimation) le chiffre des importations de 1970.

2 Statistiques officielles de la balance des paiements, ajustées pour tenir compte du changement apporté aux méthodes de comptabilisation à partir de 1971 (239 millions de couronnes). Ajustements approximatifs pour 1969 (160 millions) et pour 1970 (200 millions).

3 Y compris les versements compensatoires du FEOGA (estimation pour 1973 : 1 200 millions de couronnes).

4 Y compris la contribution du Danemark aux Communautés Européennes (300 millions de couronnes) et les subventions sur le lait écrémé versées par le FEOGA (300 millions de couronnes).

Sources : Economic Survey of Denmark (mars 1973) et Secrétariat de l'OCDE.

La balance des services s'améliorant quelque peu et le montant net des transferts à l'étranger ne variant guère, on s'attend que l'excédent de la balance des invisibles augmente de quelque 50 millions de DTS en 1973, de sorte que (si la balance commerciale évolue comme on l'a supposé ci-dessus) la balance extérieure des opérations courantes pourrait se solder par un déficit de quelque 300 millions de DTS. Cette prévision suppose que les termes de l'échange s'amélioreraient d'environ 4 %. Si, comme on ne saurait l'exclure, cette amélioration était en réalité plus faible qu'on la suppose (en raison d'une hausse des prix des matières premières et des combustibles), le déficit augmenterait d'autant¹. Cependant, même s'il atteignait 375 millions de DTS (comme paraissent le penser les autorités), son financement ne soulèverait pas, semble-t-il, de difficulté majeure. Les entrées de capitaux privés dépasseront probablement dans des proportions assez importantes le montant du déficit courant, car une augmentation des crédits commerciaux accordés par l'étranger accompagnera sans doute la reprise des importations (les mouvements de capitaux à court terme se sont soldés en 1972 par d'importantes sorties). Les emprunts nets du secteur public à l'étranger dépendront peut-être dans une certaine mesure de l'évolution d'autres postes de la balance des paiements. La balance des opérations non monétaires restera excédentaire, selon toute probabilité, même si la balance de base redevenait déficitaire.

(c) *Le marché de l'emploi*

La reprise de l'activité économique s'est reflétée dans un renforcement très net de la demande de main-d'œuvre. Dès le mois de mai 1972, le nombre des nouvelles offres d'emploi enregistrées par les services de main-d'œuvre dépassait son niveau d'un an auparavant². Le total des vacances d'emploi a augmenté rapidement dans le courant de l'année et avait plus que doublé en un an, à la fin mai 1973³. En février 1973, le nombre de salariés dans l'industrie manufacturière et le nombre d'heures travaillées avaient progressé de 4,7 % en douze mois ; l'emploi dans le secteur du bâtiment et de la construction était supérieur de plus de 5 % à son niveau d'un an auparavant et était donc presque remonté à son niveau de février 1971. La forte progression de l'emploi dans le secteur public semble s'être poursuivie en 1972, le nombre de personnes ayant une activité dans les administrations publiques, l'enseignement, les services sociaux et le secteur de la santé (professions libérales comprises) ayant augmenté de près de 6 % entre mai et novembre 1972⁴.

Les sondages, de même que les informations disponibles relatives au chômage recensé et provenant des services de l'emploi, indiquent une dimi-

1 Lorsque les prix moyens à l'importation augmentent de 1 %, le montant des importations s'accroît de 60 millions de DTS (compte non tenu des effets de substitution).

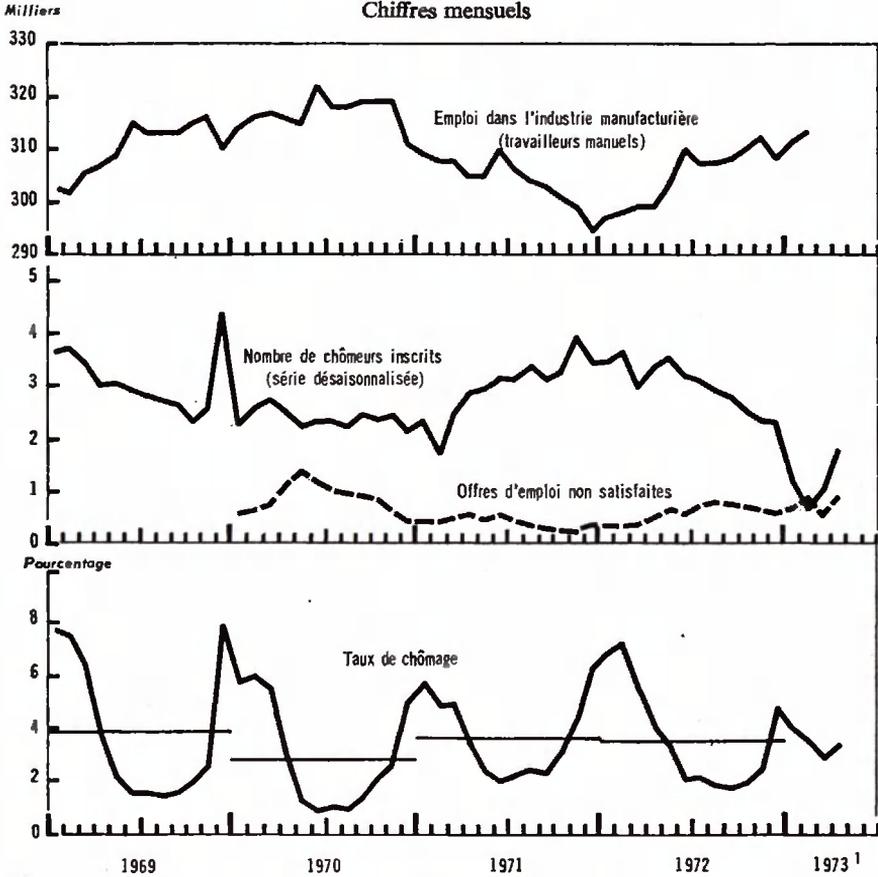
2 On ne dispose pas encore de chiffres désaisonnalisés car les statistiques ne remontent pas au-delà de 1969.

3 Il a accusé en mars une forte diminution, imputable au conflit social.

4 Deux enquêtes par échantillon sur la population active ont été effectuées en 1972 (3 mai et 8 novembre). Les précédentes n'avaient été faites qu'une fois dans l'année (1967, 1969, 1970 et 1971), de sorte qu'on ne connaît pas encore le profit saisonnier de l'évolution de la population active et de l'emploi. Il semble cependant qu'en général, l'emploi dans le secteur public augmente surtout après la période des vacances d'été.

Danemark

Graphique 4 Marché du travail
Chiffres mensuels



1 Les chiffres relatifs à mars et avril 1973 se ressentent du conflit du travail général qui a alors touché l'économie danoise.

NOTE Dans le graphique du bas, les segments horizontaux indiquent la moyenne annuelle.

Sources : Statistiske Efterretninger (et son supplément : Economic Trends, avril 1973); Nyt fra Danmarks Statistik et Principaux indicateurs économiques.

nution notable du chômage dans le courant de 1972¹. En mai 1973, le chômage recensé des assurés sociaux ne dépassait pas 1.6 % ; le taux désaisonnalisé est peut-être descendu au niveau, rarement enregistré, de 2.5 %. A l'heure actuelle, les perspectives indiquent que l'offre d'emploi va sans doute continuer à augmenter au second semestre et il ne serait donc

1 Évolution du chômage selon ces deux sources d'information (en milliers de personnes) :

	Enquête	Chômage recensé
Mai 1972	34.0	28.1
Novembre 1972	23.4	20.4

pas surprenant que la pénurie de main-d'œuvre devienne l'un des traits les plus caractéristiques de la situation conjoncturelle, à mesure que l'on se rapprochera de la fin de l'année. L'enquête de conjoncture effectuée dans l'industrie manufacturière en avril 1973 (elle a été retardée en raison du conflit social) a montré que le nombre d'entreprises ayant indiqué qu'elles éprouvaient des difficultés à embaucher de la main-d'œuvre a fortement augmenté depuis le mois de janvier.

II LES PROBLÈMES DE L'AFFECTATION DES RESSOURCES

Il y a deux ans, l'étude économique annuelle de l'OCDE sur le Danemark indiquait qu'après cinq années assez agitées, l'économie danoise abordait une période plus calme. Or, en dépit des perfectionnements apportés aux instruments de la régulation de la demande et des ajustements opérés dans le dispositif institutionnel, les efforts déployés en vue d'améliorer l'équilibre global de l'économie, et notamment de contenir l'expansion des dépenses publiques et de la construction résidentielle, n'ont jusqu'ici permis d'obtenir que des résultats assez limités. L'examen de l'évolution récente et des perspectives à court terme auquel on a procédé dans les pages qui précèdent ne permet guère de douter que l'économie danoise aborde une nouvelle phase de surchauffe qui appelle des mesures de freinage sans tarder. A la lumière des recommandations formulées en 1971 dans le rapport d'un groupe de travail composé de hauts fonctionnaires danois¹, le fait que le secteur public et le secteur du logement prélèvent chaque année, sur les ressources physiques et financières de la nation, une ponction dont l'importance ne cesse de croître, peut être considéré comme particulièrement préoccupant. Les sections suivantes étudient l'évolution dans ces deux domaines, en s'efforçant, dans la mesure du possible, d'établir des comparaisons avec l'évolution enregistrée et les politiques suivies dans d'autres pays. On trouvera dans l'Annexe I quelques renseignements complémentaires, sous forme de statistiques comparatives accompagnées de remarques, sur l'expansion du secteur public. L'Annexe II retrace succinctement les principaux traits de la politique du logement au Danemark.

La structure de l'emploi

L'expansion rapide de l'emploi dans le secteur public constitue l'un des traits caractéristiques de l'évolution des dix dernières années au

1 « Les problèmes de la planification économique à long terme » (en langue danoise), Copenhague, mars 1971. Ce rapport, qui a été évoqué dans l'« Étude économique » de l'OCDE sur le Danemark de juillet 1971, souligne, à propos de la nécessité de réformes structurelles, que « pour atténuer les tensions sur les ressources et réduire la nécessité d'élever le niveau d'imposition, il faudrait évidemment mettre en œuvre les moyens dont on dispose actuellement pour limiter la progression des dépenses publiques, aménager la politique des tarifs, des services publics et ajuster la politique du logement ».

Tableau 6 Structure de l'emploi dans certains pays de l'OCDE

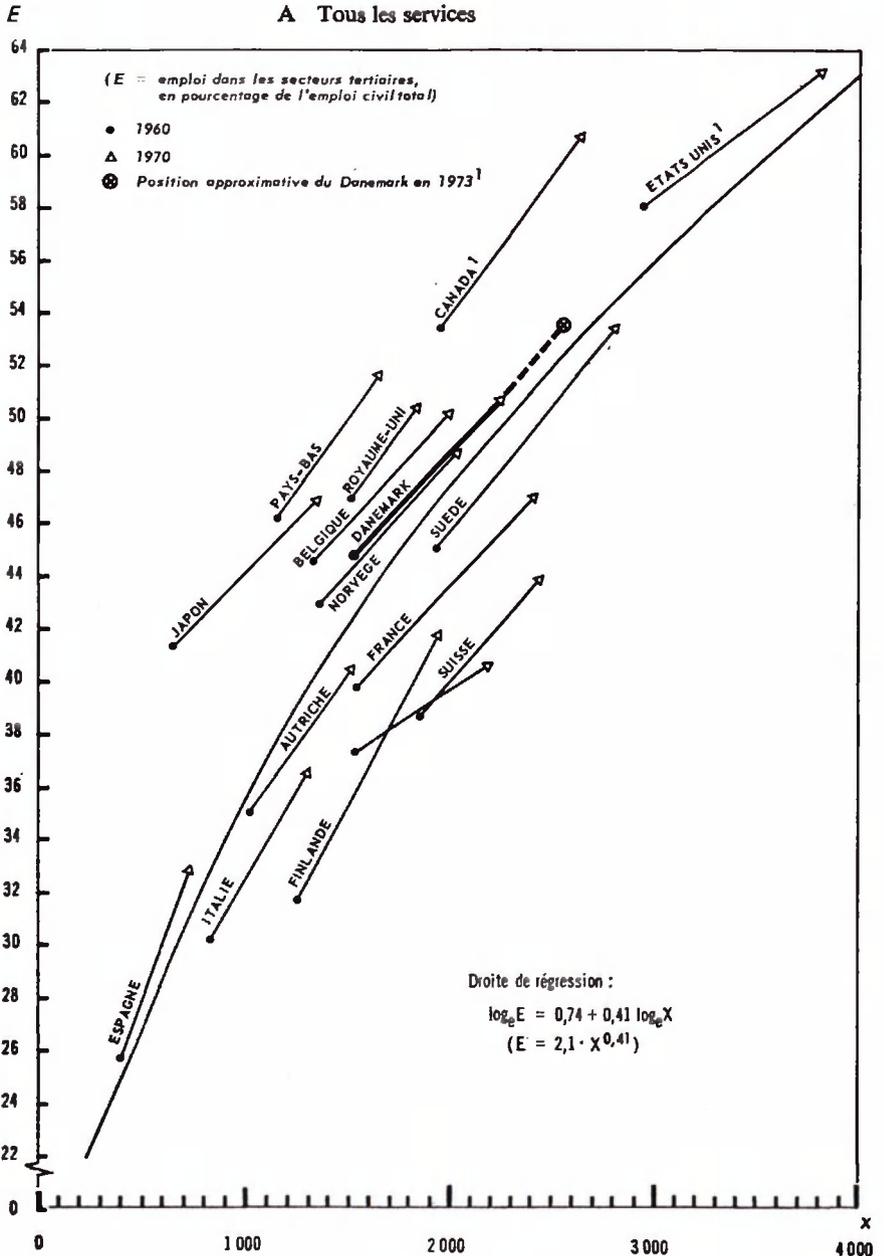
	Dane- mark	Canada	Aus- tralie	Au- triche	Bel- gique	France	Alle- magne	Italie	Pays- Bas	Nor- vège	Suède	Royau- me- Uni	États- Unis
Population active civile occupée, en 1970; répartition en % :													
Agriculture, chasse, sylviculture et pêche	11.4	7.7	8.6	19.2	4.8	14.0	9.0	19.6	7.2	13.9	8.1	2.9	} 36.7
Industries extractives et manufac- turière, électricité	29.2	25.4	30.1	31.7	36.4	29.0	42.4	33.1 ¹	30.2	28.2	28.7	39.9	
Bâtiment et travaux publics	8.5	6.0	8.8	8.6	8.4	9.8	7.9	10.5	10.8	9.0	9.6	6.6	
Commerce, restaurants et hôtels	15.8	16.8	17.1	14.1	17.5	15.5	14.8	14.5 ¹	18.4	15.7	14.4	12.8	18 ¹
Transports et communications	6.7	7.7	7.7	6.3	7.6	6.1	5.7	5.2 ¹	6.6	10.5	6.9	6.7	7 ¹
Finances, assurances, etc.	5.6	4.6	4.3	3.1	2.7	5.0	4.1	1.6 ¹	7.3	2.4	5.0	4.0	8 ¹
Services fournis à la collectivité, services sociaux et services personnels	22.7	31.9	23.4	16.2	22.6	20.6	16.1	15.4 ¹	19.5	20.2	27.1	27.1	30 ¹
Total 1970	100	100	100	100²	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Secteur primaire et secondaire :													
1960	55.2	46.5	50.2	64.9	55.4	60.2	62.7	69.8	53.8	57.1	55.0	53.0	41.8
1970	49.1	39.1	47.5	59.5	49.6	52.8	59.3	63.2	48.2	51.1	46.4	49.4	36.7
Secteur tertiaire :													
1960	44.8	53.5	49.8	35.1	44.6	39.8	37.3	30.2	46.2	42.9	45.0	47.0	58.1
1970	50.9	60.9	52.5	40.5	50.4	47.2	40.7	36.8	51.8	48.9	53.6	50.6	63.3
Variation de l'emploi entre 1960 et 1970, taux annuel en % :													
Services rendus à la collectivité, services sociaux et services personnels	3.7	5.4	5.1	..	2.6	3.0 ³	1.6 ³	1.2	2.4	3.2	..	1.7	..
Secteur tertiaire, total	2.8	4.2	3.8	0.7	2.1	3.2	1.2	1.3	2.4	2.0	3.0 ³	0.9	2.7
Emploi total	1.5	2.9	2.9 ¹	-0.8	0.8	0.8	0.3	-0.6	1.2	0.7	0.8	0.2	1.8

1 Estimation de l'OCDE.

2 De 1962 à 1970.

3 Y compris un chiffre non spécifié.

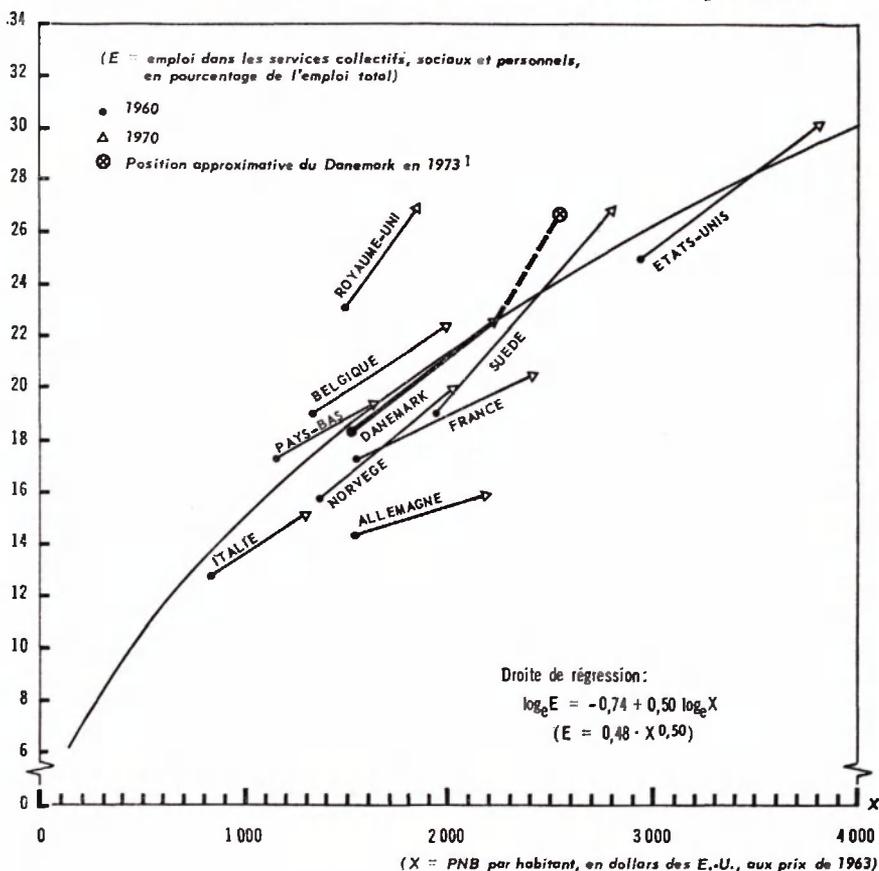
Source : OCDE, Statistiques de la population active 1959-1970.



Danemark. Mais le cas du Danemark n'a rien de singulier, à cet égard. En effet, comme l'indique le graphique 5, les pays Membre pour lesquels on dispose de statistiques ont pratiquement tous connu une évolution analogue. En général, l'emploi a fortement progressé dans le secteur ter-

l'emploi et PNB par habitant

E B Emploi dans les services collectifs, sociaux et personnels



1 Estimation du Secrétariat de l'OCDE.

NOTE Les droites de régression donnent les tendances moyennes, dans les pays de l'OCDE, dans les limites du revenu par habitant couvert. Le PNB par habitant est calculé aux prix et aux taux de change de 1963. Par conséquent, la position relative des divers pays est dans une certaine mesure déterminée par la structure des taux de change en 1963.

Sources : OCDE, Statistiques de la population active et Comptes nationaux des pays de l'OCDE, 1960-1970.

taire, tant en nombre absolu qu'en proportion de l'emploi total, les différences structurelles entre pays étant restées à peu de choses près identiques. Du point de vue fonctionnel, le secteur public (entreprises publiques exclues) relève de la branche d'activité « services fournis à la collectivité, services sociaux et services personnels ». Les pays pour lesquels on dispose de données fiables (graphique 5, B) se groupent à proximité d'une courbe représentant une relation logarithmique linéaire croissante entre le PNB réel par habitant et la part du secteur des services dans l'emploi total.

La courbe de régression logarithmique ajustée fait apparaître une « élasticité » moyenne d'environ 0.5 entre l'augmentation de la proportion des « services fournis à la collectivité, sociaux et personnels » dans l'emploi total et la croissance du PNB par habitant, cette élasticité étant plus élevée pour l'Amérique du Nord, la Norvège, le Royaume-Uni et la Suède (0.75 en moyenne) et plus faible pour l'Europe continentale (0.30 en moyenne). Le Danemark occupe une position intermédiaire et se situait en 1970 à proximité de la moyenne des cinq principaux pays. Toutefois, la progression rapide de l'emploi dans le secteur public observée au Danemark au cours des deux dernières années a probablement eu pour conséquence de rapprocher ce pays de la tête de liste de classement pas ordre décroissant.

Un examen plus approfondi de la structure globale de l'emploi au Danemark montre qu'en 1970, celle-ci était assez semblable à celle de la plupart des autres pays, la proportion du secteur primaire restant toutefois relativement importante. Cet « écart » n'a cependant rien de surprenant, étant donné que l'agriculture et la pêche occupent une place prépondérante parmi les principaux secteurs exportateurs, au Danemark, et que le niveau de la productivité y est relativement élevé¹ (tableau 6). La proportion relativement faible — en dépit de l'augmentation notable qu'elle a connue au cours des dix dernières années — du bâtiment et des travaux publics dans l'emploi total semble plus caractéristique². L'analyse superficielle à laquelle on vient de procéder permet, semble-t-il, de conclure que les déséquilibres que présente l'économie danoise sont très probablement imputables bien davantage à l'évolution rapide du profil de la répartition des ressources en main-d'œuvre entre le secteur public et le secteur privé qu'à une structure de l'emploi global qui serait « inappropriée ».

L'expansion du secteur public

Pendant la période comprise entre 1955 et 1969, la progression des dépenses publiques a été plus rapide au Danemark que dans la plupart des autres pays Membres, tant en valeur qu'en proportion du PNB. Comme l'indique le tableau 7³, le total des dépenses publiques a augmenté en moyenne, dans l'ensemble des pays de l'OCDE, 1.23 fois plus vite que le PNB (aux prix courants), alors que ce taux d'élasticité a atteint 1.35 au Danemark. Entre 1965 et 1970, la progression relative des dépenses publiques a été particulièrement rapide au Danemark et, comme nous l'avons déjà indiqué, cette tendance s'est maintenue au cours des toutes dernières années. Le taux d'élasticité a été particulièrement élevé pour les dépenses en biens et services et pour les dépenses d'investissement fixe, alors que les transferts courants aux particuliers ont eu tendance à progresser moins rapidement, par rapport au PNB, que dans la plupart des autres pays Membres.

1 Depuis l'adhésion du Danemark à la CEE, la valeur ajoutée par homme-an se situe à peu près au même niveau dans l'agriculture et dans l'industrie manufacturière.

2 On peut noter, incidemment, que, sous l'angle de la structure de l'emploi total, le Danemark et la France se ressemblent beaucoup.

3 Ce tableau reproduit le tableau 17 de l'étude de l'OCDE (juillet 1972) intitulée « L'évolution de la dépense dans les pays de l'OCDE, 1960-1980 ».

Danemark

Dans la mesure où les statistiques des comptes nationaux permettent d'en juger, le volume des dépenses publiques en biens et services a lui aussi augmenté plus rapidement au Danemark que dans la plupart des autres pays Membres. Il convient cependant de noter que, bien que la majorité des pays semblent utiliser les mêmes méthodes pour calculer les variations en volume des dépenses publiques¹, il n'est pas absolument

Tableau 7 Élasticité des dépenses publiques dans les pays de l'OCDE
Taux tendanciels de croissance des principales composantes de la dépense publique comparés aux taux tendanciels de croissance du PNB, 1965-1969, aux prix courants

	Dépenses courantes en biens et services			Transferts courants aux particuliers	Investissement fixe	Dépenses totales du secteur public
	Civiles	Militaires	Total			
<i>Grands pays</i>						
Canada ¹	1.58	0.11	1.07	1.57	1.24	1.29
États-Unis	1.65	0.80	1.23	1.47	1.15	1.23
Japon	..	..	0.92	1.10	..	..
France ²	1.20	0.44	0.92	1.32	1.51	1.14
Allemagne ³	1.34	0.84	1.22	1.19	1.22	1.24
Italie	1.13	1.22	1.15	1.37	0.71	1.20
Royaume-Uni	1.36	0.62	1.09	1.59	1.41	1.24
Total	1.52	0.75	1.15	1.41	1.19	1.22
<i>Autres pays d'Europe septentrionale</i>						
Autriche	1.14	1.77	1.17	1.37	1.35	1.28
Belgique	1.39	0.76	1.24	1.45	..	..
DANEMARK	1.39	0.91	1.30	1.35	1.54	1.35
Finlande	1.29	1.19	1.28	1.35	0.76	1.15
Islande	1.03	..	1.03	1.23	1.36	1.00
Irlande ²	1.23	0.90	1.20	1.45	1.68	1.40
Luxembourg	1.27	0.39	1.18	1.50	..	..
Pays-Bas	1.31	0.60	1.10	1.75	1.35	1.32
Norvège	1.47	1.01	1.36	1.59	1.38	1.38
Suède ¹	1.39	0.83	1.23	1.50	..	..
Suisse	1.17	0.88	1.11	1.41	..	..
Total	1.31	0.90	1.20	1.49	1.33	1.30
<i>Autres pays d'Europe méridionale</i>						
Grèce	1.36	0.89	1.16	1.60	..	..
Portugal	0.71	1.87	1.20	..	..	..
Espagne	..	..	1.08	1.68	..	..
Total	..	..	1.11	..	..	..
Total OCDE	1.50	0.77	1.16	1.42	1.20	1.23
OCDE moins États-Unis	1.31	0.72	1.08	1.36	1.27	1.23

1 1955-1968.

2 1959-1969.

3 1960-1969.

Source : « L'évolution de la dépense dans les pays de l'OCDE, 1960-1980 », OCDE, juillet 1972 (Comptes nationaux des pays de l'OCDE, 1953-1969).

1 En pratique, on suppose que la production du secteur public croît proportionnellement à la main-d'œuvre employée dans ce secteur. Deux pays seulement, l'Allemagne et la Belgique, tiennent compte également des progrès supposés de la productivité. Voir T.P. Hill, « La mesure de la production en termes réels », OCDE, février 1971.

certain pour autant que les chiffres ainsi obtenus soient tout à fait comparables d'un pays à l'autre. En effet, les indicateurs de main-d'œuvre généralement utilisés dans les tableaux entrées-sorties se réfèrent soit au nombre de personnes employées, soit au nombre d'hommes-années, soit au nombre d'heures travaillées ; les estimations relatives aux variations en volume et aux variations des indices de prix dérivés diffèrent par conséquent, suivant l'indicateur retenu. Il est donc assez hasardeux de tirer, des estimations à prix constants, des conclusions concernant les variations relatives des dépenses réelles et les prix relatifs. On peut cependant, à titre d'hypothèse de travail, supposer que les différences d'élasticité des dépenses nominales d'un pays à l'autre représentent approximativement les différences d'élasticité des dépenses réelles et reflètent par conséquent les variations relatives de la répartition des ressources.

Étant donné qu'il existe un étroit parallélisme entre l'évolution de la structure globale de l'emploi au Danemark et son évolution dans les autres pays, l'expansion relativement plus rapide du secteur public au Danemark doit refléter un glissement relatif de l'emploi à l'intérieur de la branche d'activité « services rendus à la collectivité, services sociaux et services personnels »¹. Il n'est pas difficile de citer des exemples montrant la rapidité de l'expansion qu'ont connue, au cours des années récentes, les organismes publics fournissant des services sociaux ou personnels. Diverses particularités du dispositif institutionnel et budgétaire incitent les collectivités locales à prendre des initiatives dans ce sens.

Le secteur public assure au Danemark toute une série de services sociaux et médicaux qui sont fournis par le secteur privé dans d'autres pays. Du point de vue du volume des ressources mises en œuvre, les différences ne sont sans doute pas importantes entre le cas où ces services sont fournis par le secteur public et le cas où ils sont fournis par le secteur privé et, de toutes manières, les données statistiques disponibles ne permettent guère de discerner des différences de coûts réels. Par contre, il est évident que les procédés de financement de ces institutions et de leurs activités diffèrent selon qu'elles relèvent du secteur public ou semi-public ou bien du secteur privé². Théoriquement, l'appartenance de ces institutions au secteur public est parfaitement compatible avec un système de financement extra-fiscal, comme cela se pratique en Amérique du Nord et en Australie³, mais les pays scandinaves ont jusqu'ici marqué une préférence assez nette pour un système de financement par l'impôt, en raison des avantages qu'il est censé comporter du point de vue de la répartition. De ce fait, la part du secteur public dans l'ensemble des dépenses de santé et des dépenses sociales de la nation a atteint dans les pays scandinaves des niveaux nettement plus

1 Étant donné la rapidité de l'expansion globale de cette branche d'activité, il est probable que la nouvelle répartition des ressources est imputable uniquement à une progression plus rapide que la moyenne de la part du secteur public dans cette branche.

2 L'étude précitée de l'OCDE sur « L'évolution de la dépense... » évoque les difficultés que présente actuellement, sur le plan statistique, la distinction entre la répartition fonctionnelle et la répartition institutionnelle des ressources (op. cit., pp. 77-88).

3 Les prix des services rendus sont fixés normalement mais il existe parallèlement un système très complet d'assurances.

Danemark

élevés que dans des pays tels que ceux d'Amérique du Nord¹. En conséquence, les transferts du secteur public au secteur des ménages sont moins importants dans les pays scandinaves que dans la plupart des autres pays.

Etant donné que la plupart des institutions sociales, médicales et d'enseignement sont gérées sur le plan local, leur fonctionnement nécessite d'importants transferts de ressources financières à l'intérieur du secteur public, dont l'objet principal est de rendre la qualité et la quantité de leurs prestations largement indépendantes du montant des ressources financières propres de chaque commune. Les transferts de l'administration centrale aux collectivités locales revêtent un caractère automatique mais les critères dont ils dépendent peuvent varier considérablement selon la nature de la dépense considérée. Le système de répartition des dépenses a été profondément

Tableau 8 Impôts en pourcentage du PNB
Produit des impôts en pourcentage du PNB aux prix du marché (moyenne 1968-1970)

	Impôts sur les biens et services	Impôts sur le revenu et sur les bénéfices, à la charge :		Cotisations de Sécurité sociale	Autres impôts	Total des impôts
		des ménages	des entreprises			
Australie	7.9	8.8	3.7	—	4.0	24.4
Autriche	13.5	7.4	1.7	9.2	4.0	35.8
Belgique	12.3	8.3	2.2	9.8	1.2	33.8
Canada	10.1	9.0	4.0	2.4	4.7	30.2
DANEMARK	15.5	16.5	1.0	3.1	3.6	38.7
Finlande	14.1	11.3	2.3	4.3	0.8	32.8
France	13.0	4.0	1.8	14.5	3.0	36.3
Allemagne	10.4	8.7	2.2	10.8	1.9	34.0
Grèce ¹	12.1	n.d.	n.d.	6.2	4.8	26.3
Islande ²	17.2	n.d.	n.d.	1.9	2.4	28.6
Irlande	15.8	5.3 ¹	2.0 ¹	2.4	3.9	29.8
Italie	11.5	3.4	2.0	11.0	2.2	30.1
Japon	4.7	4.3	3.9	3.6	2.9	19.4
Luxembourg ¹	8.0	7.7	4.6	9.5	2.6	32.4
Pays-Bas	10.5	10.5	2.9	14.2	1.6	39.7
Norvège	14.2	11.5	1.4	9.2	2.2	38.4
Portugal	8.8	n.d.	n.d.	4.6	2.1	21.1
Espagne	6.8	2.1	1.7	7.4	1.2	19.2
Suède	12.8	19.0	2.0	8.2	1.0	43.0
Suisse	6.5	7.9	1.8	3.2	2.2	21.5
Turquie	9.5	4.5	1.0	3.0	2.3	20.4
Royaume-Uni	10.9	11.5	2.7	5.0	6.5	36.6
États-Unis	5.3	9.7	3.8	5.2	3.9	27.9

¹ 1968 et 1969 seulement.

² 1969 seulement.

Source : « Statistiques de recettes publiques des pays Membres de l'OCDE, 1968-1970 », OCDE, 1972.

1 On ne dispose pas de données comparables. Des statistiques sur la répartition des ressources et sur la part du secteur public sont publiées aux États-Unis (voir l'étude précitée de l'OCDE sur « l'évolution de la dépense... », tableau 20) et en Suède (voir les Comptes nationaux de la Suède).

transformé en avril 1970, dans le cadre d'une réforme des collectivités locales comportant de nombreuses fusions de communes. La participation financière de l'administration centrale a été notablement réduite pour certaines catégories de dépenses (concernant en particulier le réseau routier et les établissements scolaires et hospitaliers) et sensiblement accrue pour d'autres (retraites, allocations sociales).

Le régime national de retraites est financé essentiellement par le budget de l'administration centrale¹. Il existe en outre, depuis 1964, un système complémentaire financé par des cotisations patronales et salariales (calculées en fonction du nombre d'heures travaillées)², mais le Danemark se classe toujours en tête des pays Membres lorsqu'on les range par ordre décroissant de la proportion des impôts par rapport au PIB et ne le cède qu'à la Suède et aux Pays-Bas lorsqu'on tient compte en outre des cotisations de Sécurité sociale. Une étude récente de l'OCDE³ a fait apparaître une autre caractéristique intéressante: le Danemark est l'un des pays Membres où la charge fiscale des sociétés est la plus faible (aussi bien par rapport aux salaires versés qu'aux bénéfices réalisés).

Il convient en outre de noter, à propos de la charge fiscale et de l'importance du secteur public, que le montant net des prêts consentis par l'Etat au reste de l'économie a atteint un niveau considérable, sur l'ensemble de la période écoulée depuis la fin de la guerre. Les avances de l'administration centrale aux collectivités locales et au secteur privé ont cependant été assez limitées. En effet, les prêts à la construction résidentielle ont été à peu près complètement supprimés à la fin des années 50 et, depuis cette époque, celle-ci est entièrement financée par des opérations normales du marché des capitaux. L'aide publique au logement n'en continue pas moins à jouer un rôle très important au Danemark; la section suivante l'étudie d'un peu plus près.

Le logement et la politique du logement

Pendant la période comprise entre 1955 et 1969, le taux de croissance de la construction résidentielle au Danemark a été l'un des plus élevés enregistrés dans toute la zone OCDE (9.2 % par an en volume, contre 7.0 % en moyenne pour les autres pays de l'OCDE, Etats-Unis non compris)⁴. Or cette expansion rapide n'a commencé qu'après 1958. Pendant les premières années 50, la politique de stabilisation pratiquée au Danemark faisait une très large place aux mesures de restriction imposées à l'activité du bâtiment, et notamment à la construction de logements dont le volume est pratiquement demeuré stationnaire entre 1953 et 1958. De ce fait, la construction résidentielle ne représentait que 2.7 % du PNB (aux prix courants du

1 Jusqu'en 1970, ce financement était assuré uniquement à l'aide des recettes fiscales courantes. En 1971 a été instituée une Caisse des Retraites, qui a accumulé en 1971 et 1972 des ressources équivalant à environ 0.5 % du PIB. La majeure partie des disponibilités financières de la Caisse sont placées sous forme d'obligations.

2 Pour plus de détails, voir « Le marché financier, les mouvements internationaux de capitaux, les restrictions sur les opérations en capital au Danemark », OCDE, 1970.

3 « Statistiques de recettes publiques des pays Membres de l'OCDE, 1968-1970 », OCDE 1972.

4 « L'évolution de la dépense... » (op. cit.), tableau 2, pages 24-25.

Danemark

Tableau 9 Construction de logements dans les pays de l'OCDE

	Proportion dans le PNB (aux prix courants du marché)		Élasticité par rapport au PIB, de 1953 à 1969 ¹	
	1953-1957	1965-1969	Aux prix courants	Aux prix de 1963
Canada	4.8	4.0 ⁵	0.8 ⁶	0.6 ⁶
États-Unis	5.3	3.6	0.5	0.3
Japon	3.5	6.5	2.4	1.5
Autriche	4.0	4.7 ⁸	1.3 ⁸	1.0 ⁶
Belgique	4.5	6.0	1.5	0.9
Luxembourg	4.0	9.3 ⁵	2.7 ⁸	..
DANEMARK ¹¹	3.1	4.6	1.8	1.6
Finlande	6.3	5.5	0.7	0.8
France	4.2	7.0	2.2	1.6
Allemagne	5.0	5.8	1.0	0.7
Grèce	5.2 ³	6.4	1.7 ⁷	1.3 ⁷
Islande	9.1	6.6	0.8	0.7
Irlande	2.5 ³	2.5 ³	2.0 ⁸	2.1 ⁸
Italie	5.3	6.5	2.1	1.6
Pays-Bas	4.4	5.3	1.3	1.1
Norvège	5.1	4.5	0.7	0.6
Portugal	3.0	4.3	1.8 ⁷	1.7 ⁷
Espagne	6.5 ⁴	4.2	0.6 ⁸	0.5 ⁸
Suède	5.2	6.1 ⁵	1.4 ⁸	1.5 ⁸
Suisse	5.2	6.6	1.3 ⁷	1.4 ⁷
Turquie	..	3.8	1.2 ¹⁰	..
Royaume-Uni	3.3	3.5	0.8	1.0

1 Calculé à partir de taux de croissance pondérés. Pourcentage de variation de la construction de logements divisé par le pourcentage de variation du PNB.

2 1956-1957.

3 1957 seulement.

4 1954-1957.

5 1965-1968.

6 1953-1968.

7 1956-1969.

8 1954-1969.

9 1957-1968.

10 1964-1969.

11 Pour la situation du Danemark en 1972-1973, voir Graphique 2.

Source : OCDE, Comptes nationaux des pays de l'OCDE, 1953-1969.

marché) en 1958, contre 4 à 5 % en général dans les autres pays de l'OCDE¹. Après 1958, la politique économique étant devenue moins restrictive, la proportion a notablement augmenté ; elle est cependant demeurée inférieure en moyenne à 5 % du PNB pendant la seconde moitié des années 60, c'est-à-dire à un niveau relativement faible par rapport aux moyennes internationales².

1 Cependant, les activités de réparation et d'entretien des logements représentaient sans doute une proportion relativement importante du PNB.

2 L'importante révision des comptes nationaux actuellement en cours pourrait cependant entraîner un ajustement en hausse des estimations danoises relatives aux investissements dans la construction résidentielle.

La qualité du logement au Danemark est l'une des meilleures du monde : chaque personne dispose en moyenne de plus d'une pièce et la proportion des habitations équipées d'installations sanitaires et de moyens de chauffage modernes est très importante¹. Du fait que la population est relativement stable et que le développement industriel est équilibré, notamment dans la presqu'île du Jutland et l'île de Fionie (Fyn), le taux de migration interne est resté relativement faible². La diminution de l'emploi dans le secteur primaire et son augmentation corrélative dans le secteur secondaire et surtout dans le secteur tertiaire n'ont pas entraîné l'abandon des maisons rurales et le dépeuplement des petits villages écartés, qu'ont connus la plupart des autres pays. La campagne danoise est restée très peuplée, en général, bien que la population des villes et des banlieues ait notablement augmenté depuis la fin de la guerre.

Bien que la famille danoise moyenne habite semble-t-il, une maison ou un appartement plus vaste et mieux équipé que dans la plupart des autres pays Membres, la proportion des loyers dans le total des dépenses des ménages est remarquablement faible. Compte tenu des charges d'éclairage et de chauffage, les dépenses courantes de logement ne se sont élevées en 1970 qu'à 12 % des dépenses de consommation du secteur privé, au Danemark, contre 21 % en Suède, 20 % au Canada, 18 % aux États-Unis et 17 % au Royaume-Uni. Des différences dans les méthodes utilisées pour calculer les revenus imputés correspondant aux logements habités par leur propriétaire peuvent naturellement avoir certaines incidences sur ces comparaisons. La politique danoise du logement comporte en effet, en faveur des maisons individuelles occupées par leur propriétaire, des avantages financiers substantiels qui, combinés à une réglementation partielle des loyers, contribuent à maintenir les dépenses courantes de logement à un niveau relativement faible (voir Annexe II).

Pendant cette période, les acquisitions de logements n'ont pas absorbé une proportion très élevée de l'épargne des ménages et ceux-ci n'ont pas été particulièrement encouragés à faire des économies pour acheter un logement. Au Danemark, le financement de la construction résidentielle est assuré uniquement par le marché des capitaux, depuis 1958. L'accès au marché des obligations a été entièrement libre et n'a été soumis à aucune restriction, sauf pendant la période 1965-1968 où les émissions d'obligations hypothécaires ont été quantitativement réglementées. Jusqu'en 1971, la durée maximale des prêts hypothécaires pouvait atteindre 60 ans ; elle a été considérablement réduite, depuis cette époque, mais reste encore longue (25 à 30 ans pour les logements neufs), par rapport aux moyennes internationales. Les taux d'intérêt des prêts hypothécaires normaux pour la construction de logements étaient, notamment ces dernières années, supérieurs aux taux généralement pratiqués dans les autres pays de l'OCDE. Mais, compte tenu des avantages fiscaux et de la hausse rapide des prix du logement, le taux d'intérêt effectif des emprunts hypothécaires contractés

1 « La situation du logement et les perspectives à long terme des besoins de logements dans les pays européens », Nations Unies.

2 Quelques régions économiques seulement (desservies par une grande ville) ont vu leur population diminuer depuis 1955 (8 régions sur 44, représentant ensemble 6 % de la population globale en 1955).

pour la construction de maisons individuelles est devenu négatif — du point de vue de l'emprunteur — depuis de nombreuses années¹, ce qui a fortement incité les ménages (même ceux qui disposent de ressources suffisantes pour financer eux-mêmes la construction de leur logement) à recourir à l'emprunt.

Etant donné la longueur des prêts, l'expansion considérable du volume du bâtiment et la hausse substantielle des coûts de construction et du prix des terrains, le montant des sommes affectées à l'amortissement de la dette hypothécaire a pris de plus en plus de retard sur la valeur des investissements nouveaux. En vue d'assurer à ce secteur un apport de capitaux supplémentaire, les taux d'intérêt ont été portés à des niveaux relativement élevés qui ont rendu le marché danois des obligations très attrayant pour les investisseurs institutionnels. Il n'est guère surprenant, dans ces conditions, que le pourcentage des émissions d'obligations par rapport au PNB soit devenu au Danemark le plus élevé de toute la zone OCDE².

Abstraction faite de ses avantages sur le plan social, la politique du logement pratiquée au Danemark est à l'origine de certaines difficultés sur le plan de la politique budgétaire et monétaire. On peut d'abord faire remarquer que la libéralité des dispositions régissant le calcul du revenu imputé aux logements occupés par leur propriétaire oblige à appliquer des taux d'imposition plus élevés que ceux qu'exigerait l'équilibre budgétaire si ces dispositions étaient moins libérales. D'autre part, les subventions directes et indirectes que la politique danoise du logement comporte en faveur de la construction résidentielle et des emprunts contractés à cette fin créent des difficultés sur le plan de la politique monétaire, étant donné notamment que la construction résidentielle est en grande partie financée par le marché libre des capitaux, dont l'activité n'est soumise à cet égard qu'à de très rares mesures de restriction. A la différence des systèmes administratifs qui réglementent le volume de la construction et rationnent le crédit, le système danois a sans doute favorisé l'efficacité et l'innovation dans le secteur de la construction. Toutefois, étant donné que les emprunts bénéficient par ailleurs d'autres incitations et que le rythme d'inflation est relativement élevé, les taux d'intérêt pratiqués sur le marché n'exercent guère d'influence modératrice discernable sur la demande de crédit hypothécaire. La politique monétaire doit donc constamment faire face à une tendance à la hausse des taux d'intérêt dans le secteur du logement, qui rend plus délicate la position relative, sur le plan des coûts, d'autres secteurs dont le financement est tributaire de l'emprunt.

En dépit d'un net durcissement des conditions des prêts hypothécaires ces dernières années, le problème n'a guère trouvé de solution. La date d'expiration de l'« Accord sur le logement » approchant³ la politique du logement a fait l'objet de débats au Parlement au printemps de 1973. Une

1 Le cas du Danemark n'est pas unique, à cet égard. Mais la forte progressivité de la fiscalité directe et le caractère libéral des dispositions régissant le calcul du loyer imputé et des charges déductibles ont sans doute fortement accentué cette incitation.

2 Voir « Statistiques financières de l'OCDE ».

3 Les éléments fondamentaux de la politique du logement et des loyers ont été définis dans l'« Accord sur le logement » conclu en 1966. La législation correspondante (plafonnement des loyers, subventions, régime fiscal) restera en vigueur jusqu'en mars 1974.

majorité de parlementaires a approuvé les principes d'importants aménagements de cette politique. Certains amendements ont déjà été votés par le Parlement en juin, d'autres le seront sans doute lors de la prochaine session. Le remboursement de la TVA a été supprimé pour les logements mis en chantier après le 8 mars 1973¹ et des règles plus sévères pour le calcul du revenu imputé aux logements occupés par leurs propriétaires entreront en vigueur en 1974². La réglementation des loyers sera prorogée après le 1^{er} avril 1974, mais les loyers pourront être progressivement relevés. Le système d'aides au loyer modulées en fonction du revenu sera maintenu, mais sous une forme différente : ces subventions ne seront modifiées qu'en fonction des variations du revenu réel et non de celles du revenu nominal. La bonification d'intérêt accordée aux coopératives de construction sera remplacée par un système de crédits hypothécaires à faible taux d'intérêt, les versements semestriels d'intérêts étant ajustés une fois par an sur la base de l'indice net des prix de détail (indice de régulation des salaires). Au total, l'application du nouveau système devrait, selon les estimations, entraîner une réduction des subventions au logement de l'ordre de 1.5 milliard de couronnes danoises.

III PROBLÈMES DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET CONCLUSIONS

L'activité économique a connu une reprise vigoureuse au cours des douze derniers mois. L'adhésion du Danemark à la CEE a entraîné une notable amélioration des conditions d'exportation. Les prix des produits agricoles exportés ont augmenté dans des proportions substantielles et l'accès aux marchés étrangers de produits manufacturés est devenu plus facile. Dans le même temps, les débouchés extérieurs traditionnels de l'économie danoise ont marqué un redressement soutenu. L'amélioration des perspectives d'évolution conjoncturelle à court et à moyen termes a incité l'agriculture et l'industrie à entreprendre d'importants investissements nouveaux.

La progression rapide des recettes d'exportation et des investissements productifs est allée de pair avec une expansion soutenue de la consommation publique et de la construction de logements. On peut aussi s'attendre à ce que le volume de la consommation privée, qui n'avait progressé jusqu'à ces derniers temps qu'à une cadence relativement modérée, marque une vigoureuse reprise en 1973, bien qu'une accélération du rythme d'inflation puisse empêcher le taux d'expansion en volume des revenus disponibles d'atteindre le chiffre de 5 % actuellement prévu. Au moment où s'est amorcée la reprise, la position concurrentielle de l'industrie danoise paraissait relativement favorable, mais la marge restreinte de ressources inemployées qui existait encore vers la fin de l'an dernier sera sans doute rapidement résor-

1 Avec des mesures de nature transitoires pour la période allant du 9 mars au 7 juillet.

2 Si l'on utilisait la quinzième « évaluation nationale » (1973) pour calculer — au même taux (4 %) — le revenu imputé, les revenus imposables des propriétaires-occupants augmenteraient notablement.

bée et, à mesure que se rapprochera la fin de l'année en cours, les ressources risqueront fort d'être soumises à des tensions excessives et les salaires de connaître un important glissement. La vigueur de la demande intérieure aura certainement des incidences sur la capacité d'exportation et sur les incitations à exporter et fera probablement monter, dans le même temps, le taux réel de progression des importations à un niveau nettement supérieur à celui des exportations.

S'il est vrai que la détérioration probable de la balance des paiements courants en 1973 sera due, au moins en partie, à la reconstitution des stocks consécutive à l'abolition de la surtaxe à l'importation, elle n'en paraît pas moins confirmer, comme le notait déjà l'Etude économique de l'an dernier, que le problème de la balance des paiements danoise ne peut être résolu que si l'évolution de la demande intérieure est fermement tenue en mains. Deux facteurs revêtent à cet égard une importance particulière : la progression rapide et continue des dépenses publiques et la forte croissance de la construction de logements.

Bien que la qualité moyenne de l'habitat soit très élevée au Danemark, les dépenses courantes de logement absorbent une proportion des revenus des ménages nettement plus faible que dans la plupart des autres pays Membres. Cela est surtout imputable au fait que les loyers restent réglementés et que les propriétaires-occupants continuent à bénéficier d'aides financières et de divers avantages fiscaux. Il est clair, en outre, que les particuliers n'ont pas besoin d'épargner autant pour faire construire leur logement puisqu'ils peuvent obtenir facilement des crédits à long terme, comportant en conséquence de faibles charges d'amortissement. Comme l'indiquent la deuxième partie de la présente étude et son Annexe II, la politique danoise du logement a eu deux importantes conséquences dans les domaines de la gestion budgétaire et monétaire : d'une part, elle a accentué la nécessité d'appliquer des taux d'imposition élevés ; d'autre part, elle a contribué à renforcer la vigoureuse tendance en hausse des taux d'intérêt et à augmenter les déséquilibres du marché du crédit, rendant ainsi beaucoup plus ardue la tâche qui consiste à assurer une affectation convenable des ressources et à établir globalement un équilibre financier approprié.

Etant donné l'interdépendance des politiques suivies dans les domaines du logement, du budget et de la monnaie, l'efficacité de la politique de régulation de la demande sera largement influencée par les nouvelles orientations, récemment adoptées en matière de politique du logement. Si l'on veut éviter un alourdissement supplémentaire de la charge fiscale, le meilleur moyen serait, semble-t-il, d'assouplir davantage la réglementation des loyers et de modifier les règles de calcul du revenu imposable des propriétaires occupant leur logement. Cela permettrait de renforcer la situation des finances publiques, et peut-être, en outre, cela contribuerait-il à assurer un meilleur équilibre entre l'offre et la demande de crédits à long terme, en stimulant l'épargne du secteur privé et en affaiblissant les incitations à construire des logements et à emprunter sur le marché hypothécaire.

Compte tenu des différences d'ordre institutionnel, l'expansion de l'emploi dans le secteur public a été à peu près parallèle à celle que l'on a observée dans les pays étrangers, durant la majeure partie des deux dernières décennies ; mais elle semble être nettement plus rapide depuis quel-

ques années. Par suite, les impôts directs et indirects ont atteint des niveaux tels que l'augmentation de la charge fiscale devra peut-être être convenue dans des limites assez étroites, plus étroites en tout cas que par le passé. Dès lors, il risque d'être difficile de financer un nouvel et rapide accroissement des dépenses publiques par des moyens non inflationnistes. Si l'on veut ramener les pressions auxquelles sont soumises les ressources productives, main-d'œuvre comprise, à des niveaux plus proches de la normale, le secteur public devra de toute évidence réduire ses prélèvements supplémentaires sur ces ressources. Dans ces conditions, il pourrait être souhaitable de freiner les programmes de dépenses à tous les niveaux de l'administration. Comme les dépenses de l'administration centrale prévues dans les projets de lois de finances annuels font déjà l'objet de sévères compressions, il conviendrait peut-être d'intensifier les efforts pour limiter la progression des autres dépenses publiques. Il serait sans doute souhaitable, en particulier, de poursuivre les efforts menés en vue d'abaisser les normes et les règles minimales qui s'appliquent actuellement aux services publics. Peut-être conviendrait-il aussi de réexaminer les dispositions qui régissent la répartition des dépenses entre l'administration centrale et les collectivités locales, ainsi que les procédures budgétaires appliquées par ces dernières.

Envisagé dans une perspective plus longue, le problème que pose l'affectation des ressources apparaît un peu moins épineux. Le Danemark, à la différence de bien d'autres pays, ne connaît pas d'importants déséquilibres sectoriels ou régionaux. La structure de l'emploi est favorable, l'agriculture étant très compétitive ; l'industrie manufacturière paraît en bonne position pour tirer parti des possibilités offertes par la réduction progressive des droits de douane entre les anciens et les nouveaux pays Membres de la CEE. C'est l'accélération mondiale de l'inflation qui risque de constituer la principale source de difficultés pour la politique économique. Etant donné la complexité de sa politique des revenus, son régime fiscal et les caractéristiques de son marché financier et de son marché du crédit, le Danemark a davantage été affecté par l'inflation, dans le passé, que la plupart des autres pays Membres. C'est sans doute à l'accélération marquée par la hausse des prix depuis les dernières années 60 qu'est imputable avant tout le fait que l'« Accord sur le logement » de 1966 n'a pas atteint son principal objectif, qui était de créer un marché libre du logement. Il n'est donc pas impossible qu'en se poursuivant à un rythme élevé, l'inflation compromette aussi l'efficacité des nouvelles mesures que l'on élabore actuellement en vue de rétablir un meilleur équilibre global de l'économie. Il est clair que, si le rythme d'inflation était plus faible à l'intérieur qu'à l'étranger, la gestion de l'économie s'en trouverait considérablement facilitée et que le Danemark pourrait plus aisément continuer à avancer à grands pas dans la voie du progrès social et du bien-être général.

Annexe I

CROISSANCE DU SECTEUR PUBLIC AU DANEMARK

PAGE BLANCHE

CROISSANCE DU SECTEUR PUBLIC AU DANEMARK¹

Introduction

L'importance relative du secteur public et le rôle qu'il joue dans la satisfaction de multiples besoins sociaux et dans la répartition du revenu, ont été analysés assez longuement dans la deuxième partie de l'Etude économique. Dans la présente annexe, on examinera l'évolution du secteur public danois en moyenne période, en la comparant à celle observée dans d'autres pays Membres.

Etant donné l'expansion rapide du secteur public dans les pays de l'OCDE, on s'intéresse de plus en plus à l'importance relative et au rythme d'augmentation des recettes et des dépenses de l'Etat. Il ne fait guère de doute que l'influence du secteur public se fait sentir dans tous les domaines de la vie économique et sociale, mais étant donné l'extrême complexité des interactions qui s'exercent et étant donné aussi le caractère non marchand des opérations du secteur public, toute quantification ne peut avoir que valeur d'indication. C'est donc avec une extrême prudence qu'il convient d'accueillir toute conclusion concernant l'influence ou les résultats relatifs du secteur public que l'on pourrait être tenté de formuler à partir de comparaisons dans le temps et entre pays.

Recettes publiques

Répondant à la demande grandissante de biens et de services publics ainsi que de paiements de transferts, la part des recettes publiques dans le PNB a augmenté de près de 10 points au cours de la période s'étendant de 1955-1957 à 1967-1969 (tableau a). Ces dernières années, le rapport de l'impôt au PNB a augmenté à un rythme encore plus rapide, ce qui s'explique, en partie tout au moins, par l'effet combiné du freinage budgétaire et de l'accélération de l'inflation. Si l'on considère la structure des recettes fiscales, il est intéressant de noter qu'un recul relatif très net s'est produit au cours des dernières années dans l'importance de la fiscalité indirecte.

Au milieu des années 50, le rapport des impôts au PNB au Danemark était proche de la moyenne observée pour la zone de l'OCDE, mais à la fin des années 60 il dépassait cette moyenne, et il est probable qu'il s'en est encore écarté au cours des premières années 70. Jusqu'à la période 1967-1969, le rapport pour le Danemark était analogue à la moyenne observée pour les autres pays européens du nord de la zone de l'OCDE et à ceux observés pour la France, l'Allemagne, l'Italie et le Royaume-Uni.

1 La présente étude a été établie pour le Groupe de Travail n° 2 du Comité de Politique Économique, en liaison avec les travaux effectués sur la dépense publique dans les pays de l'OCDE.

Tableau a Impôts en pourcentage du PNB aux prix courants

	Danemark			Total OCDE	
	1955-57	1967-69	1969-71	1955-57	1967-69
Cotisations de Sécurité sociale	1.4	1.9	1.8	4.2	6.7
Impôts sur le revenu des particuliers	10.2	14.8	19.3	7.2	9.2
Total des impôts directs sur les ménages	11.5	16.6	21.2	11.4	15.9
Impôts directs sur les sociétés	1.4	1.0	1.0	4.0	3.5
Impôts indirects	11.3	16.5	17.1	10.4	11.0
Total des impôts ¹	24.2	34.1	39.3	25.8	30.5

1 A l'exclusion des recettes non-fiscales du secteur public.

Source : Secrétariat de l'OCDE.

Ainsi, à l'exception peut-être de ces toutes dernières années, l'expérience du Danemark ne différait guère de celle de la plupart des pays industrialisés européens, mais s'écartait sensiblement de celle de l'Australie, du Canada, du Japon et des Etats-Unis.

S'agissant de la structure des recettes fiscales, la part des impôts indirects dans le total des recettes publiques était relativement plus élevée que dans la plupart des autres pays de l'OCDE ; au cours de la période 1967-1969, seules l'Islande et l'Irlande ont recouru plus que le Danemark à la fiscalité indirecte. Un certain nombre de pays, notamment la France, le Royaume-Uni, l'Autriche et la Norvège, faisaient apparaître des chiffres proches de ceux du Danemark. Toutefois, la part de l'impôt sur les bénéfices des sociétés dans le total des recettes fiscales était relativement faible, (1.0 % du PNB en 1967-1969 et en 1969-1971, contre une moyenne de 3.5 % pour la zone de l'OCDE). En fait, mise à part la Grèce, le Danemark est le pays où le produit de l'impôt sur les bénéfices des sociétés était le plus faible par rapport au PNB.

Tableau b Répartition en pourcentage des recettes fiscales courantes
Aux prix courants

	Danemark			Total OCDE	
	1955-57	1967-69	1969-71	1955-57	1967-69
Cotisations de Sécurité sociale	5.7	5.5	4.7	15.7	21.6
Impôts sur le revenu des particuliers	42.0	43.3	49.2	28.2	30.1
Total des impôts directs sur les ménages	47.7	48.8	53.9	43.9	51.7
Impôts directs sur les sociétés	5.6	2.8	2.5	16.0	12.1
Impôts indirects	46.7	48.4	43.6	40.1	36.2
Total des impôts	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Source : Secrétariat de l'OCDE.

Si l'on considère la capacité relative d'imposition des collectivités locales, mesurée par l'élasticité/revenu (PNB) des impôts perçus, le Danemark se place au deuxième rang parmi un grand nombre de pays de l'OCDE examinés. Etant donné qu'au Danemark, les collectivités locales perçoivent environ un tiers du total des impôts à forte élasticité/revenu, les ponctions qu'elles opèrent sur les ressources totales s'accroissent particulièrement vite à une époque où, comme dans la plupart des pays, la demande de services des collectivités locales, aussi bien que le coût de ces services, sont en forte augmentation.

Dépenses publiques

Les lacunes d'ordre statistique et les difficultés d'ordre conceptuel rendent les comparaisons entre pays particulièrement difficiles en ce qui concerne les dépenses publiques. Le classement des dépenses publiques par catégories économiques et fonctionnelles manque souvent de la précision nécessaire pour permettre des comparaisons valables. Une autre complication tient aux différences institutionnelles, telles que la ligne de séparation entre les opérations des administrations publiques et celles des entreprises publiques.

Fait plus important, toutefois, les dépenses de caisse des Gouvernements, telles qu'elles figurent dans les tableaux de l'appendice, ne donnent qu'une image limitée de l'influence directe exercée par le secteur public sur la réaffectation des ressources, la fourniture de biens publics et la redistribution des revenus. Dans certains pays et dans certains domaines, les autres dépenses, sous forme d'avantages fiscaux, de garanties, de subventions et de réglementations, dépassent les dépenses de caisse.

Suivant la méthode de mesure employée traditionnellement (voir tableau 7 de l'Etude économique) le taux d'augmentation de la dépense publique totale a été plus élevé au Danemark que dans la plupart des pays de l'OCDE pour lesquels ces chiffres sont disponibles, et il n'a été dépassé que par la Norvège et l'Irlande. L'investissement fixe, en particulier, fait apparaître une très forte élasticité par rapport au PNB, la plus forte en fait parmi les pays de l'OCDE énumérés dans le tableau, tandis que les dépenses civiles courantes ainsi que les transferts de revenu se sont établis à un niveau proche de la moyenne observée pour la zone de l'OCDE. La population s'étant accrue à un rythme annuel voisin de 0.7 % entre 1955 et 1970, le PNB par habitant s'est trouvé multiplié par trois et demi, tandis que la dépense publique par habitant sextuplait (tableau c). Même si l'on tient compte des hausses de prix, l'augmentation du chiffre de la dépense par habitant dépasse de façon impressionnante celle du PNB par habitant¹.

Entre 1955-1957 et 1969-1971 la dépense publique totale aux prix courants est passée d'environ 25 à 40 % du PNB, marquant une accélération particulièrement vive au cours des 4 ou 5 années de cette période.

Comme le montre le tableau d, l'enseignement a été la composante de la dépense publique qui s'est accrue le plus rapidement entre 1955 et 1969, ayant augmenté de plus de 15 % par an mais n'absorbant encore qu'une

1 Il convient de rappeler que les estimations de la dépense publique à prix constant sous-estiment probablement l'augmentation réelle.

Études économiques de l'OCDE

Tableau c PNB et dépense publique par habitant
En couronnes

	Prix courants		Prix constants (1963)	
	PNB	DP	PNB	DP
1955	6 498	1 523	8 711	2 383
1970	23 685	9 208	15 706	5 062
1970 (Indice 1955 = 100)	364.5	604.6	180.3	212.4

Source : Secrétariat de l'OCDE.

part relativement faible aussi bien du PNB (5.5 %) que de la dépense publique totale (14.6 %). Néanmoins, en termes de croissance, le Danemark se classe au premier rang parmi les neuf pays Membres pour lesquels on dispose de chiffres comparables. Cette expansion rapide ne peut s'expliquer par l'accroissement de la population d'âge scolaire, qui a plutôt été inférieure à la moyenne de la zone de l'OCDE. Elle traduit donc des taux de scolarisation en augmentation aux niveaux secondaire et supérieur, ainsi qu'une augmentation réelle de la dépense par habitant, celle-ci découlant à son tour de l'amélioration du taux d'encadrement. L'extension de la formation des adultes et de la formation professionnelle a aussi contribué à l'accroissement de la dépense. Alors que dans la plupart des pays de l'OCDE les dépenses consacrées à l'enseignement se sont accélérées au cours de la deuxième moitié des années 60, au Danemark leur progression a été relativement régulière tout au long de la période.

Tableau d Dépense publique¹

	Taux de croissance tendanciel entre 1955 et 1969	En % du PNB		En % de la dépense publique totale	
		1955	1969	1955	1969
Tribunaux et police	10.1	0.7	0.8	2.9	2.0
Défense	8.5	3.2	2.5	13.4	6.5
Enseignement	15.3	2.5	5.5	10.6	14.6
Santé et secours spéciaux	14.4	3.0	5.7	12.6	15.1
Sécurité sociale et bien-être	13.2	5.6	9.6	23.5	25.3
Services économiques	14.3	3.7	7.0	15.6	18.5
Divers ²	12.5	5.2	6.8	21.6	18.0
Total	13.2	24.0	37.9	100.0	100.0

1 Prêts exclus.

2 Dette publique comprise.

Source : Secrétariat de l'OCDE.

Danemark

Tableau e L'emploi dans le secteur public

	1970	Pourcentage
Enseignement, culture et recherche	83 000	24
Santé	84 000	24
Services sociaux	72 000	21
Défense ¹	30 000	9
Tribunaux	16 000	5
Divers	61 000	18
Total	346 000	100

¹ Compte non tenu de la conscription.

Source : Secrétariat de l'OCDE.

Au second rang, derrière les dépenses d'enseignement, se classent les dépenses concernant la santé et les secours spéciaux, dont l'augmentation a été à peu près égale à la moyenne de l'OCDE (plus de 14 %), pendant l'ensemble de la période 1955-1969, bien qu'elle l'ait dépassé sensiblement (plus de 18 %) au cours des dernières années 60. La progression de l'emploi dans ce secteur s'est établie entre 4 et 5 % par an, taux à peu près égal à celui de l'enseignement, et cela s'est accompagné d'une certaine augmentation du nombre de lits d'hôpitaux par rapport à la population, ainsi que d'une amélioration de la norme générale des services fournis.

Les services économiques, comprenant les subventions agricoles, la construction de routes et les investissements non inclus dans d'autres catégories et qui contribuent à l'infrastructure nécessaire à l'industrie privée, ont aussi accusé une expansion très rapide. Parmi les pays pour lesquels on dispose de renseignements, seul le Japon a dépassé le Danemark dans ce domaine. Les subventions agricoles constituent la composante qui augmente le plus rapidement dans cette catégorie de dépenses, ayant marqué de fortes oscillations d'une année à l'autre au cours des premières années de la période pour représenter régulièrement 1 % du PNB au cours des trois dernières années. Les dépenses consacrées aux routes ont progressé d'environ 12 % par an, représentant une part relativement élevée du PNB si l'on en juge par les normes de la zone de l'OCDE.

L'augmentation des dépenses au titre de la Sécurité sociale et du bien-être (prestations de chômage, pensions de retraite et d'incapacité, allocations familiales et personnelles et autres avantages sociaux) a probablement été inférieure à la moyenne de l'OCDE si l'on prend la période 1955-1969 dans son ensemble, encore qu'elle ait été la plus forte parmi tous les pays considérés au cours de la deuxième moitié des années 60. La plupart des services fournis dans ce domaine, notamment les jardins d'enfants, les soins aux personnes âgées, les pensions d'incapacité, les prestations de chômage, ont dépassé le taux de croissance tendanciel au cours de la dernière période, cela sous l'effet de mesures spécifiques prises par le Gouvernement. En 1970, sur le montant total des transferts de revenu et des subventions, 60 % environ ont représenté une redistribution de la fraction active à la fraction inactive de la population, les 40 % restant redistribués à l'intérieur de la population active.

Études économiques de l'OCDE

Les dépenses consacrées aux *tribunaux* et la *police* ainsi qu'à la *défense* ont progressé à un rythme relativement faible et, dans les deux cas, leur rapport au PNB a diminué. Si l'on en juge par les normes de la zone de l'OCDE, les dépenses consacrées à la défense ont toutefois augmenté assez rapidement mais leur rapport au PNB est resté bien inférieur à la moyenne de la zone de l'OCDE et légèrement inférieur à celui des autres pays européens du nord de la zone de l'OCDE.

Tableau f Principales composantes de la dépense publique
En pourcentage du PNB

	Danemark			OCDE	
	1955-57	1967-69	1969-71	1959-57	1967-69
Dépenses courantes et biens et services					
Dépenses civiles	10.0	15.0	17.6	8.2	11.4
Défense	2.9	2.6	2.4	7.1	6.2
Total	12.9	17.6	20.0	15.2	17.5
Subventions	0.3	1.3	1.4	0.6	0.8
Intérêt de la dette publique	1.4	1.0	1.1	1.5	1.6
Transferts courants aux ménages	7.0	10.6	11.4	6.0	8.5
Transferts courants au reste du monde	0.2	0.6	0.6	0.5	0.3
Dépenses courantes totales	21.9	31.1	34.6	23.8	28.7
Investissement	2.8	5.0	5.3	3.1	3.6
Dépenses publiques totales	24.7	36.1	40.0	27.0	32.5

Source : Secrétariat de l'OCDE.

Tableau g Dépenses publiques danoises, en pourcentage du PNB

Fonctions	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
<i>Tribunaux et police</i>	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.6	0.7	0.7	0.7	0.6	0.7	0.7	0.7	0.8	0.8	0.7
<i>Forces armées et défense civile</i>	3.2	3.1	2.8	2.8	2.6	2.6	2.6	2.9	3.0	2.9	2.7	2.6	2.8	2.6	2.5	2.3
<i>Enseignement</i>	2.5	2.7	2.8	3.0	3.1	3.2	3.6	3.9	4.1	4.1	4.5	4.9	5.2	5.1	5.5	5.3
<i>Santé et secours publics</i>	3.0	3.1	3.2	3.3	3.3	3.3	3.8	3.9	4.2	4.2	4.5	5.1	5.3	5.7	5.7	5.5
<i>Sécurité sociale et bien-être</i>	5.6	5.7	6.4	6.6	6.2	6.1	7.1	7.4	7.4	7.0	7.6	8.0	9.2	9.9	9.6	9.9
Lutte contre le chômage, etc.	1.1	1.1	1.1	0.8	0.6	0.4	0.4	0.4	0.4	0.3	0.3	0.3	0.6	0.8	0.6	0.6
Régime national de pensions de retraite et d'invalidité	3.2	3.3	3.9	4.3	4.3	4.3	4.5	4.4	4.7	4.6	4.9	5.2	5.6	6.0	6.0	6.3
Autres prestations de Sécurité sociale	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4	1.3	1.2	1.3	1.2	1.2	1.3	1.1	1.6	1.7	1.8	1.7
Allocations familiales et personnelles	-	-	-	-	-	-	1.0	1.2	1.1	1.0	1.1	1.1	1.4	1.4	1.2	1.3
<i>Services économiques</i>	3.7	3.7	3.8	3.9	4.0	4.1	5.3	5.4	5.0	5.2	5.4	5.7	6.3	6.8	7.0	6.8
Programme de soutien agricole	-	-	0.1	0.1	0.9	0.1	0.9	1.0	0.9	0.8	0.6	0.8	0.9	1.1	1.0	1.0
Routes : construction et administration	1.5	1.5	1.5	1.4	1.5	1.5	1.7	1.5	1.2	1.5	1.7	1.8	2.0	2.1	2.1	2.0
Investissements civils, sauf routes	2.2	2.2	2.3	2.4	2.4	2.4	2.6	2.9	2.8	2.9	3.1	3.1	3.5	3.6	3.9	3.8
<i>Autres dépenses civiles courantes</i>	3.3	3.3	3.4	3.4	3.2	3.3	3.4	3.4	3.7	3.7	4.0	4.2	4.6	5.0	4.9	4.5
TOTAL DES DÉPENSES PUBLIQUES	22.1	22.3	23.1	23.7	23.1	23.1	26.5	27.6	28.1	27.7	29.5	31.2	34.1	36.0	36.0	34.9

PAGE BLANCHE

Annexe II

**ÉLÉMENTS PRINCIPAUX DE LA POLITIQUE DANOISE
DU LOGEMENT**

PAGE BLANCHE

ELEMENTS PRINCIPAUX DE LA POLITIQUE DANOISE DU LOGEMENT¹

Les principaux éléments de la politique du logement mise en œuvre actuellement au Danemark ont été définis dans le document dit « Accord sur le logement de 1966 », qui a obtenu le soutien d'une large majorité au Folketing. Cet accord avait pour but de « normaliser » le marché du logement et visait notamment à réaliser une péréquation des loyers des locaux d'habitation présentant un confort et satisfaisant à des normes de qualité égaux (ou comparables), abstraction faite de leur date de construction. Il définissait des orientations spécifiques dans cinq domaines principaux :

- (i) Réglementation des loyers ;
- (ii) Aides spécifiques aux constructeurs ;
- (iii) Aides spécifiques aux occupants ;
- (iv) Calcul du revenu imputé des propriétaires occupants ;
- (v) Exonération de la TVA en faveur de la construction de logements.

La présente annexe décrit le régime actuellement en vigueur. Comme l'indique l'Etude qui précède, de nouvelles directives, récemment adoptées, s'appliqueront en 1974 dans les domaines de la réglementation des loyers et des aides financières. L'exonération de la TVA a été supprimée avec effet du 9 mars 1973.

Réglementation des loyers

A l'époque où a été conclu l'« Accord sur le logement de 1966 », les loyers avaient déjà été libérés dans les régions rurales et dans certaines villes moyennes. L'un des principaux objectifs de cet accord était d'élever, pendant sa période d'application, le niveau des loyers dans les autres zones urbaines jusqu'au niveau considéré comme « raisonnable et correspondant à la valeur réelle du logement ». Le loyer doit être calculé en fonction de la valeur estimée de tous les appartements achevés avant la fin de 1962, compte tenu de la superficie, de l'ancienneté, de l'emplacement, de la qualité et de l'équipement du local. En outre, afin d'aboutir à un loyer « correspondant raisonnablement au niveau du marché », les calculs ont été faits en supposant que le taux d'intérêt était de 6,5 %, que les coûts de construction étaient constants (niveau de 1963-1964) et que les prix des terrains diminuaient. Pour simplifier, on a considéré, empiriquement, que le montant annuel au mètre carré du loyer « déterminé par le marché » était de l'ordre

1 La présente annexe s'inspire principalement de deux études publiées récemment au Danemark : « Le marché du logement et la construction résidentielle » (Conseil Économique, 1970) et « Les problèmes de la planification économique à long terme » (Copenhague, 1971).

de 70 à 75 couronnes (10 à 11 dollars) dans la région de la capitale et de 40 à 70 couronnes (6 à 10 dollars) dans les autres régions. L'écart entre le loyer effectif et le loyer « déterminé par le marché » doit être progressivement comblé en 1974, par application au premier de huit augmentations successives d'un montant égal¹. Les recettes supplémentaires correspondantes sont réparties de la manière suivante : 50 % à la Caisse d'Investissement de la Propriété Immobilière, 25 % aux dépenses de réparation et d'entretien, 25 % au propriétaire. Les fonds versés à la Caisse sont placés sous forme d'obligations ou servent à financer des crédits affectés à la modernisation des immeubles anciens.

Diverses études ont été effectuées (notamment par les collectivités locales) pour évaluer l'incidence globale de ce vaste programme d'ajustement des loyers. Selon ces études, les loyers dans les zones réglementées devaient augmenter en moyenne d'environ 50 à 90 % pendant les huit années du programme, soit à peu près 6 à 10 % par an. Or les revenus disponibles des ménages ont en moyenne progressé de quelque 10 à 11 % par an, depuis 1966, de sorte que la part des revenus absorbée par les loyers a diminué dans les zones où ceux-ci sont réglementés. Dans ces zones, l'écart entre les loyers des logements neufs et les loyers réglementés s'est accentué, du fait que la progression des coûts de construction s'est accélérée et que le niveau des taux d'intérêt a augmenté dans des proportions substantielles.

Aides spécifiques aux constructeurs

L'accord sur le logement de 1966 comporte des dispositions destinées à assurer la fixité des taux d'intérêt relatifs aux moyens de financement de la construction de logements sociaux. Il prévoit le versement d'une subvention destinée à ramener le taux annuel d'intérêt à un certain niveau. Pour les appartements achevés en 1967-1968, ce niveau a été fixé à 6.5 % et la subvention s'appliquait aux six premières années. Le taux de base a été modifié deux fois par la suite et est actuellement de 6 %. Pendant les 5 ou 6 années suivant l'achèvement du logement, la subvention couvre entièrement la différence des taux d'intérêt ; elle diminue progressivement ensuite. Le montant global des subventions versées au titre des bonifications d'intérêt atteindra sans doute son maximum pendant l'exercice budgétaire 1974-75 et devrait diminuer rapidement ensuite. Les crédits ouverts à ce titre dans le budget de l'administration centrale de l'exercice 1972-73 s'élevaient à environ 405 millions de couronnes, soit 0.7 % du total des dépenses du secteur public et 0.3 % du PNB de 1972.

Aides spécifiques aux occupants

L'Accord sur le logement a harmonisé en les fusionnant un certain nombre d'aides préexistantes. Selon le nouveau dispositif, les ménages peuvent bénéficier d'allocations dont le montant dépend de celui des revenus, de l'importance de la famille et du niveau du loyer. Les retraités disposant de faibles revenus reçoivent une allocation dont le montant peut

¹ Des règles sensiblement différentes s'appliquent aux locaux appartenant aux associations de logements sociaux.

atteindre 70 % du loyer. Le fonctionnement administratif du système est assuré par les communes, qui financent 40 % des dépenses à l'aide de leurs ressources propres, le reste faisant l'objet d'un transfert automatique de l'administration centrale. On a calculé que le montant global des dépenses au titre de ce programme s'est élevé à environ 600 millions de couronnes en 1972-73, soit 0.4 % du PNB de 1972.

Calcul du revenu imputé des propriétaires-occupants

La fiscalité danoise comporte des dispositions générales relatives à l'imposition du revenu imputé des logements occupés par leur propriétaire. Jusqu'en 1939, ce revenu était réputé égal à 6 % de la valeur estimative du logement résultant de l'évaluation nationale périodique (4 ans) des propriétés immobilières. La réglementation a été notablement modifiée après la guerre. Les taux ont eu tendance à diminuer entre deux évaluations successives, de manière à compenser l'augmentation de valeur des immeubles. Les nouvelles évaluations ont généralement entraîné un accroissement notable de la valeur de base des immeubles. Afin d'éviter que le revenu imputé augmente en conséquence, les autorités ont, soit réduit le taux retenu pour le calcul de ce revenu, soit décidé que ce dernier serait calculé en fonction de la valeur de l'immeuble résultant d'une évaluation antérieure. C'est ainsi, notamment, que le revenu imputé de l'année 1945 (impôts acquittés pendant l'exercice 1966-67) a été calculé au taux de 2 % de la valeur résultant de l'évaluation de 1965 (13^e évaluation nationale). L'Accord

Tableau a Revenu imposable afférent aux logements occupés par leur propriétaire
Résultats d'un sondage dans les déclarations de revenu de 1971

Revenu brut ¹ (couronnes)	Loyer imputé	Déductions				Revenu net afférent au logement occupé par son propriétaire ³
		Intérêts versés	Impôts immobiliers	Réparations et entretien ²	Total	
Moins de 10 000	2 860	2 726	1 106	706	4 538	-1 678
10 000- 19 999	2 125	965	608	760	2 333	-208
20 000- 29 999	2 680	1 880	708	900	3 488	-808
30 000- 39 999	2 749	2 871	679	935	4 485	-1 736
40 000- 49 999	2 957	3 931	758	1 034	5 723	-2 766
50 000- 59 999	3 262	5 183	813	1 125	7 121	-3 859
64 000- 79 999	3 991	7 498	986	1 341	9 825	-5 834
80 000- 99 999	4 706	10 150	1 252	1 582	12 984	-8 278
100 000-199 999	5 582	11 058	1 688	1 700	14 446	-8 864
200 000 et plus	7 185	12 167	2 297	1 887	16 351	-9 166
Ensemble ⁴	3 445	5 202	922	1 148	7 272	-3 827

1 Revenu déclaré provenant d'autres sources.

2 Montant normal.

3 Montant reporté sur la déclaration principale.

4 Revenu moyen estimé des propriétaires-occupants de l'échantillon : 59 100 couronnes.

Source : Statistiske Efterretninger.

sur le logement a prévu que ce taux serait progressivement porté à 4 % de la valeur de 1965, pendant la période allant jusqu'en 1973, étant précisé qu'on ne tiendrait pas compte de l'évaluation de 1969.

La fiscalité permet en outre de déduire du revenu imposable diverses dépenses et notamment les intérêts des dettes hypothécaires. Le taux du revenu imputé imposable étant égal seulement à 2 ou 3 % de la valeur marchande réelle de l'immeuble et les taux d'intérêt nominaux étant de 10 à 12 %, ces dernières années, le montant net du revenu imputé imposable des propriétaires-occupants a généralement été négatif — dans le cas normal où ceux-ci avaient contracté d'importantes dettes hypothécaires — et, de ce fait, le montant global du revenu imposable a diminué (voir tableau a). Etant donné que le taux marginal de l'impôt direct est élevé pour les tranches moyennes et supérieures de revenu, les économies d'impôt que ce système comporte pour les bénéficiaires sont loin d'être négligeables.

Tableau b **Part des loyers dans la consommation privée**
Pourcentage des dépenses de logement dans le total des dépenses de consommation du secteur privé

	Loyer, éclairage et chauffage non compris (ancien SCN)		Loyer, y compris l'éclairage et le chauffage (nouveau SCN)		
	1969	1970	1969	1970	1971
Australie	..	..	15.3	15.8	..
Canada	16.0	..	19.0	19.8	19.7
États-Unis	14.3	..	18.1	18.4	18.5
Japon	9.4	11.7	14.6	14.6	15.0
Autriche	6.0 ¹	6.9	10.8	11.2	11.0
Belgique	9.8	9.5	14.5	14.5	13.6
Luxembourg	12.4 ¹	..	18.0	17.8	..
DANEMARK	9.2	9.2	11.2	11.6	12.1
Finlande	11.4	..	14.3	14.2	14.3
France	9.8	10.2	13.1	13.6	13.8
Allemagne	11.0 ¹	..	15.1	14.9	14.6
Grèce	13.0	12.9	..	..	..
Islande	16.5 ²	17.1 ¹	21.1	..	..
Irlande	6.4 ¹	..	10.4	10.5	10.6
Italie	10.2	9.8	13.2	12.9	13.2
Pays-Bas	8.4	..	12.6	12.4	12.9
Norvège	7.9	8.2	11.5	12.0	11.6
Portugal	..	..	6.8	6.1	5.2
Espagne	8.2	8.0	15.0	15.7	..
Suède	10.2 ¹	..	21.1	21.3	21.3
Suisse	12.6	..	..	..	..
Turquie	..	..	..	..	..
Royaume-Uni	12.6	..	17.5	17.4	17.4
OCDE	12.5	12.6	16.6	16.8	16.9
OCDE Europe	10.3	10.3	14.6	14.7	14.6

1 1968.

2 1962.

Sources : Comptes nationaux des pays de l'OCDE et mémorandums 1972 de différents pays.

Exonération de la TVA en faveur de la construction de logements

L'ancienne taxe sur le chiffre d'affaires perçue au stade du détail a été remplacée en 1967 par la taxe sur la valeur ajoutée, qui porte sur l'ensemble des biens et services. La construction résidentielle est également soumise en principe à la TVA, mais celle-ci faisait l'objet, lors de l'achèvement du logement, d'un remboursement, calculé forfaitairement au mètre carré (la construction de logements économiques et notamment la construction par le propriétaire lui-même bénéficiaient, de ce fait, d'un avantage relatif). Le remboursement a été limité à une surface de plancher déterminée, à partir de juillet 1972, ce qui a contribué à faire augmenter considérablement les mises en chantier au premier semestre de 1972. Au début de 1973, le Gouvernement a déposé un projet de loi tendant à supprimer complètement cette exonération indirecte de la TVA pour les logements mis en chantier après le 8 mars 1973. Ce projet a été voté le 15 juin (voir, dans l'Etude économique, la section consacrée à la politique du logement).

PAGE BLANCHE

ANNEXE STATISTIQUE

Tableau A Origine et utilisation des ressources
Millions de couronnes, aux prix courants

	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972
Dépenses des consommateurs en biens et services	29 942	33 651	35 544	39 870	43 747	48 609	53 401	58 208	66 139	71 476	76 716	84 313
Dépenses courantes de l'État en biens et services	6 255	7 402	8 010	9 215	10 836	12 481	14 435	16 659	18 874	23 757	28 545	33 178
Formation brute de capital fixe	13 134	14 962	15 310	18 834	20 931	23 149	25 877	27 381	31 540	35 625	38 462	42 935
Variations de stocks	681	1 210	-3	925	1 475	495	-406	68	829	214	-1 018	-1 625
DÉPENSES INTÉRIEURES	50 012	57 225	58 861	68 844	76 989	84 734	93 307	102 317	117 382	131 072	142 705	158 801
Exportations de biens et services ¹	14 253	15 323	17 327	19 447	21 439	22 933	24 158	27 169	30 721	34 600	38 767	43 339
Importations de biens et services ¹	14 890	16 862	17 003	20 595	22 363	23 957	25 669	28 294	32 935	37 784	40 580	42 246
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT² AUX PRIX DU MARCHÉ	49 375	55 686	59 185	67 696	76 065	83 710	91 796	101 192	115 168	127 888	140 892	159 894
Impôts indirects	4 517	5 507	6 328	7 258	8 355	9 716	10 935	} 11 874	14 055	15 307	16 553	19 939
Subventions	517	589	619	633	581	746	1 007					
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT² AU COUT DES FACTEURS	45 375	50 768	53 476	61 071	68 291	74 740	81 868	89 318	101 113	112 581	124 339	139 955

1 Non compris les revenus des facteurs.

2 Y compris les réparations et l'entretien.

NOTE Entre 1969 et 1970, un certain nombre d'institutions sociales ont été transférées du secteur privé au secteur public. Pour être comparables à ceux de 1970, les chiffres relatifs à la consommation privée en 1969 devraient (selon les statistiques officielles) être ajustés comme suit :

	1969	
	Prix courants	Prix de 1955
	Millions de couronnes	
Transfert de revenu des facteurs, du secteur privé au secteur public	1 005	315
Transfert de consommation, du secteur privé au secteur public	1 056	344

Source : Comptes nationaux du Danemark.

Tableau B Origine et utilisation des ressources
Millions de couronnes, aux prix de 1955

	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972
Dépenses des consommateurs en biens et services	25 976	27 608	27 528	29 885	30 985	32 375	33 747	34 223	37 610	38 825	39 620	40 793
Dépenses courantes de l'État en biens et services	4 523	4 979	5 117	5 514	5 709	6 054	6 518	6 911	7 534	8 434	8 993	9 638
Formation brute de capital fixe	10 917	11 916	11 571	13 738	14 258	14 950	15 943	15 905	17 521	18 541	18 851	19 330
Variations de stocks	675	1 160	-69	831	1 274	423	-311	275	659	254	-605	-1 180
DÉPENSES INTÉRIEURES	42 091	45 663	44 147	49 968	52 226	53 802	55 897	57 314	63 324	66 054	66 859	68 581
Exportations de biens et services ¹	14 333	15 099	16 617	18 083	19 518	20 258	21 546	23 454	25 656	27 127	29 178	31 482
Importations de biens et services ¹	15 224	17 290	17 092	20 477	21 887	23 028	24 433	25 490	29 177	31 491	31 892	32 965
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT² AUX PRIX DU MARCHÉ	41 200	43 472	43 672	47 574	49 857	51 032	53 010	55 278	59 803	61 690	64 145	67 098
Impôts indirects sans les subventions	3 608	3 774	3 822	4 216	4 315	4 510	4 584	4 650	5 000	5 250	5 350	5 525
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT² AU COUT DES FACTEURS	37 592	39 698	39 850	43 358	45 542	46 664	48 609	50 628	54 803	56 440	58 795	61 573

1 Non compris les revenus des facteurs.

2 Y compris les réparations et l'entretien.

NOTE Voir la note du tableau A.

Source : Comptes nationaux du Danemark.

Tableau C Produit intérieur brut par branche d'activité
Millions de couronnes, aux prix courants

	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972
Agriculture, sylviculture, chasse, etc.	5 921	6 139	6 390	7 194	7 138	7 261	7 323	7 454	8 397	8 108	8 566	9 830
Pêche	261	298	303	373	463	454	398	511	546	636	735	981
Industries extractives et manufacturières	13 265	15 222	15 725	17 937	19 943	21 471	22 912	25 248	28 528	31 700	34 425	38 100
Électricité, gaz et eau	765	829	917	1 032	1 207	1 374	1 534	1 676	1 855	2 021	1 938	2 281
Bâtiment et travaux publics	3 695	4 120	4 255	5 310	6 160	6 785	8 030	8 380	9 830	10 795	11 685	13 115
Transports maritimes	1 037	1 072	1 145	1 280	1 432	1 514	1 669	1 946	2 055	2 327	2 362	2 419
Autres transports et communications	3 239	3 642	4 026	4 478	5 090	5 759	6 399	6 934	7 665	8 476	9 289	10 232
Commerce de gros et de détail	6 700	7 500	7 800	8 900	9 900	10 700	11 450	12 050	13 800	15 350	16 800	18 600
Banques, assurances et affaires immobilières	1 271	1 313	1 454	1 662	1 887	2 133	2 403	2 645	3 165	3 420	3 842	4 394
Propriétés immobilières	2 285	2 514	2 762	3 006	3 378	3 800	4 431	5 059	5 635	6 339	7 137	7 900
Services publics	4 824	5 743	6 143	7 120	8 547	9 963	11 515	13 317	15 087	19 378	23 277	27 373
Divers services privés ¹	2 112	2 376	2 556	2 779	3 146	3 526	3 774	4 098	4 550	4 031	4 283	4 730
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT² AU COUT DES FACTEURS	45 375	50 768	53 476	61 071	68 291	74 740	81 868	89 318	101 113	112 581	124 339	139 955

1 Concerne le personnel des hôtels, restaurants, cinémas et autres secteurs dans les services privés, n.d.a.

2 Y compris les réparations et l'entretien.

NOTE Voir la note du tableau A.

Source : Comptes nationaux du Danemark (de 1968 à 1971 tiré de Statistiske Efterretninger).

Tableau D Produit intérieur brut par branche d'activité
Millions de couronnes, aux prix de 1955

	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972
Agriculture, sylviculture, chasse, etc.	6 004	6 035	5 672	6 020	6 243	5 995	6 038	6 367	6 245	5 581	6 014	5 942
Pêche	255	280	294	314	311	296	372	468	429	392	430	459
Industries extractives et manufacturières	10 668	11 551	11 658	12 929	13 725	14 002	14 471	15 301	16 909	17 600	18 175	19 250
Électricité, gaz et eau	645	743	854	915	969	1 090	1 170	1 482	2 009	2 278	2 198	2 403
Bâtiment et travaux publics	2 880	3 030	3 000	3 530	3 760	3 835	4 195	4 050	4 400	4 555	4 665	4 900
Transports maritimes	1 003	1 014	1 022	1 090	1 147	1 239	1 301	1 392	1 476	1 518	1 560	1 691
Autres transports et communications	2 637	2 796	2 912	3 056	3 197	3 365	3 512	3 681	3 910	4 089	4 245	4 324
Commerce de gros et de détail	5 945	6 265	6 300	6 900	7 250	7 425	7 600	7 750	8 475	8 900	9 375	9 800
Banques, assurances et affaires immobilières	1 103	1 066	1 112	1 214	1 274	1 251	1 325	1 369	1 586	1 610	1 713	1 797
Propriétés immobilières	1 674	1 746	1 822	1 898	1 989	2 059	2 149	2 249	2 349	2 463	2 578	2 688
Services publics	3 277	3 622	3 659	3 921	4 089	4 363	4 699	4 925	5 332	6 032	6 426	6 868
Divers services privés ¹	1 501	1 550	1 545	1 571	1 588	1 602	1 594	1 594	1 683	1 422	1 416	1 451
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT² AU COUT DES FACTEURS	37 592	39 698	39 850	43 358	45 542	46 522	48 426	50 628	54 803	56 440	58 795	61 573

1 Concerne le personnel des hôtels, restaurants, cinémas et autres secteurs dans les services privés n.d.a.

2 Y compris les réparations et l'entretien.

NOTE Voir la note du tableau A.

Source : Comptes nationaux du Danemark (de 1968 à 1971 tiré de Statistiske Efterretninger).

Tableau E Formation brute de capital fixe¹
Millions de couronnes, aux prix de 1963

	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	
FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE, TOTAL	9 057	10 139	11 130	10 830	13 218	13 770	14 443	15 626	15 549	17 608	18 667	19 021	
VENTILATION PAR PRODUITS :													
Logements	1 555	1 808	1 954	1 890	2 424	2 610	2 655	3 126	2 830	3 546	3 555	} 7 125	
Autres bâtiments	1 674	1 830	1 979	1 895	2 211	2 503	2 498	2 672	2 632	3 052	3 446		
Autres constructions et ouvrages	1 173	1 364	1 369	1 485	1 813	1 897	1 897	2 048	2 040	2 101	1 998		2 059
Matériel de transport et matériel divers	4 655	5 137	5 828	5 560	6 770	6 760	7 393	7 780	8 047	8 909	9 668	9 837	
VENTILATION PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ :													
Agriculture, sylviculture et pêche	982	1 003	939	995	1 131	1 115	1 085	1 020	860	869	900	} n.d.	
Industries extractives	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Industries manufacturières	1 501	1 727	1 857	1 640	1 897	2 060	1 874	1 916	1 577	2 040	2 210		
Électricité, gaz et eau	385	354	402	529	698	625	669	745	897	878	938		
Transport et communications	1 686	1 838	1 928	1 734	2 363	2 540	2 931	3 019	3 167	2 975	2 618		
Logements	1 555	1 808	1 954	1 890	2 424	2 610	2 655	3 126	2 830	3 546	3 555		
Administrations publiques	136	154	149	155	199	245	244	278	303	356	435		
Autres services et constructions	2 812	3 255	3 901	3 887	4 506	4 575	4 985	5 522	5 915	6 944	8 011		
VENTILATION PAR SECTEURS² :													
Entreprises privées	7 034	7 886	8 668	8 280	10 188	10 433	10 970	11 733	11 249	13 130	} n.d.		} n.d.
Entreprises publiques	1 007	1 065	1 121	1 280	1 515	1 531	1 533	1 589	1 764	1 675			
État	1 016	1 188	1 341	1 270	1 515	1 806	1 940	2 304	2 431	2 908			

1 Selon la définition employée par l'OCDE.

2 Les chiffres relatifs à 1968 et 1969 ne sont pas corrigés en fonction des chiffres totaux révisés.

NOTE Voir la note du tableau A.

Source : Mémoire soumis par le Danemark à l'OCDE.

Tableau F Dépenses des consommateurs en biens et services
Millions de couronnes

	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972
<i>Aux prix courants</i>												
Alimentation, boissons et tabac	9 720	10 798	11 726	12 885	13 873	15 284	16 315	17 829	19 934	22 218	24 320	26 771
Habillement et chaussures	2 677	2 956	2 983	3 227	3 638	3 699	3 906	3 973	4 460	4 753	4 854	5 248
Loyers	2 456	2 702	2 968	3 231	3 631	4 064	4 703	5 362	5 949	6 634	7 429	8 183
Biens de consommation durables ¹	5 507	6 363	6 237	7 390	7 914	9 161	9 972	10 529	12 775	13 838	14 495	16 061
Autres biens	4 430	4 987	5 391	6 323	7 038	7 878	8 852	9 865	11 393	12 373	13 142	14 314
Autres services	5 152	5 845	6 239	6 814	7 653	8 523	9 653	10 651	11 628 ²	11 660	12 476	13 736
TOTAL	29 942	33 651	35 544	39 870	43 747	48 609	53 401	58 209	66 139²	71 476	76 716	84 313
<i>Aux prix de 1955</i>												
Alimentation, boissons et tabac	8 856	9 162	9 297	9 836	9 964	10 343	10 456	10 563	11 345	12 045	12 549	12 860
Habillement et chaussures	2 364	2 531	2 525	2 703	2 983	2 941	3 066	3 020	3 352	3 487	3 475	3 585
Loyers	1 798	1 875	1 957	2 038	2 136	2 211	2 308	2 415	2 523	2 645	2 768	2 886
Biens de consommation durables ¹	4 919	5 552	5 114	5 944	6 038	6 602	6 957	6 912	8 227	8 501	8 678	8 984
Autres biens	3 938	4 146	4 273	4 825	5 133	5 440	5 874	6 150	6 755	6 912	6 820	7 008
Autres services	4 101	4 342	4 362	4 539	4 731	4 838	5 086	5 163	5 408 ²	5 235	5 330	5 470
TOTAL	25 976	27 608	27 528	29 885	30 985	32 375	33 747	34 223	37 610²	38 825	39 620	40 793

1 Y compris l'entretien des voitures particulières.

2 Voir la note du tableau A.

Source : Comptes nationaux du Danemark.

Tableau G Recettes et dépenses de l'Administration centrale¹
Exercice financier : 1^{er} avril-31 mars
Millions de couronnes

	1962/63	1963/64	1964/65	1965/66	1966/67	1967	1968	1969
RECETTES COURANTES	10 461	11 767	13 220	15 520	18 166	19 874	23 827	26 789
Impôts directs	4 032	4 410	4 909	5 956	7 253	7 421	9 007	9 625
Impôts indirects	5 880	6 710	7 762	8 935	10 220	11 478	13 774	16 276
Autres recettes	549	616	549	629	693	975	1 046	888
DÉPENSES COURANTES	8 623	9 676	10 767	12 488	14 545	17 080	20 146	23 349
Achats de biens et services	3 404	3 667	4 155	4 880	5 444	6 316	7 003	8 228
Dépenses militaires	1 515	1 577	1 788	1 882	1 975	2 344	2 372	2 551
Dépenses civiles	1 889	2 090	2 367	2 998	3 469	3 972	4 631	5 677
Subventions	580	609	622	569	734	993	1 328	1 432
Intérêts	259	284	303	309	300	297	263	274
Transferts courants	4 380	5 116	5 687	6 730	8 067	9 484	11 552	13 415
ÉPARGNE COURANTE NETTE	1 838	2 091	2 453	3 022	3 621	2 794	3 681	3 440
Provisions pour amortissements et autres	84	96	114	121	148	159	173	195
ÉPARGNE BRUTE	1 922	2 187	2 567	3 153	3 769	2 953	3 854	3 635
Formation brute de capital fixe	-562	-616	-682	-962	-1 134	-1 334	-1 492	-1 600
ÉPARGNE FINANCIÈRE²	1 360	1 571	1 885	2 191	2 635	1 619	2 362	2 035
Prêts	-195	-285	-240	-344	-326	-414	-648	-718
Transferts nets de capitaux aux autres secteurs	-514	-536	-515	-650	-760	-732	-1 055	-1 313
Autres transactions en capital	-121	-130	100	-349	-227	-339	-291	-747
Emprunts, net ³	-474	-662	-1 238	-783	-1 280	-145	-347	-751
VARIATION NETTE DE L'ENCAISSE	56	-42	-9	65	42	-11	21	n.d.

1 Selon la définition employée par l'OCDE.

2 Solde du budget ordinaire et d'investissements fixes.

3 « - » = remboursements nets.

Source : Mémoire soumis par le Danemark à l'OCDE.

Tableau H Balance des paiements et avoirs extérieurs
Millions de dollars

	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
Exportations, fob	1 659	1 898	2 105	2 302	2 426	2 505	2 606	2 982	3 317	3 639
Importations, fob	-2 021	-2 009	-2 479	-2 670	-2 829	-2 963	-3 060	-3 612	-4 077	-4 321
BALANCE COMMERCIALE	-362	-111	-374	-368	-403	-458	-454	-630	-760	-682
Fret et transports	69	68	78	85	93	108	143	153	126	135
Tourisme	21	24	30	25	15	-6	3	12	41	78
Revenus d'investissements	-3	-8	-10	-13	-18	-23	-28	-39	-45	-82
Transactions du secteur public	-3	4	9	7	20	8	10	11	-3	4
Autres services	38	53	78	89	96	97	104	113	136	173
BALANCE DES BIENS ET SERVICES	-240	30	-189	-175	-197	-274	-222	-380	-505	-374
Transferts unilatéraux nets	—	-6	-9	-8	-13	-13	6	-30	-41	-52
BALANCE DES OPÉRATIONS COURANTES	-240	24	-198	-183	-210	-287	-216	-410	-546	-426
Mouvements de capitaux du secteur privé, net ¹	112	106	221	147	207	185	80	187	397	..
Emprunts nets des collectivités locales	6	56	44	11	1	13	22	43	20	
Emprunts nets de l'Administration centrale	28	35	23	5	-7	5	50	50	57	
Erreurs et omissions	12	21	25	53	47	50	39	56	79	
BALANCE GLOBALE	-82	242	115	20	22	-39	-20	-74	4	
Allocation de Droits de Tirage Spéciaux	..	..	..	..	..	..	..	..	27	28
Accroissement des avoirs extérieurs nets des banques commerciales	-59	27	-52	79	12	14	67	-75	-6	
Accroissement des avoirs extérieurs nets de la Banque centrale ²	-23	215	167	-59	10	-53	-87	1	37	
Réserves d'or, avoirs nets en devises de la Banque centrale et des banques commerciales et position nette auprès du FMI ³	168	413	531	532 ⁴	564	512	506	431	462	

1 Y compris les sociétés d'intérêt public.

2 Y compris les paiements au FMI.

3 Les données en fin de période figurent dans Central Bank Monetary Review.

4 Depuis 1965, ce poste comprend certains engagements contractés par les banques commerciales au titre d'opérations intérieures. Ces engagements s'élevaient à 19 millions de dollars à la fin de 1964.

Source : Mémoire soumis par le Danemark à l'OCDE.

Tableau I Marché de l'emploi et production (continue page suivante)

		Marché de l'emploi								Industries manufacturières							
		Chômeurs assurés							Offres d'emploi non satis- faites ² Milliers	Nombre de personnes employées ³			Nombre d'heures travaillées		Volume des ventes		
Nombre d'assurés ¹ Milliers	Milliers		Pourcentage des assurés sociaux					Total		Salariées	Appoin- tées	1963 = 100		1963 = 100			
	Brut	Corr.	Total	Hommes non qualifiés	Hommes qualifiés		Femmes					Brut	Corr.	Brut	Corr.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16		
1965	741.5	16.1	..	2.0	4.2	2.0	0.9	1.0	..	403.6	310.3	93.3	103.6	..	120	..	
1966	750.3	18.3	..	2.3	4.7	2.9	1.1	1.0	..	399.6	303.9	95.7	98.2	..	122	..	
1967	756.7	21.8	..	2.7	5.3	2.6	1.7	1.4	..	381.3	287.5	93.8	92.3	..	126	..	
1968	773.0	38.7	..	5.0	8.3	5.1	3.2	3.3	..	375.4	282.5	93.4	88.4	..	130	..	
1969	800.5	31.2	..	3.9	6.3	3.6	2.2	3.4	4 574	396.7	301.0	95.7	91.7	..	145	..	
1970	811.8	23.9	..	2.9	5.1	3.2	1.5	2.3	4 823	419.1	316.7	102.4	89.6	..	149	..	
1971	815.2	29.9	..	3.7	5.8	5.1	2.0	2.9	2 881	408.7	304.2	104.5	85.6	..	152	..	
1972	820.5	30.2	..	3.6	5.5	4.8	2.3	2.9	5 737	408.9	304.7	104.2	84.1	..			
Trimestres:																	
1969 1	791.9	57.9	37.1	7.3	14.1	7.8	3.6	3.9	..	381.0	287.3	93.7	92.1	90.1	135	142	
2	797.0	20.4	29.5	2.5	3.6	1.7	1.7	2.9	..	387.9	293.7	94.2	96.3	92.1	144	142	
3	802.5	12.7	27.4	1.6	1.7	0.4	1.2	2.5	..	393.0	298.4	94.6	84.2	92.0	144	147	
4	810.5	33.8	30.8	4.2	6.2	4.4	2.3	4.4	4 574	394.5	299.1	95.4	93.8	92.4	157	149	
1970 1	814.7	47.1	26.1	5.8	12.2	5.6	2.3	3.0	7 467	416.6	315.6	101.0	91.8	89.8	134	139	
2	809.8	14.0	23.3	1.7	2.4	1.4	1.1	2.0	11 940	419.1	317.3	101.8	94.8	90.5	156	154	
3	809.2	9.3	23.5	1.2	1.3	0.8	0.9	1.4	9 527	421.1	318.2	102.9	82.2	90.0	149	152	
4	813.5	26.0	23.5	3.2	4.9	5.0	1.8	2.6	4 823	419.2	315.7	103.5	89.7	88.3	160	153	
1971 1	811.3	42.2	21.7	5.2	9.7	7.9	2.3	2.6	4 387	413.4	308.4	105.0	89.6	87.9	144	151	
2	813.7	21.1	29.9	2.6	3.5	3.8	1.5	2.6	4 683	411.3	306.7	104.6	90.5	86.3	154	153	
3	816.1	18.6	32.2	2.3	3.1	2.4	1.5	2.4	3 791	408.2	304.3	103.9	78.0	85.8	152	153	
4	819.6	37.5	35.6	4.6	6.8	6.4	2.7	4.0	2 881	401.8	298.1	103.7	84.3	82.9	160	152	
1972 1	819.4	53.0	33.4	6.5	11.4	9.0	3.4	3.8	3 583	402.0	298.0	104.0	85.1	83.4	156	164	
2	816.1	25.8	33.7	3.2	4.4	4.3	2.0	2.9	5 867	407.9	303.7	104.2	88.2	84.1	166	164	
3	821.4	16.3	29.6	2.0	2.3	1.8	1.7	2.2	7 627	411.6	307.1	104.5	75.3	81.9			
4	825.1	25.6	24.1	3.1	4.2	4.5	2.0	2.7	5 737	414.3	309.9	104.4	87.8	86.6			
1973 1	828.1	29.0	29.7	3.5	5.6	4.8	2.0	2.5	5 300				85.6	84.1			

1 Moyenne des chiffres relevés en fin de mois.

2 Fin de période.

3 A partir de 1965 nouvelle série, non comparable avec les chiffres de 1963 et 1964. Pour 1970, ancienne base, chiffres annuels : 407.2, 307.8, 99.4.

Sources : Statistiske Efterretninger (et son supplément : Economic Trends), Nyt fra Danmarks Statistik (Bureau central de statistique), Principaux indicateurs économiques de l'OCDE et Secrétariat de l'OCDE.

Tableau I Marché de l'emploi et production (suite)

	Bâtiment et travaux publics								Agri- culture	Commerce de détail				Stocks de matières prem. ⁵ Millions de cour. Prix de 1955			
	Toutes zones		Zones urbaines ¹							Nombre de per- sonnes em- ployées ² Milliers	Pro- duction animale, 1963 = 100	Volume des ventes ⁴ 1968 = 100			Valeur des ventes 1963 = 100		Immatri- culation de voitures parti- culières
	Mises en chantier	En cours en fin de période	Logements		Bâtim. industr.		Autres					Total	Alimen- tation		Brut	Corr.	
			Mis en chantier	En cours fin pér.	Mis en chantier	En cours fin pér.	Mis en chantier	En cours fin pér.									
	Milliers de m ³									Corr.							
17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32		
1965	8 083	8 198	3 385	3 920	2 095	2 035	616	1 106	..	104	..	..	120	..	82 980	2 617	
1966	9 164	9 749	4 338	4 996	2 018	2 079	967	1 467	..	104	..	..	131	..	98 619	2 643	
1967	9 161	10 325	4 195	5 214	2 059	2 066	1 118	1 881	..	105	..	..	143	..	94 745	2 710	
1968	8 487	10 712	4 118	5 259	1 737	2 039	1 097	2 120	..	103	..	..	156	..	89 693	2 693	
1969	10 321	11 989	6 692	7 009	2 527	2 585	1 102	2 395	..	99	108	107	171	..	116 814	2 757	
1970	9 619	11 574	5 670	6 527	2 442	2 515	1 508	2 531	..	99	113	112	191	..	108 634	2 974	
1971	10 080	11 426	6 345	6 527	2 470	2 495	1 265	2 404	..	100	117	117	207	..	103 797	2 959	
1972	13 310	14 126	9 450	8 981	2 680	2 796	1 180	2 349	..	99	118	121	229	..	92 557	3 056	
Trimestres:																	
1969	1	2 287	10 976	1 450	6 333	560	2 317	278	2 347	134.8	97	..	..	152	165	29 856	2 547
	2	2 913	11 870	1 970	6 953	675	2 495	269	2 422	182.0 ³	105	..	..	166	168	38 267	2 648
	3	2 848	12 470	1 834	7 377	740	2 745	274	2 349	186.6	99	..	..	172	173	20 413	2 744
	4	2 273	11 989	1 438	7 009	553	2 585	281	2 395	183.4	97	..	..	197	180	22 278	2 757
1970	1	2 311	11 931	1 327	6 849	551	2 529	433	2 553	160.7	99	112	110	171	185	27 709	2 795
	2	2 458	11 992	1 544	6 878	619	2 551	295	2 564	182.6	104	114	112	188	191	45 666	2 792
	3	2 846	12 517	1 729	7 231	652	2 671	464	2 615	189.3	98	113	113	190	192	17 337	2 909
	4	2 005	11 574	1 070	6 527	620	2 515	315	2 531	184.5	94	114	113	216	196	17 922	2 974
1971	1	1 981	10 916	1 147	5 882	577	2 534	257	2 500	168.7	100	115	113	181	198	26 507	2 826
	2	2 607	11 082	1 743	6 157	569	2 513	295	2 412	179.0	105	117	117	202	205	30 772	2 924
	3	3 028	11 643	1 832	6 574	798	2 623	398	2 445	185.6	98	119	118	207	209	23 316	2 961
	4	2 465	11 426	1 623	6 527	527	2 495	315	2 404	177.2	97	119	118	236	215	23 202	2 959
1972	1	2 557	11 618	1 795	6 753	555	2 489	208	2 376	159.3	97	120	120	203	218	21 606	2 875
	2	4 786	13 980	3 735	8 899	714	2 642	337	2 439	173.9	105	121	120	221	223	27 723	2 851
	3	2 803	14 126	1 910	9 032	621	2 717	272	2 377	179.0	99	126	123	233	234	22 029	2 985
	4	3 163	14 126	2 011	8 981	791	2 796	362	2 349	175.8	97	122	120	257	235	21 199	3 056
1973	1	3 454	14 766	2 449	9 443	769	2 972	236	2 350	..	98	124	121	225	243	31 623	..

1 1962-1968 seulement les zones urbaines; depuis le 1^{er} trimestre 1969 y compris aussi les autres zones.

2 Février, mai, août, novembre.

3 Nouvelle base depuis le 2^e semestre 1969.

4 Nouvelle série.

5 Dans les industries manufacturières et le commerce, sucre exclu. Les données en fin de période.

Sources : Statistiske Efterretninger, Nyt fra Danmarks Statistik et Principaux indicateurs économiques de l'OCDE.

Tableau J Commerce extérieur, total et par région
Millions de dollars, taux mensuels

	Importations totales, caf		Exportations totales, fob		Importations par région						Exportations par région					
					Pays de l'OCDE			Non-membres de l'OCDE			Pays de l'OCDE			Non-membres de l'OCDE		
	Brut	Corr.	Brut	Corr.	Total	OCDE Europe		Europe de l'Est	Autres pays dévl.	Pays en voie de dévl.	Total	OCDE Europe		Europe de l'Est	Autres pays dévl.	Pays en voie de dévl.
						CEE	Autres					CEE	Autres			
	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48
1965	234	..	189	..	196.5	114.6	57.3	9.5	0.7	26.8	162.1	94.9	50.7	8.0	1.3	17.9
1966	249	..	200	..	209.4	120.1	63.2	10.5	0.7	27.7	171.1	96.0	55.1	8.2	0.9	18.2
1967	261	..	206	..	221.0	121.9	70.5	10.1	0.7	28.8	175.9	95.7	60.6	8.4	1.1	18.8
1968	268	..	215	..	227.1	124.3	74.3	9.9	0.6	29.4	185.2	96.4	66.3	7.4	1.0	19.7
1969	317	..	246	..	271.7	149.9	90.6	10.9	0.7	32.6	209.9	106.2	76.8	8.5	1.2	25.3
1970	365	..	274	..	314.2	172.3	105.4	12.3	0.8	37.2	233.0	115.7	89.8	9.5	1.7	28.2
1971	382	..	301	..	327.1	173.4	111.9	11.6	0.9	41.5	256.2	126.7	98.8	11.8	1.7	29.6
1972	420	..	361	..	361.8	193.4	126.4	13.2	1.2	43.2	308.8	154.0	117.1	11.8	1.7	35.9
Trimestres:																
1969 1	292	294	235	242	247.4	137.4	86.4	10.4	0.5	33.2	199.9	106.8	70.7	8.6	0.9	23.8
2	320	321	248	248	276.2	149.3	88.5	10.7	1.1	31.1	212.2	108.8	74.7	10.2	1.2	22.6
3	308	324	232	240	263.0	150.8	84.4	11.0	0.7	32.2	200.7	100.7	73.4	6.4	1.2	22.5
4	346	332	271	256	299.0	162.5	102.8	11.5	0.6	34.0	226.7	108.7	88.5	8.6	1.4	32.2
1970 1	339	353	253	262	295.2	165.2	95.5	10.8	0.7	31.6	218.7	110.9	81.2	9.0	1.6	21.9
2	385	360	276	274	332.2	185.6	107.7	13.3	1.2	37.2	229.6	113.6	88.4	12.4	1.6	30.9
3	336	361	267	276	287.9	155.7	98.4	11.4	0.6	35.1	225.3	112.1	86.5	6.1	1.6	32.3
4	403	388	301	285	342.3	183.7	120.0	13.8	0.8	44.6	259.3	126.3	103.8	10.2	1.8	27.6
1971 1	367	369	272	277	312.6	168.8	109.0	10.0	0.7	42.4	232.2	117.0	88.7	10.2	1.3	26.3
2	378	361	304	307	326.5	171.1	111.0	10.7	1.2	38.3	259.7	129.9	98.7	12.2	1.9	28.1
3	346	372	291	300	292.5	156.0	97.7	11.5	0.7	40.4	249.2	120.8	95.4	9.1	1.9	28.8
4	405	389	338	320	348.5	183.4	120.8	13.1	1.0	41.1	283.1	139.7	117.8	15.7	1.8	35.1
1972 1	397	399	346	350	342.4	181.2	118.3	10.3	0.8	42.8	293.6	146.3	112.3	12.8	1.3	36.6
2	389	372	367	370	332.5	178.6	114.7	10.7	1.4	43.3	310.6	153.8	119.9	11.8	1.8	40.1
3	398	439	331	345	342.1	185.5	120.8	14.5	1.0	40.1	285.5	143.2	105.8	8.6	1.6	32.7
4	466	454	399	379	404.0	215.8	143.8	16.7	1.1	43.5	346.1	172.8	130.4	13.9	2.0	34.3
1973 1	524	528	433	441	456.6	237.1	168.2	16.3	1.8	48.6	389.7	209.2	135.9	12.1	1.8	27.5

Sources : Statistiques du commerce extérieur de l'OCDE, série A et Monthly Bulletin of Foreign Trade du Danemark.

Tableau K Importations : valeur, volume, prix et par groupe de marchandises

Importations, caf 1965 = 100 jusqu'en 1971 1971 = 100 à partir de 1972				Importations : total et par groupe de marchandises (millions de couronnes)												
Valeur en cour.	Volume	Prix en cour.	Navires et avions non compris	Total	Prod. alim., boissons, tabac	Mat. prem. pour l'agricul- ture	Autres matières premières	Combust- tibles, etc.	Métaux de base	Machines et autres matériels	Voitures de tourisme, etc.	Auto- mobiles	Textiles	Vête- ments	Instru- ments, etc.	Autres biens
	49	50															51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64
1965	100.0	100	100	19 423	1 552	986	3 368	1 879	1 930	2 991	1 192	614	1 309	322	363	3 013
1966	106.3	105	101	20 654	1 596	1 049	3 380	2 041	1 630	3 407	1 396	653	1 353	384	406	3 358
1967	112.6	110	101	21 867	1 557	904	3 655	2 135	1 706	3 671	1 406	937	1 388	453	441	3 614
1968	124.6	114	107	24 192	1 574	808	4 037	2 587	1 893	4 177	1 440	1 135	1 428	518	490	4 105
1969	146.7	134	109	28 494	1 569	845	4 771	2 686	2 623	5 075	1 932	1 010	1 729	664	584	5 006
1970	169.4	147	115	32 909	1 800	933	5 414	3 374	3 200	6 195	2 010	903	1 861	768	688	5 763
1971	175.1	142	122	34 013	1 754	903	5 429	4 014	2 631	6 689	1 981	1 288	1 893	736	647	6 048
1972	103.0	104	100	35 047	1 884	1 012	5 988	3 737	2 962	6 542	2 072	1 022	2 075	766	681	6 306
Trimestres:																
1969 1	135.4	126	107	6 575	330	232	1 016	784	582	1 057	460	278	432	146	117	1 141
2	148.5	135	108	7 210	403	214	1 268	639	620	1 233	536	360	427	152	153	1 205
3	142.7	131	109	6 930	390	175	1 144	615	647	1 296	458	236	419	172	146	1 232
4	160.2	146	111	7 779	446	224	1 343	648	774	1 489	478	136	451	194	168	1 428
1970 1	156.8	139	113	7 616	409	239	1 196	740	844	1 365	468	216	462	184	158	1 350
2	178.3	155	115	8 652	509	243	1 401	749	925	1 643	607	302	467	173	179	1 454
3	155.7	136	116	7 558	467	205	1 312	696	704	1 450	433	165	434	196	166	1 330
4	186.8	159	118	9 058	565	246	1 505	1 043	727	1 734	502	220	498	215	185	1 618
1971 1	174.3	144	120	8 465	402	256	1 349	1 112	656	1 547	497	315	476	197	159	1 499
2	179.4	145	122	8 713	438	209	1 344	981	625	1 767	590	417	449	154	162	1 577
3	162.1	132	123	7 871	427	182	1 326	923	634	1 578	412	172	436	194	155	1 432
4	184.6	149	122	8 964	487	256	1 410	998	717	1 795	482	384	534	192	171	1 538
1972 1	100.4	101	99	8 536	428	263	1 450	1 042	698	1 535	460	319	494	181	156	1 568
2	97.8	99	100	8 312	451	252	1 502	885	684	1 587	482	214	507	163	176	1 409
3	99.5	99	101	8 464	473	227	1 365	864	686	1 654	520	289	480	204	168	1 534
4	114.5	114	102	9 735	532	270	1 687	946	901	1 791	611	200	597	221	185	1 794
1973 1	123.9	119	104	10 538			1 681	1 126	937	1 804			613	242	176	

Sources : Central Bank Monetary Review, Statistiske Efterretninger (Konjunkturtabeller), Statistiques rétrospectives (Tiars-oversigt 1957-1967) et Monthly Bulletin of Foreign Trade du Danemark.

Tableau L. Exportations : valeur, volume, prix et par groupe de marchandises

		Exportations : total et par groupe de marchandises																
		Exportations, fob 1965 = 100 jusqu'en 1971 1971 = 100 à partir de 1972			Millions de couronnes										Millions de dollars, taux mens.			
	Valeur en cour.	Volume	Prix en cour.	Total	Produits agricoles	Viande et lait en conserve	Produits manufacturés ¹				Poissons	Autres produits	Produits agricoles		Produits manufacturés ¹			
							Total	Mach. et appareils	Navires				Brut	Corr.	Brut	Corr.		
									neufs	d'occ.								
	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	89	80		
1965	100.0	100	100	15 702	5 490	1 123	7 991	2 796	354	191	642	456	66.3	..	96.4	..		
1966	105.7	102	104	16 590	5 577	1 277	8 555	3 027	270	185	647	534	67.3	..	103.2	..		
1967	110.0	108	102	17 264	5 309	1 287	9 574	3 265	502	137	632	462	63.4	..	114.4	..		
1968	123.4	119	104	19 379	5 164	1 360	11 494	3 869	434	187	719	642	57.4	..	127.6	..		
1969	141.4	129	109	22 197	5 402	1 490	13 900	4 779	658	245	747	658	60.0	..	154.3	..		
1970	157.1	136	115	24 673	5 555	1 668	15 960	5 528	744	249	865	625	61.7	..	177.3	..		
1971	170.3	143	118	26 739	5 722	1 899	17 417	6 020	705	255	1 050	651	64.0	..	194.3	..		
1972	112.5	108	105	30 089	6 201	2 022	19 766	6 813	666	332	1 311	789	74.4	..	237.3	..		
Trimestres :																		
1969	1	134.7	124	108	5 290	1 342	322	3 180	1 054	155	78	174	272	59.6	58.6	141.3	147.8	
	2	142.0	131	107	5 576	1 358	373	3 513	1 219	186	60	160	172	60.4	61.8	156.1	152.2	
	3	133.4	125	108	5 236	1 295	384	3 266	1 105	68	60	193	98	57.5	60.5	144.8	150.3	
	4	155.2	137	112	6 095	1 407	411	3 941	1 401	249	47	220	116	62.5	59.5	175.1	165.4	
1970	1	144.7	131	113	5 682	1 460	374	3 458	1 225	37	70	178	212	64.9	64.8	153.7	163.9	
	2	158.3	138	113	6 213	1 395	442	4 028	1 365	263	59	195	153	62.0	62.3	179.1	171.2	
	3	152.7	133	115	5 996	1 320	408	3 900	1 310	145	76	236	132	58.6	61.7	173.4	181.3	
	4	172.8	144	118	6 782	1 380	444	4 574	1 628	299	44	256	128	61.3	58.3	203.2	191.5	
1971	1	156.1	134	115	6 126	1 320	447	3 942	1 343	177	79	233	184	58.7	57.8	175.1	183.3	
	2	174.7	146	118	6 856	1 379	483	4 593	1 569	305	27	242	159	61.3	62.5	203.2	198.9	
	3	165.0	142	119	6 478	1 429	478	4 160	1 404	52	61	275	136	64.3	68.1	186.6	195.0	
	4	185.4	152	122	7 279	1 594	491	4 722	1 704	172	88	300	172	71.7	68.2	212.2	200.0	
1972	1	108.8	103	104	7 275	1 513	514	4 679	1 579	308	37	287	282	72.0	71.0	222.9	231.9	
	2	114.9	110	104	7 684	1 506	524	5 163	1 790	240	81	302	189	71.9	72.5	246.7	242.4	
	3	102.8	99	105	6 869	1 458	468	4 485	1 460	59	130	353	105	70.1	72.8	215.6	228.4	
	4	123.6	118	107	8 261	1 724	516	5 439	1 984	59	84	369	213	83.4	80.9	263.1	246.7	
1973	1	126.2	112	114	8 439	1 921	513	5 332	1 821	128	139	346	327	91.7	89.4	254.6	240.8	

1 Non compris « Viande et lait en conserve ».

Sources : Central Bank Monetary Review, Statistiske Efterretninger et Secrétariat de l'OCDE.

Tableau M Prix et salaires

	Prix à la consommation ¹ 1964 = 100								Prix à la cons. nets (impôts indirects non compris) ¹		Prix de gros ²	Coût de la constr. (1955 = 100) (com. du trim.)	Gains horaires dans l'industrie manuf. et la constr. (heures suppl. non comprises), en ore ³			
	Total	Biens et services (loyers exclus)	Biens				Services	Loyers	Total (loyers compris)	dont : Biens et services			Total	Hommes		Femmes
			Total	Produits agricoles et poissons	Produits manu- facturés danois	Autres biens								qualifiés	non qualifiés	
81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	
1965	106.1	106.4	106.2	108.4	105.8	103.8	107.8	103.1	112.0	111.6	116	154	971	1 149	937	739
1966	113.4	113.5	112.4	114.9	112.7	107.3	117.7	112.7	117.7	117.4	119	164	1 086	1 279	1 047	836
1967	122.1	122.1	120.2	123.9	120.5	113.2	131.0	121.6	123.6	122.9	120	175	1 185	1 386	1 145	923
1968	131.9	131.5	128.3	134.5	128.3	121.4	144.2	135.5	129.3	127.3	124	190	1 323	1 536	1 284	1 039
1969	136.5	135.6	131.9	142.5	131.3	122.0	150.7	146.0	133.9	131.9	128	205	1 476	1 712	1 433	1 157
1970	145.4	144.3	139.9	154.1	137.5	133.7	162.0	156.8	141.8	138.4	138	229	1 635	1 899	1 586	1 284
1971	153.9	152.2	147.4	163.7	143.3	144.7	171.8	172.2	149.7	145.2	143	253	1 882	2 161	1 835	1 498
1972	164.0	162.1	156.2	180.9	151.0	150.7	185.7	184.4	110.3	110.1	122	270				
Trimestres:																
1969 1	133.8	133.0	130	136	130	122	146	141.4	130.8	128.2	125	194	1 403	1 623	1 366	1 100
2	134.7	134.0	131	139	131	120	148	141.4	131.8	129.3	126	198	1 467	1 691	1 429	1 160
3	136.4	135.4	132	143	131	122	150	147.2	134.0	130.9	128	202	1 483	1 719	1 438	1 169
4	138.3	137.4	133	145	132	122	155	147.2	135.6	132.8	130	213	1 551	1 816	1 501	1 200
1970 1	140.3	139.3	135	150	134	125	156	151.7	137.9	134.7	135	216	1 535	1 764	1 497	1 221
2	142.5	141.6	137	152	136	129	159	151.7	140.1	137.2	138	222	1 609	1 870	1 559	1 267
3	146.8	145.9	141	154	139	135	164	157.4	142.1	138.6	139	231	1 651	1 926	1 598	1 292
4	148.8	148.0	144	157	140	141	166	157.4	143.9	140.7	139	238	1 745	2 035	1 692	1 357
1971 1	149.7	148.2	144	157	140	143	166	165.7	145.2	140.9	141	238	1 759	2 034	1 709	1 394
2	151.3	149.9	145	159	141	145	169	165.7	146.9	142.9	142	246	1 860	2 128	1 817	1 487
3	154.4	152.5	148	163	144	145	173	174.1	150.3	145.5	143	255	1 920	2 202	1 871	1 536
4	156.8	155.2	150	170	146	146	175	174.1	152.8	148.4	144	259	1 986	2 278	1 942	1 574
1972 1	158.5	156.7	151	171	147	147	178	178.6	106.4	106.1	118	262	2 011	2 293	1 967	1 613
2	161.4	159.8	154	175	150	149	183	178.6	108.4	108.5	121	267	2 097	2 388	2 045	1 704
3	164.4	162.4	156	183	151	150	187	185.5	110.8	110.6	123	269	2 124	2 429	2 064	1 729
4	167.5	165.8	160	187	154	154	190	185.5	112.4	112.5	124	273				
1973 1	169.8	167.7	161	190	155	156	193	192.4	114.2	113.8	129	275				

1 Chiffres trimestriels : janvier, avril, juillet, octobre. Chiffres annuels : de 1961 à 1966, moyenne pondérée des chiffres de janvier (1/12), d'avril (3/12), de juillet (3/12), d'octobre (3/12) et janvier de l'année suivante (1/12); à partir de 1967, moyenne des relevés mensuels. Changement de pondération en janvier 1965 et en janvier 1969. Janv. 1963 = 100 jusqu'en 1971. Janv. 1971 = 100 à partir de 1972.

2 Chiffres trimestriels : janvier, avril, juillet, octobre. Chiffres annuels : moyenne des relevés mensuels. 1955 = 100 jusqu'en 1971. 1968 = 100 à partir de 1972.

3 1 couronne = 100 ore.

Source : Statistiske Efterretninger.

Tableau N Monnaie et crédit

	Taux d'intérêt					Avoirs de la Banque centrale				Liquidités							
	Taux officiel d'es-compte	Banques commerciales		Rendement d'obligations		Avoirs extérieurs nets	Escompte et avances	Titres en portefeuille	Compte de l'Adm. centrale net	Total des liquidités primaires ²	Sect. non bancaire Masse monétaire définition du FMI ³		Liquidités des banques commerciales				
		Taux max. des avances	Taux des dépôts à 6 mois	Fonds de l'Adm. centrale à 5 ans S2007 ¹	Hypo-thèque de 1 ^{er} rang 6% ¹						Brut	Corr.	Avoirs liquides nets ⁴	Dépôts obligatoires ⁵	Liqui-dités disp. nettes ⁶		
																Total	dont : avoirs
Taux %, en fin de période					Millions de couronnes, en fin de période												
	97	98	99	100	101	102	103	104	105	106	107	108	109	110	111	112	
1965	6.5	8.5	6.25	7.89	..	3 310	970	2 581	-1 211	6 563	17 290	..	271	-260	331	-60	
1966	6.5	8.5	6.25	8.67	..	3 321	1 686	3 408	-2 207	7 343	19 750	..	-375	-113	736	-1 111	
1967	7.5	9.5	7.25	9.38	..	3 058	1 357	3 672	-1 441	8 033	21 530	..	150	8	1 010	-860	
1968	6.0	8.5	5.75	8.97	9.33	2 305	1 141	6 184	-1 159	9 472	25 120	..	1 518	602	1 364	154	
1969	9.0	11.5	7.75	8.72	8.90	2 518	1 825	6 870	-3 203	9 791	28 170	..	317	42	1 988	-1 671	
1970	9.0	11.5	7.75	10.69	10.54	2 651	2 431	6 813	-4 779	9 042	27 880	..	76	4	2 297	-2 221	
1971	7.5	10.0	..	10.60	11.20	3 582	2 146	8 092	-6 262	8 842	29 970	..	85	-264	—	85	
1972	7.0	9.5	..	10.56	10.90	4 050	3 360	8 451	-7 460	11 125	37 080	..	-261	452	—	-261	
Trimestres:																	
1969	1	7.0	9.5	6.50	8.72	..	1 419	1 553	7 606	-1 576	9 615	25 740	26 650	1 435	687	1 366	69
	2	9.0	11.5 ⁷	7.75 ⁷	9.60	..	1 511	2 405	7 712	-2 057	9 797	27 050	26 940	854	313	1 763	-909
	3	9.0	11.5	7.75	9.86	..	1 516	2 802	7 849	-2 764	9 247	26 650	27 370	207	235	1 674	-1 467
	4	9.0	11.5	7.75	10.68	..	2 518	1 825	7 832	-3 102	9 664	28 170	28 580	190	-85	1 988	-1 798
1970	1	9.0	11.5	7.75	10.69	10.54	2 339	2 442	6 716	-3 370	9 087	28 090	29 120	11	97	1 875	-1 864
	2	9.0	11.5	7.75	11.15	11.39	1 529	2 654	6 798	-3 053	8 865	27 950	27 580	-440	57	2 105	-2 545
	3	9.0	11.5	7.75	12.09	11.98	1 981	2 082	6 963	-2 866	8 404	27 350	27 790	268	142	2 001	-1 733
	4	9.0	11.5	7.75	10.98	11.47	2 651	2 436	7 249	-4 663	8 920	27 880	28 270	-46	-118	2 297	-2 343
1971	1	8.0	10.5	7.75	10.60	11.20	3 283	3 008	6 965	-6 752	7 840	27 250	28 260	-1 634	-110	1 924	-3 558
	2	7.5	10.0	..	10.54	11.65	2 007	2 291	7 809	-5 790	10 165	30 520	30 030	-804	174	1 529	-2 333
	3	7.5	10.0	..	10.41	10.73	1 896	1 558	7 972	-4 531	10 951	31 870	32 270	-22	150	—	-22
	4	7.5	10.0	..	10.65	11.15	3 582	2 146	7 950	-5 701	8 680	29 970	30 310	-77	-426	—	-77
1972	1	7.0	9.5	..	10.56	10.90	4 277	2 473	8 156	-8 659	8 285	32 910	34 120	-1 448	-169	—	-1 448
	2	8.0	10.5	..	10.39	10.83	3 580	3 198	8 233	-7 361	10 037	35 640	35 000	-954	43	—	-954
	3	8.0	10.5	..	10.32	10.64	3 237	3 263	8 476	-6 889	9 786	36 450	36 830	-1 064	-151	—	-1 064
	4	7.0	9.5	..	10.73	10.57	4 050	3 360	8 451	-7 460	10 950	37 080	37 490	-436	277	—	-436
1973	1	7.0	9.5	..	11.42	..	4 939	4 090	8 823	-11 082	8 734	37 840	39 210	-2 880	-256	—	-2 880

- 1 Chiffres annuels sont ceux del a fin de mars.
- 2 Définition danoise : liquidités primaires hors de l'Administration centrale et del a Banque centrale. Y compris es dépôts bloqués des banques commerciales. Recensement statistique légèrement modifié à partir du 1^{er} janvier 1965.
- 3 Définition de FMI : monnaie en circulation hors du secteur bancaire plus dépôts à vue auprès des banques.
- 4 Recensement statistique modifié à partir de janvier 1965.
- 5 En vertu d'un accord conclu avec la Banque centrale, 30 % de l'augmentation des dépôts (10 % à partir de septembre 1968) doivent être bloqués à la Banque centrale ou employés à l'acquittement de dettes extérieures (augmentation des avoirs extérieurs). Temporairement non appliqué depuis octobre 1971.
- 6 Avoirs liquides nets moins dépôts obligatoires.
- 7 A partir du 12 mai.

Sources : Central Bank Monetary Review et Yearbook, et Statistiques financières internationales.

Tableau N Monnaie et crédit (suite)

	Dépôts bancaires			Prêts bancaires			Obligations en circulation (valeur nominale)				Marché des titres (valeur du marché)						
	Total ¹	Banques commer- ciales ¹	Princi- pales caisses d'épar- gne	Total ¹	Banques commer- ciales ¹	Princi- pales caisses d'épar- gne	Total	Fonds d'État	Obli- gations hypothé- caires	Autres	Émis- sions nettes d'obli- gations et d'actions	Ventes nettes de la Banque centrale	Offre nette sur le marché	Augmentation du portefeuille-titres :			
														Banques comm.	Princ. caisses d'ép.	Admin. des chèques post., etc. ²	
Millions de couronnes en fin de période										Millions de couronnes pendant la période							
	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122	123	124	125	126	127	128	
1965	29 850	19 355	10 495	27 423	18 421	9 002	40 680	3 835	33 735	3 110	4 992	-1 374	3 618	129	-91	498	
1966	33 827	22 167	11 660	31 478	21 267	10 211	46 437	3 675	38 752	4 010	4 266	-839	3 427	484	35	439	
1967	37 321	24 570	12 751	33 348	23 178	11 170	52 866	3 519	44 848	4 499	4 498	-1 349	3 149	4	2	490	
1968	43 119	28 854	14 265	37 337	25 352	11 985	62 131	3 398	53 408	5 325	6 862	-2 229	4 633	383	399	596	
1969	47 627	31 893	15 734	42 947	29 644	13 303	73 907	3 259	64 296	6 352	8 383	-1 648	6 735	141	222	664	
1970	49 728	32 941	16 787	45 802	31 164	14 638	84 671	3 157	73 943	7 571	6 901	-379	6 522	716	14	730	
1971	54 883	36 504	18 379	47 829	32 271	15 558	98 701	3 042	86 962	8 697	10 420	-1 137	9 283	1 916	566	1 500 ³	
1972	62 920	42 238	20 682	53 725	35 974	17 751	115 553	2 812	102 913	9 828	13 272	-359	12 913	1 790	685	1 709	
Trimestres:																	
1969	1	44 127	29 209	14 918	38 318	26 027	12 291	65 828	3 319	56 930	5 579	2 846	-1 422	1 424	55	102	159
	2	45 961	30 573	15 388	40 566	28 004	12 562	68 666	3 292	59 617	5 757	2 088	-106	1 982	96	119	144
	3	46 005	30 385	15 620	41 962	28 882	13 080	71 170	3 261	61 776	6 133	1 647	-137	1 510	32	11	172
	4	47 584	31 850	15 734	42 965	29 662	13 303	73 907	3 259	64 296	6 352	1 802	17	1 819	-42	-10	189
1970	1	47 876	31 566	16 310	43 564	29 841	13 723	76 195	3 215	66 255	6 725	1 537	154	1 691	237	57	224
	2	49 100	32 435	16 665	44 696	30 729	13 967	79 129	3 196	68 928	7 005	2 002	-82	1 920	145	-55	173
	3	48 947	31 925	17 022	44 802	30 330	14 472	82 096	3 171	71 495	7 430	1 709	-165	1 544	132	-3	180
	4	49 704	32 917	16 787	45 855	31 217	14 638	84 671	3 157	73 943	7 571	1 653	-286	1 367	202	15	153
1971	1	49 592	32 240	17 352	46 983	31 953	15 030	87 696	3 086	76 672	7 938	2 038	-152	1 886	368	26	506 ³
	2	51 704	34 038	17 666	47 282	32 330	14 952	91 775	3 090	80 322	8 363	3 077	-844	2 233	298	54	312
	3	52 619	34 347	18 272	47 240	31 950	15 290	95 066	3 059	83 322	8 685	2 520	-163	2 357	675	193	346
	4	54 883	36 504	18 379	47 890	32 332	15 558	98 701	3 042	86 962	8 697	2 785	22	2 807	575	293	336
1972	1	55 145	36 004	19 141	48 977	32 906	16 071	102 388	2 916	90 418	9 054	2 719	-64	2 655	221	79	438
	2	58 058	38 237	19 821	50 535	34 054	16 481	106 658	2 860	94 252	9 546	3 338	-77	3 261	658	268	369
	3	59 349	38 805	20 544	52 085	34 901	17 184	110 881	2 829	98 062	9 990	3 377	-243	3 134	438	158	455
	4	62 920	42 238	20 682	53 857	36 106	17 751	115 553	2 812	102 913	9 828	3 838	25	3 863	473	180	447
1973	1	62 843	41 157	21 686	56 477	37 564	18 913	122 462	2 734	109 360	10 368	5 117	-280	4 837	343	-93	622

1 Les chiffres de fin d'année représentent les montants annuels des relevés de compte, alors que ceux de fin décembre représentent les montants mensuels.

2 Y compris la caisse de retraite.

3 Y compris le compte national de retraite et d'invalidité qui, à compter du 1^{er} janvier 1971, a été incorporé dans la caisse de retraite.

Sources : Central Bank Monetary Review et Nyt fra Danmarks Statistik.

COMPARAISONS INTERNATIONALES

STATISTIQUES DE BASE : COMPARAISONS INTERNATIONALES

			Australie	Autriche	Belgique	Canada	Danemark	Finlande	France	Allemagne	Grèce	Islande	Irlande	Italie	Japon	Luxembourg	Pays-Bas	Norvège	Portugal	Espagne	Suède	Suisse	Turquie	Royaume-Uni	États-Unis	Yougoslavie		
POPULATION	Accroissement moyen annuel net	Mi-1971	12 728	7 456	9 673 ³	21 595	4 968	4 628 ¹	51 250	61 284	8 769 ⁶	206	2 971	53 899	104 650	342	13 194	3 905	8 870	34 003	8 105	6 324	36 160	55 668	207 049	20 550		
		1961 à 1971	1.93	0.53	0.52	1.69	0.75	0.35	1.05	0.87	0.43	1.42	0.53	0.65	1.07	0.76	1.26	0.77	-0.07	1.06	0.75	1.41	2.51	0.50	1.21	1.00		
EMPLOI	Emploi civil total	1971	5 425	3 176	3 788	8 079	2 338	2 139	20 518	26 673	3 275	79 ¹³	1 063	18 700	51 140	148	4 604	1 497 ¹³	3 033	12 442	3 860	3 063	(13 639) ¹³	24 329	79 120	7 651 ⁵		
		En % du total	38.8	41.9	44.2	31.0	37.2	35.2	38.6	48.0	50.1	24.6	36.8 ¹³	30.9	44.1	36.0	47.3	38.0	37.3 ¹³	36.3	37.5	37.6	47.5	45.7	(31.0)	4.3		
		Agriculture	8.0	17.3	4.4	7.5	10.9	21.2	13.4	8.4	37.3	18.8 ¹³	26.5	19.5	15.9	10.2	6.9	13.9 ¹³	31.1	28.6	7.8	7.2	(71.5) ¹³	2.7	4.3	50.4		
		Industrie ⁷	38.8	41.9	44.2	31.0	37.2	35.2	38.6	48.0	50.1	24.6	36.8 ¹³	30.9	44.1	36.0	47.3	38.0	37.3 ¹³	36.3	37.5	37.6	47.5	45.7	(31.0)	4.3		
PRODUCTION	PNB par habitant	1971	3 080	2 210	3 010	4 240	3 500	2 430	3 180	3 550	1 220	2 350 ¹³	1 550	1 880	2 150	3 050	2 820	3 310	770	1 070	4 400	3 880	360	2 460	5 160	561 ²		
		1971	7.2 ^{3 4 15}	6.0 ¹¹	3.9	4.4	7.5	13.7	6.0 ^{11 13}	2.8 ¹¹	19.5	11.5	16.4	11.5	5.9 ¹¹	4.1 ¹³	6.2 ¹³	5.3	16.2	13.5	4.4 ¹¹	6.4 ¹⁰	30.2 ¹²	2.9 ¹⁴	2.9 ¹¹	19.3 ¹³		
		En % du total	38.1 ^{3 4 15}	49.0 ¹¹	43.8	37.0	38.7	42.3	48.4 ^{11 13}	53.5 ¹¹	30.5	44.3	35.6	44.3	44.3	56.9 ¹³	42.0 ¹³	37.8	44.3	34.4	39.3 ¹¹	49.6 ¹⁰	25.7 ¹²	43.5 ¹⁴	33.1 ¹¹	41.1 ¹³		
		1970	54.7 ^{3 4 15}	45.0 ¹¹	52.3	58.6	53.8	44.0	45.6 ^{11 13}	43.7 ¹¹	50.0	50.0	48.0	49.8 ¹¹	51.8 ¹³	56.9	51.8 ¹³	56.9	39.5	52.1	56.2 ¹¹	44.0 ¹⁰	44.1 ¹²	53.6 ¹⁴	63.9 ¹¹	39.6 ¹³		
Croissance annuelle du PNB en volume ²³	1965 à 1970	4.3 ^{4 15}	7.1	6.1	3.2 ⁴	3.1	7.9	6.0	5.4	8.0	6.7	1.5	5.1	10.3	3.5	5.6	3.7	7.5	5.9	4.6 ⁴	4.4	5.5	2.0 ⁴	2.4 ⁴	..			
	1965 à 1970	5.8 ^{4 15}	5.1	4.6	4.6 ⁴	4.4	5.0	5.8	4.6	7.0	1.8	4.0	6.0	12.1	3.6	5.2	4.6	6.0	6.5	3.9 ⁴	3.8	7.0	2.4 ⁴	3.2	..			
INDICATEURS DU NIVEAU DE VIE	Consommation privée par habitant	1971	1 780	1 240	1 810	2 450	2 080	1 280	1 870	1 910	730 ¹³	1 860	1 040	1 200	1 120	1 790	1 600	1 770	580	720	2 390	2 230	230 ¹³	1 510	3 230	275 ¹⁸		
		1969	4.00 ⁹	4.80	4.97 ¹⁸	8.90	6.00	6.50	4.50	3.60	2.00	4.60 ¹⁸	4.70 ¹⁸	4.30	4.00	5.00	6.50 ¹⁸	6.30	1.44 ⁹	2.20	7.91 ¹⁸	4.10	3.40 ¹⁸	4.97	6.30	4.59 ⁹		
		1970	11.2	6.1	4.7 ¹⁸	8.2	10.2	10.6	9.1	8.1	12.9	6.5	4.4	6.6	14.4	5.3	9.1	9.4	4.7	9.3	13.7	10.5	4.8	6.5	7.0	6.2	6.2	
		1970	306	162	211	312	219	137	245	237	272	10 ⁸	200	122	187	85	267	194	193	47	71	279	221	4	213	432	35	
		1969	227	192	216	294 ²	266	221	201 ²	272	181	172	181	172	181	215	208	223 ²	220	38	174	312	203	1.3 ²	293	412	88	
		1969	312	193	211	452	339	249	172	225	120	347	104	104	171	251	328	260	294	78	135	537	482	16	267	587	36	
		1969	1.18 ¹⁹	1.85	1.54	1.39	1.46 ¹⁸	1.04	1.23	1.54	1.49	1.34 ¹⁸	1.09	1.09	1.79	1.13	1.06	1.25	1.39	0.84	1.33	1.24	1.61	0.44	1.18 ⁹	1.65	1.10	
		INVESTISSEMENT FIXE BRUT ²⁵ Total	Moyenne 1966-70	En % du PNB	17.4 ^{4 15}	27.8	21.2	23.5 ²⁴	23.2	24.6	25.8	25.4	27.2	29.0	21.6	19.8	36.6	24.1	27.4	28.9	18.6	24.8	24.0	27.2	25.6	18.6	16.6 ²⁰	..
				En % du PNB	8.9	12.0	9.1	9.5	11.8	8.8	11.4	11.4	11.0	11.0	8.0	10.5	7.9	30.1 ²⁷	7.0	12.9	14.7	7.6	13.0	8.2	9.5	9.2	7.1 ²⁶	..
				En % du PNB	4.8	15.8 ²⁸	5.1	3.6	4.4	5.6	6.6	5.5	6.7	6.7	6.0	3.9	6.2	6.5	4.9	5.3	4.8	3.4	4.2	6.1	6.9	3.5	3.3	..
En % du PNB	3.7			.. ²⁸	7.0	10.4	7.0	10.2	7.9	8.5 ²⁹	9.9	9.9	15.0	7.3	5.6	.. ²⁷	12.2	9.2	9.4	7.6	7.7	9.7	10.8	..	5.9	6.1	..	
ÉPARGNE BRUTE	Moyenne 1966-70	En % du PNB	26.3	28.3	23.5	24.7	18.9	28.5	26.5	26.9	21.0 ⁴⁰	..	19.8 ⁴⁰	23.4	38.7	28.1 ³⁵	26.8	28.5	..	22.7	23.1	28.4 ⁴⁰	18.6 ⁴⁰	18.5	17.9	..		
		En % du PNB	28.9	35.9 ¹²	35.2	36.3	37.5 ²	38.0	37.2 ¹³	38.4	27.2 ²	33.8 ¹⁸	33.6	33.5	21.7	34.8 ¹⁸	44.1 ¹³	47.8	..	22.6	49.1 ²¹	26.5 ²	19.5 ²	39.7 ¹³	30.3	32.6 ¹⁸		
SALAIRES/PRIX	Gains horaires ³²	1965 à 1970	5.3 ³⁴	8.2 ²⁸	8.2	7.3 ³⁴	10.9 ³⁵	8.4	9.2 ³⁰	7.4 ³⁴	9.5 ³⁴	13.5 ³⁷	10.8 ³⁴	8.2 ³⁰	14.7 ³⁹	..	8.9 ⁴⁰	8.8 ⁴¹	9.7 ³³	12.8 ⁴²	8.9 ⁴³	5.2 ³⁸	..	6.7 ⁴⁸	5.3 ³⁴	..		
		1965 à 1970	3.1	3.2	3.5	3.9	6.4	4.7	4.3	2.7	2.5	12.9	5.3	2.9	5.5	3.0	4.9	4.9	6.4	5.1	4.4	3.5	8.1	4.6	4.2	10.6		
		1965 à 1970	3.6	3.3	3.4	4.1	6.3	5.6	4.8	3.4	2.6	12.4	5.8	3.4	4.7	4.9	4.8	5.0	4.8	5.1	4.3	4.0	5.5	4.6	4.0	..		
COMMERCE EXTÉRIEUR	Importations ⁴⁶	1970	5 678 ¹⁵	4 350	11 680	15 800 ¹⁸	5 000	3 130	24 580	40 270	1 930 ²	230	1 730	18 170	20 927	810	16 700	5 000	1 910	5 500	6 080 ¹⁸	6 280 ²	1 120	28 250	59 310	1 991 ⁹		
		En % du PNB	15.8	30.3	45.1	25.3	32.1	30.6	16.6	21.5	23.0	48.3	44.5	19.6	10.5	81.1	53.4	43.9	30.6	17.1	23.8	33.4	8.9	23.3	6.0	21.0 ⁹		
		En % du PNB	5 631 ¹⁵	4 390	12 470	15 490 ¹⁸	4 540	2 900	25 140	43 270	1 090 ²	240	1 530	1 790	23 073	880	16 310	4 830	1 540	4 940	5 920 ¹⁸	7 120 ²	940	30 520	62 900	1 875 ⁹		
BALANCE DES PAIEMENTS	Balance des opérations courantes. Moyenne 1966-70	En % du PNB	-3.3 ¹⁵	-0.5	1.7 ²¹	-0.3	-2.6	-1.2	-0.4	1.0	-3.6	-5.7	-2.9	2.5	0.8	..	-0.6	-0.5	2.5	-1.2	-0.6	1.6	-1.5	0.2	0.1	..		
		En % du PNB	70.7	56.4	27.4 ²¹	36.9	15.9	25.6	38.8	53.5	25.0	33.4	54.2	42.5	77.3	..	25.0	28.2	109.8	65.8	15.7	81.7	70.9	27.5	28.9	6.1		
		En % du PNB	1 704	-468	1 525 ²¹	87	364	-162	3 132	11 507	406	17	1	-306	-165	..	1 585	343	639 ⁴⁸	1 703 ²⁰	926	987	856	-1 171	1 004	596		
APPORT NET DE RESSOURCES AUX PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT ⁵⁰	1971	En % du PNB	1.00	0.56	1.03	0.82	0.80	.. ⁵¹	1.02	0.88	.. ⁵²	.. ⁵¹	.. ⁵¹	0.85	0.96	.. ⁵¹	1.63	0.51	1.56	.. ⁵²	0.69	[0.93]	.. ⁵²	1.14	0.67	.. ⁵²		
		En % du PNB	8.3	10.7	12.2	16.5	10.9	10.1	10.6	11.4	11.1	..	14.6	12.4	13.8	..	11.9	10.8	7.2	11.9	10.6	10.9	11.6	11.5	11.5	..		
RÉSULTATS RELATIFS OBTENUS A L'EXPORTATION ⁵³	Croissance des marchés ⁵⁴	1970 à 1971	..	11.5	11.5	13.5	10.3	10.6	9.6	10.8	11.5	..	8.5	10.9	10.1	..	11.1	10.2	10.6	10.6	10.5	11.1	10.8	9.8	9.8	..		
		1960-61 à 1970-71 (moyenne)	1.2	-0.8	-6.1 ⁵¹	-5.7	-1.0	-7.9	3.8	2.8	-8.0	..	11.9	2.3	10.5	..	7.2	-6.3	2.0	11.2	-0.9	1.3	3.3	3.0	-8.7	..		
Augmentation ou diminution de la part occupée sur les marchés extérieurs ⁵⁵	1960-61 à 1970-71 (moyenne)	En % du PNB	..	-1.5	0.5 ⁵¹	-2.0	-1.6	-2.0	1.0	1.0	0.3	..	1.2	2.8	7.9	..	0.8	0.5	1.1	3.4	-0.1	-0.3	-4.2	-2.9	-2.1	..		
		En % du PNB	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

1 Ce chiffre ne comprend pas le mouvement total net de population entre la Finlande et les autres pays nordiques.
2 1969.
3 Données ajustées sur les résultats du recensement effectué le 31-12-1970.
4 PIB aux valeurs d'acquisition.
5 Secteur privé et socialisé.
6 Résultats du recensement au 14-3-1971.
7 Suivant la définition retenue dans les Statistiques de main-d'œuvre de l'OCDE : industrie extractive, industrie manufacturière, construction et services publics (électricité, gaz et eau).
8 Aux prix et aux taux de change courants.
9 1967.
10 Les estimations pour le PIB par secteur de la Suisse ont été publiées dans « La Vie économique », novembre 1969.
11 PIB aux prix du marché.
12 Produit intérieur net.
13 1970.
14 Y compris la réévaluation des stocks.
15 Année fiscale commençant le 1^{er} juillet.
16 1962-1967.
17 1965.
18 1968.
19 1966.
20 1964.
21 Y compris le Luxembourg.
22 Logements mis en chantier.
23 Aux prix de 1963.
24 Non compris les coûts afférents au transfert de biens fonciers et d'avoirs existants.
25 1964-1968.
26 Les dépenses en équipement et outillage de l'État et des entreprises publiques sont incluses dans les

ÉTUDES ÉCONOMIQUES SPÉCIALES

Des études spéciales, établies sous les auspices du Département des affaires économiques et statistiques, sont publiées sous forme de suppléments aux Perspectives économiques de l'OCDE. Ces études peuvent aussi être commandées séparément. Les titres suivants ont déjà été publiés :

Numéro	Titre	Auteur
EES 1	Les opérations invisibles durant les années 60.	Eduardo Merigo et Stephen Potter ; juillet 1970.
EES 2	Évolution des dépenses publiques	Mary Garin-Painter ; juillet 1970.
EES 3	Analyse de la concurrence sur les marchés extérieurs et intérieurs	Raoul Gross et Michael Keating ; décembre 1970
EES 4	Le modèle des échanges de l'OCDE : Version 1970	Frans Meyer-zu-Schlochtern et Akira Yajima ; décembre 1970
EES 5	Méthodes de mesure des effets de la politique budgétaire	Joergen Lotz ; juillet 1971
EES 6	La balance des paiements suisse dans les années 1960	Andrea Boltho ; juillet 1971
EES 7	Mouvements de capitaux dans l'ensemble de la zone OCDE. Une analyse économétrique	William H. Branson et Raymond D. Hill, Jr. ; décembre 1971
EES 8	Les effets de la politique monétaire sur l'économie des États-Unis - Étude de données économétriques	Gordon Fisher et David Sheppard ; décembre 1972

On peut se procurer des exemplaires de ces études auprès de la plupart des dépositaires des publications de l'OCDE (liste au verso) ou en écrivant au Bureau des publications de l'OCDE, 2 rue André-Pascal, 75775 Paris Cedex 16. Prix de l'exemplaire :

F 10 F 9 DM 7 \$ 2,25 £ 0,77

BULLETIN DE COMMANDE

Veuillez m'adresser les ÉTUDES ÉCONOMIQUES SPÉCIALES suivantes :

EES 1 _____	EES 3 _____	EES 5 _____
EES 2 _____	EES 4 _____	EES 6 _____
(en une seule brochure)*	(en une seule brochure)*	(en une seule brochure)*
EES 7 _____	EES 8 _____	

Nom _____
 Adresse _____
 Ville _____ État et/ou pays _____
 Paiement _____

* Les brochures contenant deux études sont vendues au même prix que les autres.

**OECD SALES AGENTS
DEPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE L'OCDE**

ARGENTINE

Libreria de las Naciones
Alsina 500, BUENOS AIRES.

AUSTRALIA - AUSTRALIE

B.C.N. Agencies Pty. Ltd.,
178 Collins Street, MELBOURNE 3000.

AUSTRIA - AUTRICHE

Gerold and Co., Graben 31, WIEN 1.
Sub-Agent: GRAZ: Buchhandlung Jos. A. Kienreich, Sackstrasse 6.

BELGIUM - BELGIQUE

Librairie des Sciences
Coudenberg 76-78
B 1000 BRUXELLES 1.

BRAZIL - BRÉSIL

Mestre Jou S.A., Rua Guaiapá 518,
Caixa Postal 24090, 05000 SAO PAULO 10.
Rua Senador Dantas 19 s/205-6, RIO DE
JANEIRO GB.

CANADA

Information Canada
OTTAWA.

DENMARK - DANEMARK

Munksgaards Boghandel
Nørregade 6
1165 KØBENHAVN K.

FINLAND - FINLANDE

Akateeminen Kirjakauppa
Keskuskatu 1
00100 HELSINKI 10.

FORMOSA - FORMOSE

Books and Scientific Supplies Services, Ltd.
P.O.B. 83, TAIPEI,
TAIWAN.

FRANCE

Bureau des Publications de l'OCDE
2 rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16
Principaux sous dépositaires :
PARIS : Presses Universitaires de France,
49 bd Saint-Michel, 75005 Paris.
Sciences Politiques (Lib.),
30 rue Saint-Guillaume, 75007 Paris.
13100 AIX-EN-PROVENCE : Librairie de l'Uni-
versité.
38000 GRENOBLE : Arthaud.
67000 STRASBOURG : Berger-Levrault.
31000 TOULOUSE : Privat.

GERMANY - ALLEMAGNE

Deutscher Bundes-Verlag G.m.b.H.
Postfach 9380, 53 BONN.
Sub-Agent : HAMBURG : Reuter-Klöckner ;
und in den massgebenden Buchhandlungen
Deutschlands.

GREECE - GRECE

Librairie Kauffmann, 28 rue du Stade,
ATHENES 132.
Librairie Internationale Jean Mihalopoulos et Fils
75 rue Hermou, B.P. 73, THESSALONIKI.

ICELAND - ISLANDE

Sæebjörn Jónsson and Co., h.f.,
Hafnarstræti 4 and 9
P.O.B. 1131
REYKJAVIK

INDIA - INDE

Oxford Book and Stationery Co.:
NEW DELHI, Scindia House.
CALCUTTA, 17 Park Street.

IRELAND - IRLANDE

Eason and Son, 40 Lower O'Connell Street,
P.O.B. 42, DUBLIN 1.

ISRAEL

Emanuel Brown :
35 Allenby Road, TEL AVIV
also at
9 Shlomzion Hamalka Street, JERUSALEM.
48 Nahliath Benjamin Street, TEL AVIV.

ITALY - ITALIE

Libreria Commissionaria Sansoni :
Via Lamarmora 45, 50121 FIRENZE.
Via Bartolini 29, 20155 MILANO.
Sous-dépositaires :
Editrice e Libreria Herder,
Piazza Montecitorio 120, 00186 ROMA.
Libreria Hoepli, Via Hoepli 5, 20121 MILANO.
Libreria Lattes, Via Garibaldi 3, 10122 TORINO.
La diffusione delle edizioni OCDE è inoltre assicu-
rata dalle migliori librerie nelle città più importanti.

JAPAN - JAPON

OECD Publications Centre,
Akasaka Park Building,
2-3-4 Akasaka,
Minato-ku
TOKYO 107 (Tel.(03)586 20 16)
Maruzen Company Ltd.,
6 Tori-Nichome Nihonbashi, TOKYO 103,
P.O.B. 5050, Tokyo International 100-31.

LEBANON - LIBAN

Documenta Scientifica/Redico
Edison Building, Bliss Street,
P.O. Box 5641

BEIRUT

THE NETHERLANDS - PAYS-BAS

W.P. Van Stockum
Buitenhof 36, DEN HAAG.

NEW ZEALAND - NOUVELLE-ZELANDE

The Publications Officer
Government Printing Office
Mulgrave Street (Private Bag)

WELLINGTON

and Government Bookshops at
AUCKLAND (P.O.B. 5344)
CHRISTCHURCH (P.O.B. 1721)
HAMILTON (P.O.B. 857)
DUNEDIN (P.O.B. 1104).

NORWAY - NORVEGE

Johan Grundt Tanums Bokhandel,
Karl Johansgate 41/43, OSLO 1.

PAKISTAN

Mirza Book Agency, 65 Shahrah Quid-E-Azam,
LAHORE 3.

PORTUGAL

Livraria Portugal,
Rua do Carmo 70-74
LISBOA 2

SPAIN - ESPAGNE

Libreria Mundi Prensa
Castelló, 37
MADRID-1

SWEDEN - SUEDE

Fritzes Kungl. Hovbokhandel,
Fredsgatan 2,
11152 STOCKHOLM 16.

SWITZERLAND - SUISSE

Librairie Payot, 6 rue Grenus, 1211 GENEVE 11
et à LAUSANNE, NEUCHÂTEL, VEVEY,
MONTREUX, BÈRNE, BALE, ZÜRICH.

TURKEY - TURQUIE

Librairie Hachette,
469 Istiklal Caddesi,
Beyoglu
ISTANBUL et
14 E.Ziya Gökalp Caddesi
ANKARA

UNITED KINGDOM - ROYAUME-UNI

H.M. Stationery Office, P.O.B. 569, LONDON
SE1 9 NH
or
49 High Holborn
LONDON WC1V 6HB (personal callers)
Branches at: EDINBURGH, BIRMINGHAM,
BRISTOL, MANCHESTER, CARDIFF,
BELFAST.

UNITED STATES OF AMERICA

OECD Publications Center, Suite 1207,
1750 Pennsylvania Ave., N.W.,
WASHINGTON, D.C. 20006. Tel.: (202)295-8755.

VENEZUELA

Libreria del Este, Avda. F. Miranda 52,
Edificio Galipan, Aptdo. 60 337, CARACAS 106.

YUGOSLAVIA - YOUGOSLAVIE

Jugoslavenska Knjiga, Terazije 27, P.O.B. 36,
BEOGRAD.

Les commandes provenant de pays où l'OCDE n'a pas encore désigné de dépositaire
peuvent être adressées à :

OCDE, Bureau des Publications, 2 rue André-Pascal, 75775 Paris CEDEX 16

Orders and inquiries from countries where sales agents have not yet been appointed may be sent to
OECD, Publications Office, 2 rue André-Pascal, 75775 Paris CEDEX 16

OCDE

Département des Affaires Économiques et Statistiques

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

ÉTUDES ÉCONOMIQUES ANNUELLES

Études détaillées du développement économique

dans chaque pays de l'OCDE

Par pays F 4,50 FS 3,50 \$ 1 £ 0,35 DM 3,20

Abonnement pour la série F 76 FS 58 \$ 16,50 £ 5,80 DM 51

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

En juillet et décembre les PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE donnent un aperçu général de l'évolution économique la plus récente dans l'ensemble de la zone OCDE et, au moyen d'une série de prévisions quantitatives intégrées, évaluent les perspectives. En supplément, cette publication contient fréquemment des études spéciales destinées à faciliter l'interprétation des tendances économiques.